

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 28 MARS 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 28 mars 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
67	14	0
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/03/046</p> <p>DEPOT DU DOSSIER D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE RELATIF AUX TRAVAUX DE CURAGE DES CONCRETIONS CALCAIRES DE L'OUVRAGE SOUTERRAIN DE LA RIVIERE NEUVE DU LAS A TOULON</p>		

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATESTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, Mme Nathalie BICAIS ayant donné pouvoir à M. Cheikh MANSOUR, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-David MARION ayant donné pouvoir à Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT.

Séance Publique du 28 mars 2024

N° D' O R D R E : 24/03/046

**O B J E T : DEPOT DU DOSSIER D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE RELATIF AUX TRAVAUX DE
CURAGE DES CONCRETIONS CALCAIRES DE
L'OUVRAGE SOUTERRAIN DE LA RIVIERE NEUVE DU
LAS A TOULON**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement et notamment l'article R214-1 relatif à la nomenclature loi sur l'Eau des opérations soumises à autorisation ou à déclaration et l'article R.181-36 relatifs aux enquêtes publiques,

VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L414-4 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000,

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles dite « loi MAPTAM »,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite « loi NOTRe »,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/05/192 du Conseil Métropolitain en date du 27 mai 2021 adoptant la doctrine GEMAPI,

VU la délibération n°19/12/495 du Conseil Métropolitain en date du 10 décembre 2019 modifiée par la délibération n°21/009/39 en date du 30 septembre 2021, relative au transfert des biens immobiliers de la ville de Toulon à la Métropole relatifs aux compétences « voirie », « espaces publics », « parcs et aires de stationnement », et « valorisation des espaces paysagers »,

VU la délibération n°2019/300/S du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2019 modifiée par les délibérations n°2020/194/S-8/C du 23 octobre 2020 et n°2022/14/S du 28 janvier 2022, relative à la signature du procès-verbal de transfert des biens immobiliers à la métropole de la compétences « voirie, espaces publics, parcs et aires de stationnement, et valorisation des espaces paysagers »,

VU l’avis de la Commission Inondations PAPI en date du 21 mars 2024,

CONSIDERANT que l’un des objectifs d’intervention de la Prévention des Inondations de la doctrine GEMAPI est de diminuer les risques d’inondation avec une vision intégrée sur le milieu urbain, en accordant la priorité aux débordements des cours d’eau,

CONSIDERANT que les études hydrauliques réalisées en 2022 sur le bassin versant du cours d’eau du Las ont montré que le débordement du cours d’eau survenait dès une crue décennale au niveau du jardin du Las quartier du Las (Jonquet) vers Rodeilhac et le Pont du Las,

CONSIDERANT que le curage des dépôts et des concrétions calcaires (tufs) dans l’ouvrage souterrain de la rivière neuve du Las, accumulés parfois jusqu’à 1m de hauteur sur 1500 m en sortie de l’ouvrage, permet de redonner sa pleine capacité à cet ouvrage et de réduire les débordements et les hauteurs d’eau lors des crues pour des occurrences fréquentes,

CONSIDERANT que la réalisation de ces travaux de curage des concrétions calcaires de l'ouvrage souterrain de la rivière neuve du Las est soumise à autorisation environnementale (procédure loi sur l'eau),

CONSIDERANT que cette autorisation environnementale nécessite au préalable, le montage et le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'Eau, article R214-1 du Code de l'Environnement, rubriques 3. 1. 5. 0 – destruction de plus de 200 m² de frayère, et 3.2.1.0 Entretien cours d'eau inférieur à 2000 m³, accompagné d'une évaluation simplifiée des incidences Natura 2000,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à déposer le dossier de demande d'autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'Eau auprès des services instructeurs compétents, en vue de la réalisation des travaux de curage des concrétions calcaires de l'ouvrage souterrain de la rivière neuve du Las à Toulon.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'ensemble des documents et courriers associés.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance

POUR 81

CONTRE 0

ABSTENTION 0







TRAVAUX DE CURAGE DANS L'OUVRAGE SOUTERRAIN DE LA RIVIERE NEUVE

**DOSSIER D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE AU
TITRE DES ARTICLES L.181-1 ET SUIVANTS DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT**

11 mars 2024



Informations relatives au document

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Auteur(s) A.FINCK / G. BINON
Fonction Chargée d'études / Technicien confirmé
Volume du document
Version V1b
Référence

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Version	Date	Vérifié par	Fonction	Signature
V1a	02/02/2024	A.SIMONETTI		
V1b	16/02/2024	A.SIMONETTI		

DESTINATAIRES

Nom	Entité
A.SIMONETTI	MTPM

SOMMAIRE

1 - NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	9
2 - L'EMPLACEMENT SUR LEQUEL L'INSTALLATION, L'OUVRAGE, LES TRAVAUX OU L'ACTIVITE DOIVENT ETRE REALISES	10
2.1 - Plan de situation au 1/25 000 ème	10
2.2 - Zone d'étude	11
3 - DOCUMENT ATTESTANT QUE LE DECLARANT EST LE PROPRIETAIRE DU TERRAIN OU QU'IL DISPOSE DU DROIT D'Y REALISER SON PROJET OU QU'UNE PROCEDURE EST EN COURS AYANT POUR EFFET DE LUI CONFERER CE DROIT	12
4 - LA NATURE, LA CONSISTANCE, LE VOLUME ET L'OBJET DE L'OUVRAGE, DE L'INSTALLATION, DES TRAVAUX OU DE L'ACTIVITE ENVISAGES, AINSI QUE LA OU LES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE DANS LESQUELLES ILS DOIVENT ETRE RANGES.....	13
4.1 - Présentation du projet	13
4.1.1 - Cadre et objet de l'opération projetée	13
4.1.2 - Objectif.....	15
4.2 - Caractéristiques des installations, ouvrages, travaux et activités	16
4.2.1 - Constat sur la zone testée.....	16
4.2.2 - Etat des lieux dans le reste de la travée	17
4.3 - Modalités de réalisation des travaux.....	19
4.3.1 - Méthodologie pour le curage complet.....	19
4.3.2 - Durée et période d'intervention	21
4.4 - Estimation des coûts de travaux	21
4.5 - Rubriques de la nomenclature IOTA dont relève le projet	22
4.5.1 - Nomenclature des IOTA (installations, ouvrages, travaux et activités) soumis à la loi sur l'eau	22
5 - DOCUMENT D'INCIDENCES.....	23
5.1 - Etat initial	23
5.1.1 - Milieu physique	23
5.1.1.1 - Climat	23
5.1.1.2 - Topographie.....	23
5.1.1.3 - Contexte géologique	24
5.1.1.4 - Contexte géotechnique	25
5.1.1.5 - Eaux souterraines	28
5.1.1.6 - Eaux superficielles	30
5.1.2 - Milieux naturels.....	39
5.1.2.1 - Périmètres de protection réglementaires du milieu naturel.....	39
5.1.2.2 - Zonages d'inventaires du milieu naturel	40
5.1.2.3 - Inventaires floristiques	41

5.1.2.4 - Inventaires faunistiques.....	42
5.1.2.5 - Continuité écologique.....	48
5.1.3 - Patrimoine.....	50
5.1.4 - Risques naturels et technologiques	50
5.1.4.1 - Le risque inondation	50
5.1.4.2 - Le risque incendie de forêt.....	53
5.1.4.3 - Le risque sismique	54
5.1.4.4 - Le risque industriel	54
5.1.5 - Synthèse des enjeux environnementaux.....	56
5.2 - Incidences du projet sur la ressource en eau, les milieux aquatiques, le milieu humain et les mesures associées	57
5.2.1 - La topographie et qualité des sols	57
5.2.1.1 - Impacts temporaires sur la topographie et la qualité des sols et mesures associées	57
5.2.1.2 - Impacts permanents sur la topographie et la qualité des sols et mesures associées.....	57
5.2.2 - Les eaux souterraines.....	57
5.2.2.1 - Impacts temporaires sur les eaux souterraines et mesures associées.....	57
5.2.2.2 - Impacts permanents sur les eaux souterraines et mesures associées	58
5.2.3 - Les eaux superficielles.....	58
5.2.3.1 - Impact sur qualité des eaux superficielles	58
5.2.3.2 - Impact sur le fonctionnement hydraulique.....	59
5.2.3.3 - Les usages de la ressource en eau.....	61
5.2.4 - Le milieu naturel.....	61
5.2.4.1 - Périmètres et zonages de protection du milieu naturel	61
5.2.4.2 - Flore et habitats naturels	62
5.2.4.3 - La faune et la continuité écologique	62
5.3 - Synthèse des incidences du projet et des mesures associées	65
5.3.1 - En phase travaux	66
5.3.2 - En phase d'exploitation	68
6 - COMPATIBILITE AVEC LES SCHEMAS ET DOCUMENTS REGLEMENTAIRES EXISTANTS	70
6.1 - Compatibilité du projet avec le SDAGE	70
6.1.1 - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)	70
6.1.1.1 - Le SDAGE RM en vigueur (2022-2027)	70
6.1.2 - Articulation du projet avec le SDAGE	71
6.2 - Compatibilité avec le PAPI Petits Côtiers Toulonnais.....	71
7 - RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU PARMIS LES ALTERNATIVES.....	73
8 - MOYENS DE SURVEILLANCE.....	74
8.1 - Suivi et surveillance en phase travaux	74
8.2 - Suivi des ouvrages en phase exploitation.....	74

9 - ELEMENTS GRAPHIQUES UTILES A LA COMPREHENSION DES PIECES DU DOSSIER..... 75



FIGURES

Figure 1 : plan de situation du projet à l'échelle 1/25000EME – SOURCE : IGN	10
Figure 2 : localisation de la zone d'étude	11
Figure 3 : Cartographie des aménagements proposés dans le cadre de la stratégie d'aménagement à court terme - Source : Etudes stratégiques des bassins versants du las et du Faveyrolles : mission 4 - programme d'aménagement du LaS.....	13
Figure 4 : Périmètre de l'essai de curage	15
Figure 5 : Formation constatée à l'issu des travaux d'essai – source : rapport des travaux d'essai de curage du Las	16
Figure 6 : Constat sur la zone testée – source : rapport des travaux d'essai de curage du Las	17
Figure 7 : Photographie de la zone – source : rapport des travaux d'essai de curage du Las.....	18
Figure 8 : Méthodologie employée par l'Entreprise lors de la phase travaux.....	19
Figure 9 : Photographies de la méthode mise en place lors du curage d'essai	20
Figure 10 : Schéma de la zone d'intervention scindée – Source : Naturalia	20
Figure 11 : Graphique des températures en 2022 a Toulon – Source : Infoclimat.....	23
Figure 12 : Topographie de la zone d'étude – source : topographic-map	24
Figure 13 : Contexte géologique – source : brgm – échelle : 1/50 000	25
Figure 14 : Plan d'implantation schématique des points de prélèvements	26
Figure 15 : Localisation de la masse d'eau souterraine FRDG514 – SOURCE BRGM.....	29
Figure 16 : OBJECTIF POUR LA MASSE D'EAU SOUTERRAINE – SOURCE : SDAGE RM 2022-2027	29
Figure 17 : Perimetre de protection de la source de st antoine – source : Prefecture du var.....	30
Figure 18 : Carte de la typologie du Las – Source : Etude de la potentialite ecologique du Las et de l'Eygoutier.....	32
Figure 19 : Cartographie des cours d'eau – SOURCE : DDTM	33
Figure 20 : Périmètre du contrat de Baie – Source : MTPM.....	34
Figure 21 : Résultats d'analyses station Bon Rencontre – source : eau France bassin rm.....	36
Figure 22 : Résultats d'analyses station le Jonquet – source : eau France bassin rm.....	37
Figure 23 : Localisation des stations de mesure – source : geoportail.....	37
Figure 24 : ZONE NATURA 2000 – SOURCE : GEOPORTAIL	39
Figure 25 : ZNIEFF de type 2 – SOURCE : GEOPORTAIL.....	40
Figure 26 : Cartographie des EVEE identifiées au sein du site – Source : Naturalia.....	41
Figure 27 : Barbeau méridional (individus adultes) et anguille européenne en partie dissimulée	44
Figure 28 : Ouvrage d'art inspecté à la recherche de chiroptères – Source : Naturalia	45
Figure 29 : Enjeux faunistiques dans l'aire d'étude et à proximité – Source : naturalia	47
Figure 30 : Eléments de la trame verte et bleue régionale identifiés autour de l'aire d'étude d'après le SRADDET– Source : Naturalia	49
Figure 31 : Localisation des périmètres de protection liés au patrimoine – Source : Atlas des patrimoines	50
Figure 32 : Perimetre du TRI Toulon-Hyères – SOURCE TRI toulon-Hyères	51
Figure 33 : Carte du risque inondation du Las – SOURCE : TRI.....	51
Figure 34 : CARte des risqUES DE submersion marine – source : tri.....	52
Figure 35 : Carte de l'atlas des zones inondables – SOURCE : PREFECTURE DU VAR.....	52
Figure 36 : Périmètre du papi petits cOtiers Toulonnais – Source : PAPI PCT.....	53
Figure 37 : carte des aléas incendies – source : prefecture du var	54
Figure 38 : Carte de la pollution des sols – source : Georisques	55
Figure 39 : Cartographie du réseau GRDF en service – Source : https://opendata.grdf.fr	55
Figure 40 : Incidence hydraulique pour Q10	60
Figure 41 : Incidence hydraulique pour Q30	60
Figure 42 : incidence hydraulique pour Q100.....	61

TABLEAUX

TABLEAU 1 : Rubriques du Code de l'Environnement concernées par le projet.....	22
Tableau 2 : Seuils d'acceptation en ISDI selon l'annexe 2 de l'arrêté du 12/12/14.....	28
Tableau 3 : objectifs de qualité de la masse d'eau FRDR116b – SOURCE : SDAGE RM 2022-2027	38
Tableau 4 : Espèces d'oiseaux protégées d'enjeu local faible ou non significatif recensées au sein de l'aire d'étude.....	43

Espèce	Statut	Enjeu de conservation régional	Situation dans l'aire d'étude et niveau d'enjeu local	Enjeu local
Avifaune				
Avifaune commune (Bergeronnette grise, Mésange charbonnière, etc)	PN, LRR : LC	Faible	Petite population utilisant le linéaire végétalisé du Las.	Faible
Petit duc scops <i>Otus scops</i>	PN, LRR : LC	Modéré	Un male chanteur contacté en dehors de l'aire d'étude, sans lien direct avec le site.	Faible
Reptiles				
Cortège de reptiles communs (<i>Podarcis muralis</i> , <i>Tarentola mauritanica</i>)	PN, LRR : LC	Faible	Population avérée sur le linéaire.	Faible
Couleuvre de Montpellier <i>Malpolon monspessulanus</i>	PN, LRR : NT	Modéré	Espèces connues sur la commune, au regard des habitats la reproduction n'est pas considérée, seul un usage temporaire en transit est attendu.	Faible
Couleuvre à échelons <i>Zamenis longissimus</i>				Faible
Orvet de Vêrone <i>Anguis veronensis</i>	DD	Assez fort		Faible
Amphibiens				
Batrachofaune commune <i>Pelophylax sp.</i>	PN, LRR : LC	Faible	Transit ponctuel possible.	Faible
Poissons				
Barbeau méridional <i>Barbus meridionalis</i>	DH2, LRN : NT Liste 1 poissons – Las (Var) ²	Fort	Une population significative estimée entre 50 et 100 individus sous l'ouvrage routier (extrémité nord, tunnel). Présence de gros individus adultes et surtout de jeunes individus (alevins), attestant la reproduction locale de l'espèce ou a minima une zone de maturation des alevins (secteur concerné par l'arrêté frère 83).	Fort
Anguille d'Europe <i>Anguilla anguilla</i>	LRN : CR	Fort	Présence de plusieurs individus sous l'ouvrage routier.	Assez fort
Mammifères (dont chiroptères)				
Cortège des chiroptères communs (Groupe des Pipistrelles, Murin de Daubenton, etc.)	PN, DH4 LRN : LC	Faible	Aucun gîte n'a été mis en évidence et ce cortège d'espèces communes a été identifié globalement en faibles effectifs.	Faible
Molosse de Cestoni <i>Tadarida teniotis</i>	PN, DH4 LRN : NT	Assez fort	Aucune possibilité de gîte, quelques individus ponctuellement contactés de manière anecdotique. L'aire d'étude ne représente aucun intérêt particulier pour cette espèce	Faible

Tableau 5 : Bilan des enjeux pour la faune – Source : Naturalia.....	48
Tableau 6 : Tableau de synthèse des enjeux environnementaux	56
TABEAU 7 : Incidences en phase travaux	67

1 - NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR



Métropole Toulon Provence Méditerranée

107 boulevard Henri Fabre

83 000 Toulon

Monsieur le Président M. Jean-Pierre GIRAN

SIRET : 24830054300084

Forme juridique : Métropole

2 - L'EMPLACEMENT SUR LEQUEL L'INSTALLATION, L'OUVRAGE, LES TRAVAUX OU L'ACTIVITE DOIVENT ETRE REALISES

2.1 - Plan de situation au 1/25 000 ème

La zone de projet est localisée au niveau du Las, à l'intersection du quai de la rivière neuve et de l'avenue Jean Rambaud, à Toulon.



FIGURE 1 : PLAN DE SITUATION DU PROJET A L'ECHELLE 1/25000EME – SOURCE : IGN

2.2 - Zone d'étude



FIGURE 2 : LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE

3 - DOCUMENT ATTESTANT QUE LE DECLARANT EST LE PROPRIETAIRE DU TERRAIN OU QU'IL DISPOSE DU DROIT D'Y REALISER SON PROJET OU QU'UNE PROCEDURE EST EN COURS AYANT POUR EFFET DE LUI CONFERER CE DROIT

Le cours d'eau du Las étant non domanial, il appartient jusqu'au milieu du lit au propriétaire riverain.

La compétence des deux voiries qui bordent le Las a été transférée à la métropole. Les procès-verbaux relatifs au transfert de transfert des biens immobiliers de la ville de Toulon à la métropole relatifs aux compétences « voirie », « espaces publics », « parcs et aires de stationnement », et « valorisation des espaces paysagers » est en annexe 1.

Le Las, au niveau de la zone d'étude, est bien localisé sur du domaine public.



4 - LA NATURE, LA CONSISTANCE, LE VOLUME ET L'OBJET DE L'OUVRAGE, DE L'INSTALLATION, DES TRAVAUX OU DE L'ACTIVITE ENVISAGES, AINSI QUE LA OU LES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE DANS LESQUELLES ILS DOIVENT ETRE RANGES

4.1 - Présentation du projet

4.1.1 - Cadre et objet de l'opération projetée

Des études stratégiques des bassins versants du Las et du Faveyrolles ont été réalisées en 2022 par la Métropole de Toulon.

Celles qui ont été menées sur le bassin versant du cours d'eau du Las, ont permis d'obtenir des modélisations hydrauliques de l'état actuel, qui ont montré que le débordement du cours d'eau commençait dès une crue décennale au niveau du jardin du Las (Jonquet), vers l'avenue Jean Rambaud et la RD62.

Les hauteurs d'eau peuvent atteindre 1 mètre de haut, en amont de la voie ferrée et de l'autoroute pour une crue trentennale, avec inondation de nombreux établissements tels que écoles, collèges, bibliothèque municipale, crèches, entreprises, caserne des pompiers et l'arsenal militaire de Toulon.

En crue centennale, les hauteurs d'eau peuvent atteindre 2 mètres dans le quartier du Pont du Las et le tunnel de Toulon est également inondé.

Afin d'agir contre cette problématique, des propositions d'aménagement ont été intégrées au futur PAPI des Petits Côtiers Toulonnais (PCT 2024-2029) en cours de préparation.

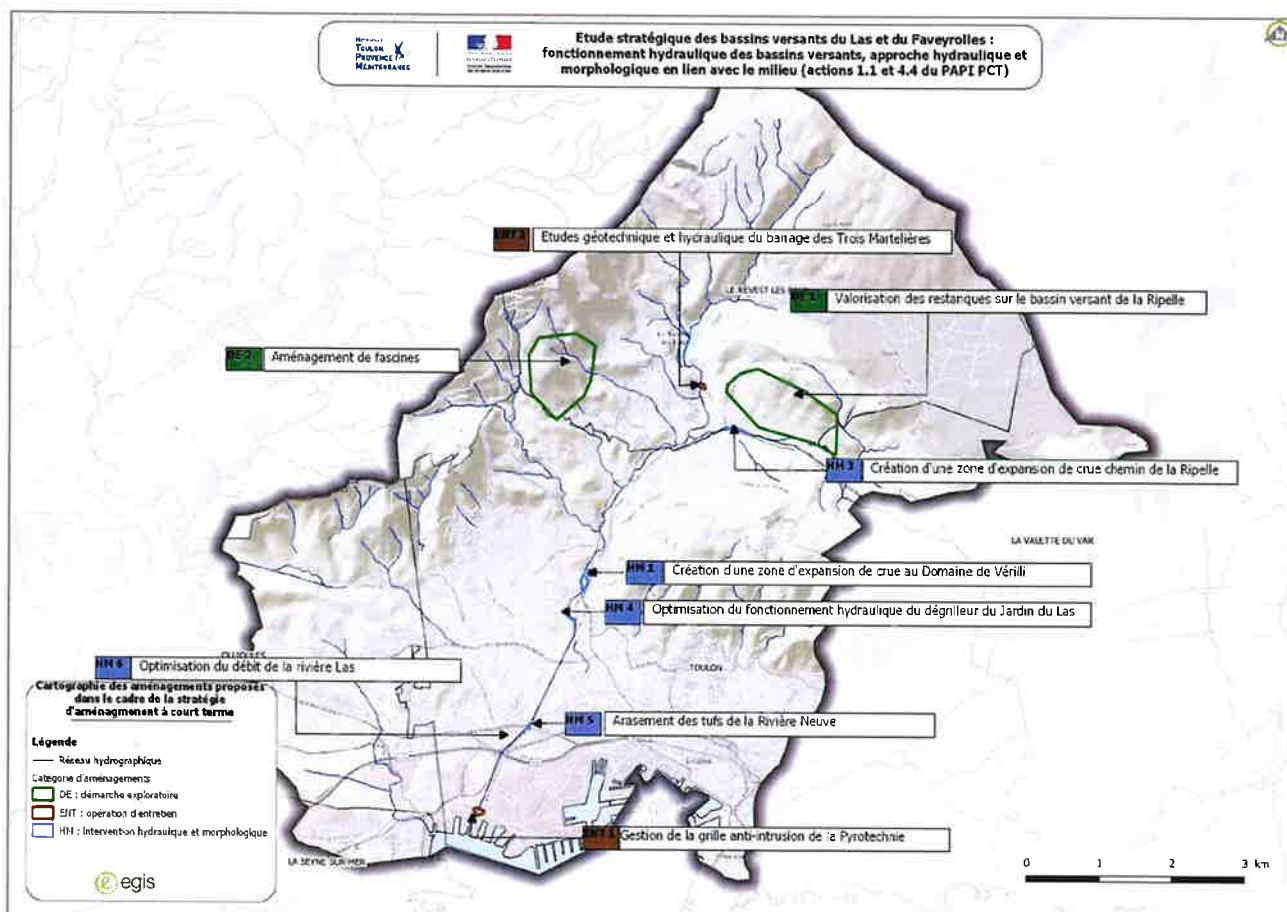


FIGURE 3 : CARTOGRAPHIE DES AMENAGEMENTS PROPOSES DANS LE CADRE DE LA STRATEGIE D'AMENAGEMENT A COURT TERME - SOURCE : ETUDES STRATEGIQUES DES BASSINS VERSANTS DU LAS ET DU FAVEYROLLES : MISSION 4 - PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU LAS

Parmi celles-ci, l'action HM5 : l'arasement des tufs¹, à l'aval de la section enterrée de la Rivière Neuve, est destinée à redonner sa pleine capacité au Las.

La fiche action est présentée ci-dessous :

AMÉNAGEMENTS 2023-2027 : PROTECTION POUR LES CRUES COURANTES Q<Q30

HM-5 – ARASEMENT DES TUF ET OPTIMISATION DU DÉGRILLEUR DU LAS



Décapage des tufs sur 0.8 m de hauteur, 1500 m²

Coût : 288 K€



Hydraulique

Diminution significative des hauteurs d'eau jusqu'à Q100 pour Rodeilhac, Pont du Las, Jonquet, Bon rencontre (entre -10 et -25 cm en moyenne)

Pas de contrainte foncière, régime autorisation Loi sur l'Eau

Réduction des dommages 2%

Rentabilité coût/travaux 2 ans

Après plusieurs visites de terrain, il s'est avéré que l'accès et la méthodologie d'intervention dans cette section couverte nécessitait de passer par une phase d'essai pour qualifier la compacité des dépôts calcaires.

La Métropole a donc réalisé le curage des atterrissements limoneux à l'aval de la section couverte en décembre 2023. Les travaux se sont déroulés sur une surface d'environ 170 m² à ciel ouvert, le but étant de pouvoir faire pénétrer des engins dans la section couverte afin de qualifier la compacité des tufs et de valider le mode opératoire pour les travaux décrits dans ce présent dossier, qui ont lieu cette fois ci sur la partie souterraine (environ 1 500 m²). L'opération de curage d'essai a fait l'objet d'un dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'Environnement, déposé le 9 octobre 2023 (annexe 2), et d'un rapport d'intervention établi par l'entreprise en charge des travaux d'essais.

¹ Atterrissements limoneux, formée par l'accumulation de dépôts calcaires.



FIGURE 4 : PERIMETRE DE L'ESSAI DE CURAGE

De plus, le projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas, déposée par la Métropole auprès de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement le 06/11/2023. En réponse, l'arrêté du 21/12/2023 précise que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale (annexe 3).

L'objet du présent document est donc l'élaboration d'un dossier d'autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'Environnement **relatif aux travaux d'arasement des tufs sur le cours d'eau du Las**.

Pour résumer, le présent dossier d'autorisation est donc déposé à la suite d'un dossier de déclaration ayant permis d'appréhender au mieux la compacité des tufs et de valider la méthodologie de travaux la plus adaptée, et d'une demande d'examen au cas par cas, qui a permis de valider que le projet n'est pas soumis à étude d'impact.

4.1.2 - Objectif

La réalisation des travaux d'arasement des dépôts de tufs au niveau de la partie couverte du Las va permettre une diminution significative des hauteurs d'eau au niveau du pont, afin de redonner sa pleine capacité au Las et réduire considérablement les potentielles futures crues.

4.2 - Caractéristiques des installations, ouvrages, travaux et activités

Les travaux d'essai de curage du Las ont été réalisés en décembre 2023. A la suite de cette opération, un rapport spécifique a été rédigé (annexe 4). Le schéma suivant représente la formation constatée lors de l'essai :

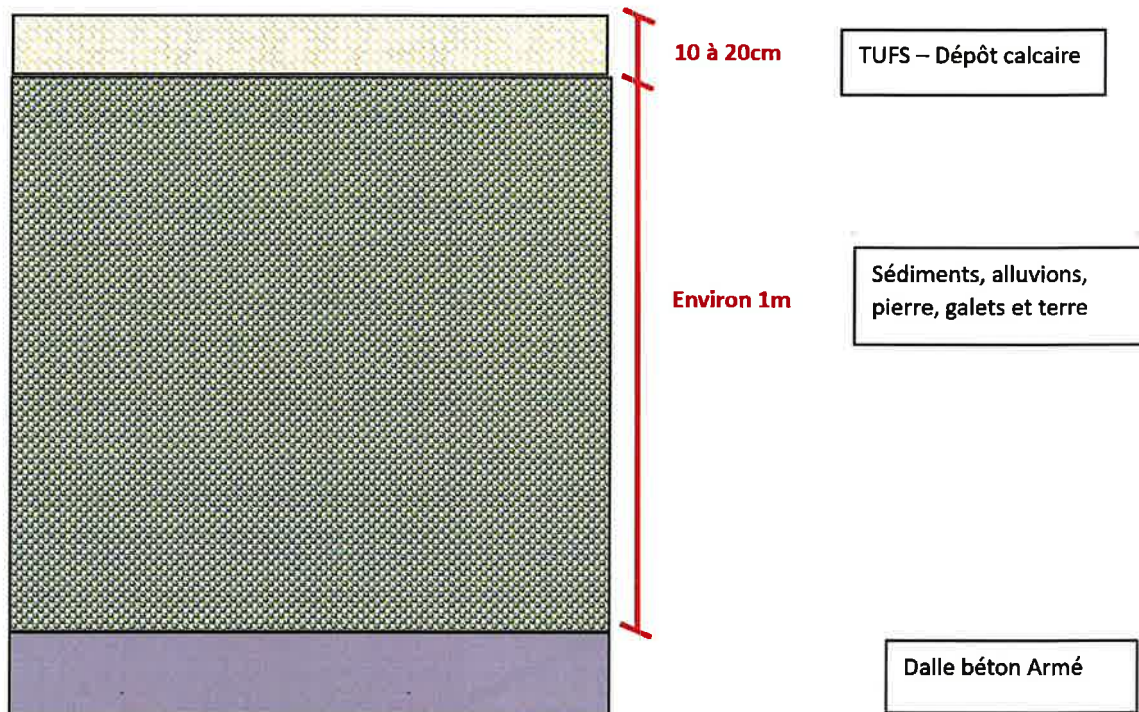


FIGURE 5 : FORMATION CONSTATEE A L'ISSU DES TRAVAUX D'ESSAI – SOURCE : RAPPORT DES TRAVAUX D'ESSAI DE CURAGE DU LAS

4.2.1 - Constat sur la zone testée

La couche de tufs est relativement fine, ce qui permet de la démolir sans avoir à employer de gros moyens techniques.

Une attaque initiale au BRH peut être nécessaire mais une fois la couche supérieure fragmentée, le reste du terrassement pourra se réaliser via des petits engins mécaniques de type godet.

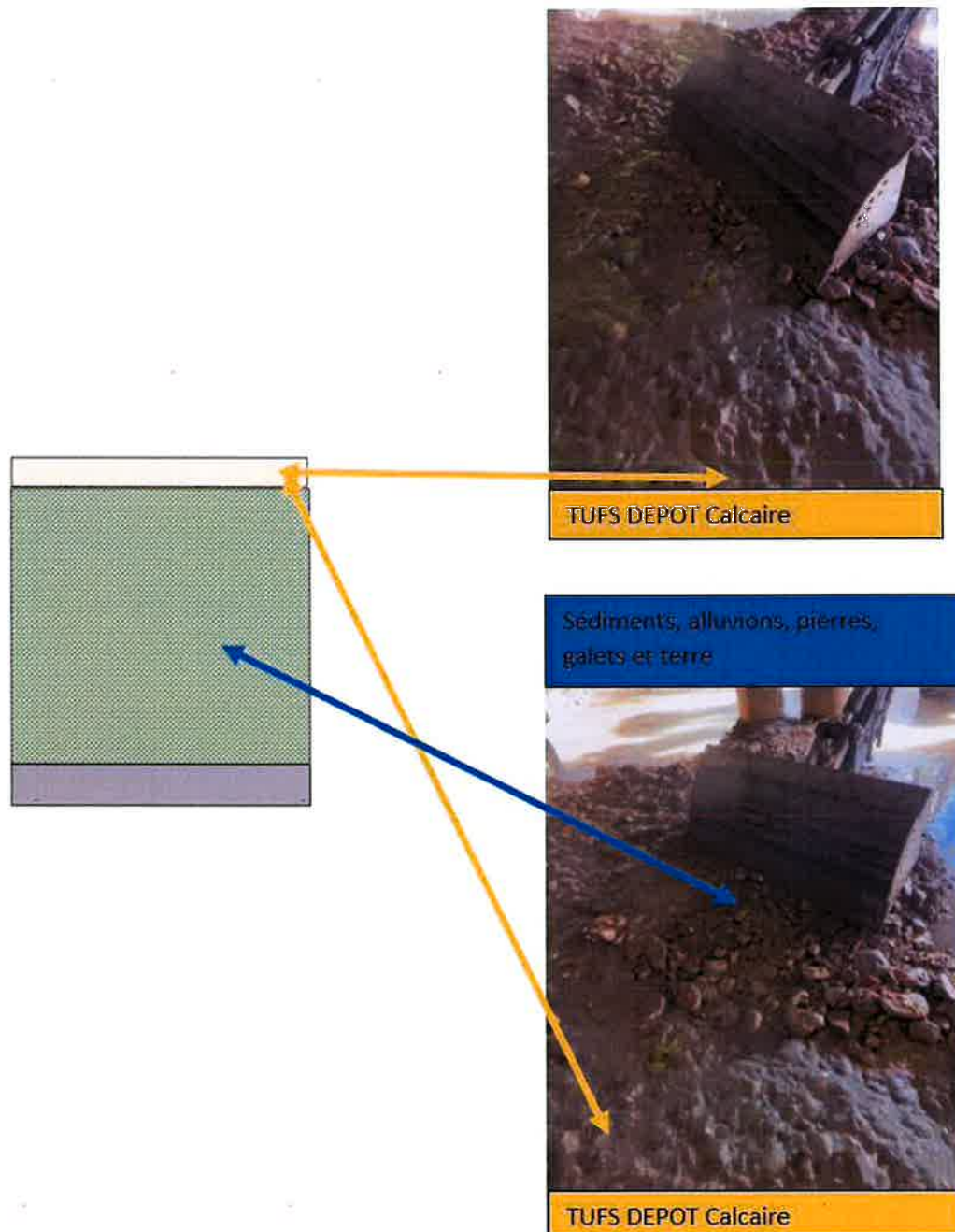


FIGURE 6 : CONSTAT SUR LA ZONE TESTEE – SOURCE : RAPPORT DES TRAVAUX D'ESSAI DE CURAGE DU LAS

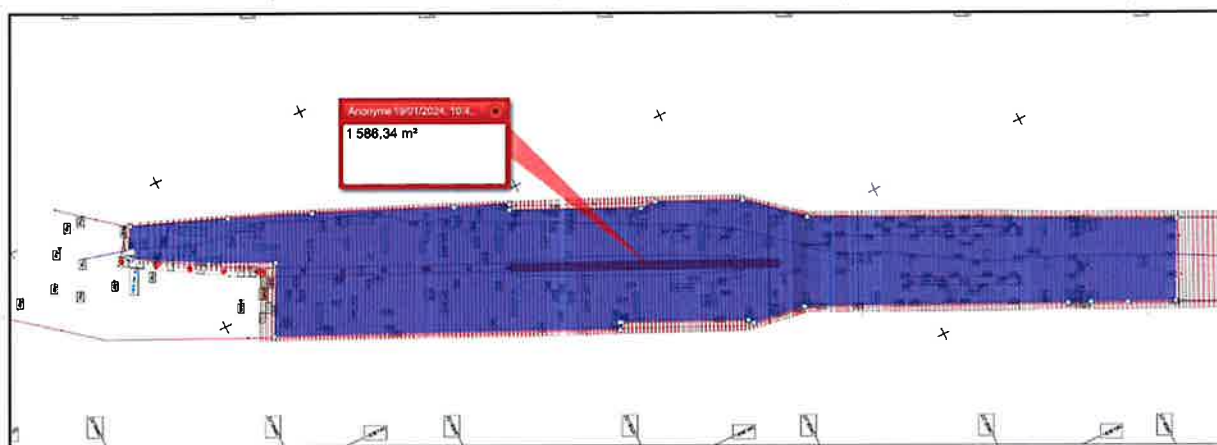
4.2.2 - Etat des lieux dans le reste de la travée

Les dépôts sédimentaires et calcaires sont présents sur une épaisseur moyenne de 1 m en pleine largeur entre la zone à ciel ouvert (limite de la zone d'essais) et se terminent sur une cinquantaine de mètres en amont l'ouvrage SNCF (zone plus en amont non accessible par présence d'eau peu après l'ouvrage).

Il est à noter la présence de nombreux collecteurs d'eaux se déversant dans la travée.



FIGURE 7 : PHOTOGRAPHIE DE LA ZONE – SOURCE : RAPPORT DES TRAVAUX D'ESSAI DE CURAGE DU LAS



La surface estimée à évacuer est donc d'approximativement 1 500m² soit pour environ 1m de charge, un volume d'environ 1 500m³.

4.3 - Modalités de réalisation des travaux

4.3.1 - Méthodologie pour le curage complet

Afin de permettre le maintien d'une voie de circulation sur le quai Rivière Neuve de jour, la méthodologie essayée lors de la planche d'essais a été concluante.

Cette méthode est la suivante :

- Mise en place d'une pelle compacte 36T en surface sur la voie de gauche du quai rivière neuve afin de :
 - Descendre des engins dans le lit du Las tous les matins et les remonter tous les soirs (voir **étape 1** sur le schéma ci-dessous);
 - Evacuer les déblais depuis le quai rivière neuve (avec protection de la chaussée) grâce à la longueur du bras (voir **étape 1** sur le schéma ci-dessous);
 - Stationnement la nuit sur l'espace vert (voir **étape 2** sur le schéma ci-dessous).



FIGURE 8 : METHODOLOGIE EMPLOYEE PAR L'ENTREPRISE LORS DE LA PHASE TRAVAUX

- Mise en place d'une mini-pelle et d'une mini chargeuse type BOBCAT dans le lit de la rivière afin d'effectuer les attaques ponctuelles et le transport de matériaux du front de taille jusqu'à la zone d'évacuation à ciel ouvert accessible par la pelle 36T.
- Préservation des espaces naturels et de la biodiversité en limitant l'impact des travaux notamment de terrassements à l'aide de botes de pailles en limite d'emprise limitant la diffusion de fines dans le cours d'eau et ainsi la turbidité en aval.



FIGURE 9 : PHOTOGRAPHIES DE LA METHODE MISE EN PLACE LORS DU CURAGE D'ESSAI

De plus, le bureau d'études Naturalia préconise la mise en place de point d'arrêt, ainsi que l'organisation de pêches de sauvegardes.

En effet, l'arasement ne sera pas effectué d'un seul tenant sur l'intégralité du lit du Las. La zone d'intervention sera scindée en deux secteurs afin de maintenir un espace d'écoulement. Un merlon sera mis en place afin de générer une mise au sec dans un premier temps seulement sur un côté du lit mineur du Las. Le merlon sera créé en amont immédiat du chantier (perpendiculaire au Las) puis sur toute la longueur du chenal (cf. schéma ci-dessous). Le choix du côté prioritaire d'intervention dépendra le cas échéant de l'écoulement au moment du chantier (prévu en janvier-février 2025). En effet, il sera privilégié pour débiter le chantier par le côté au niveau duquel l'écoulement est le plus faible.

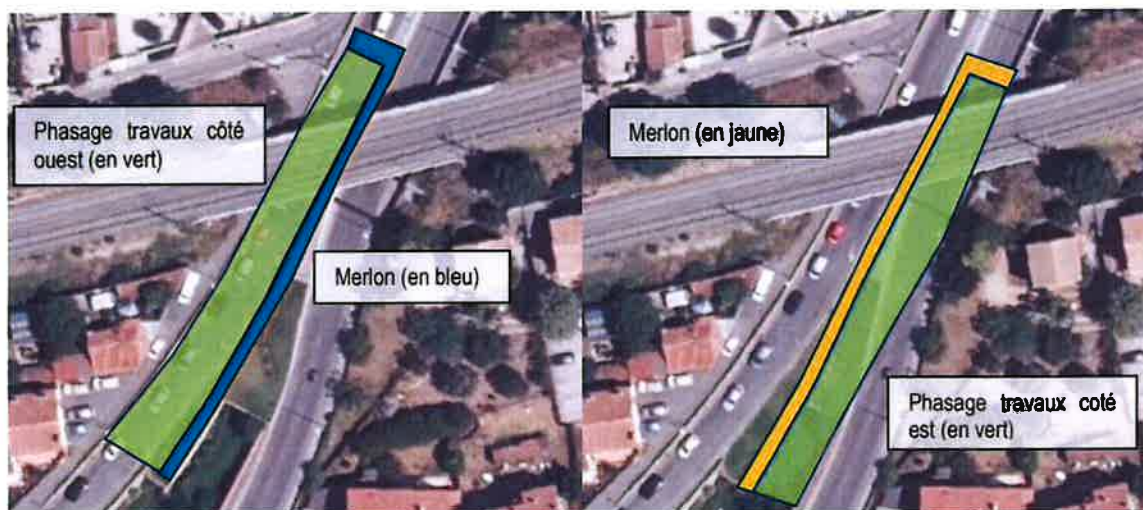


FIGURE 10 : SCHEMA DE LA ZONE D'INTERVENTION SCINDEE – SOURCE : NATURALIA

Une fois la première moitié du chantier terminé (tout un côté), la partie longitudinale du merlon restera en place et c'est seulement la partie amont du merlon (perpendiculaire) qu'il sera nécessaire de déplacer. Une fois les travaux terminés, les matériaux (merlon) seront retirés afin de restituer l'ensemble de l'espace d'écoulement.

En complément, une première pêche de sauvegarde sera effectuée au préalable, avant le démarrage des travaux. D'autres opérations seront enclenchées, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, et notamment lors de la mise en assec (merlon et phasage travaux). Ces pêches seront déclenchées par l'AMO/coordonateur environnement en charge du suivi du chantier. Des informations complémentaires sur les pêches de sauvegarde sont présentées au chapitre 5.2.4.3.1 - Impacts temporaires sur la faune, la continuité écologique et mesures associées.

4.3.2 - Durée et période d'intervention

Le planning estimatif propose une durée d'intervention de 5 semaines, étalées sur les mois de janvier et de février 2025.

Déroulé de l'opération :

Etape 1 : Pêche de sauvetage avant travaux sur la section de la zone de travaux (Mesure environnementale MR7)

Etape 2 : Mise en place/installation de chantier

Etape 3 : Phase 1 (zone Ouest) -> création du merlon central et du merlon amont ouest, et installation du filtre à paille

Etape 4 : Pêche de sauvegarde dans la zone Ouest (Mesure environnementale MR7)

Etape 5 : Curage zone Ouest

Etape 6 : Phase 2 (zone Est)+ filtre à paille aval Est

Etape 7 : Pêche de sauvegarde dans la zone est (Mesure environnementale MR7)

Etape 8 : Curage zone Est

Etape 9 : Enlèvement merlon central + merlon amont et filtre à paille

4.4 - Estimation des coûts de travaux

Les travaux sont estimés à 550 000€ HT.

4.5 - Rubriques de la nomenclature IOTA dont relève le projet

4.5.1 - Nomenclature des IOTA (installations, ouvrages, travaux et activités) soumis à la loi sur l'eau

L'article R.214-1 du Code de l'Environnement établit la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement. Au regard de cette nomenclature, le projet est concerné par la rubrique suivante :

RUBRIQUE	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE	RÉGIME	APPLICATION AU PROJET
3.1.5.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :</p> <p>1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ;</p> <p>2° Dans les autres cas (D).</p>	Autorisation	<p>Les travaux ont lieu au niveau de la partie souterraine, sur un linéaire de 120m, sur environ 1 500 m².</p> <p>SOUMIS A AUTORISATION</p>
3.2.1.0	<p>Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :</p> <p>1° Supérieur à 2 000 m³ (A) ;</p> <p>2° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ;</p> <p>3° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D).</p>	Déclaration	<p>Le volume de sédiments extraits est inférieur à 2000m³ et la teneur est inférieure au niveau de référence S1.</p> <p>SOUMIS A DECLARATION</p>

TABLEAU 1 : RUBRIQUES DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNEES PAR LE PROJET

NOTA : Rappelons qu'une demande d'examen au cas par cas a été déposé le 6 novembre 2023. La décision en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement est la suivante : Le projet de curage de l'ouvrage enterré du cours d'eau Las au niveau du quai de la Rivière Neuve situé sur la commune de Toulon (83) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement. L'arrêté du 21/12/2023 n°AE-F09323P03178 est consultable en annexe 3 du présent document.

5 - DOCUMENT D'INCIDENCES

5.1 - Etat initial

5.1.1 - Milieu physique

5.1.1.1 - Climat

Sources : *climate-data.org*, *infoclimat*

Les travaux portent sur la rivière Le Las qui s'écoule au sein de la ville de Toulon dans le Var.

La ville de Toulon bénéficie d'un climat méditerranéen. Toulon est statistiquement la ville de France métropolitaine la plus ensoleillée. En moyenne la température à Toulon est de 15.4 °C.

L'ouest du Var est soumis au mistral, vent froid quittant le couloir rhodanien. Le record de vent de secteur Ouest a été identifié à Toulon : 148 km/h en 1983.

La pluie tombe surtout en hiver, avec relativement peu de pluie en été. La moyenne des précipitations annuelles atteint 709 mm.

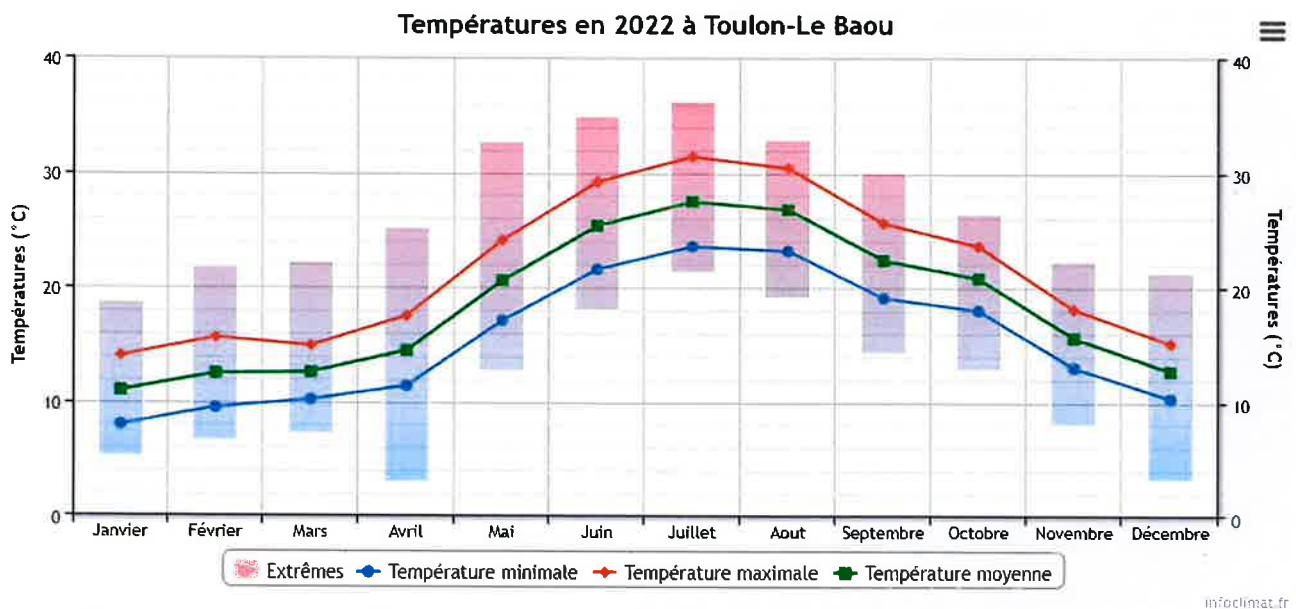


FIGURE 11 : GRAPHIQUE DES TEMPERATURES EN 2022 A TOULON – SOURCE : INFOCLIMAT

5.1.1.2 - Topographie

La zone du projet est située dans le sud-ouest de Toulon, dans une zone relativement plane et présentant très peu de dénivelé, avoisinant les 13m NGF.



FIGURE 12 : TOPOGRAPHIE DE LA ZONE D'ETUDE – SOURCE : TOPOGRAPHIC-MAP

5.1.1.3 - Contexte géologique

Source : BRGM

La commune de Toulon se trouve en limite de deux grands ensembles géologiques : au Nord, la Provence calcaire avec le bassin du Beausset et les massifs qui dominent l'agglomération toulonnaise (Gros Cerveau, Mont Faron), et au Sud et à l'Est les terrains métamorphiques de l'ante-Carbonifère (péninsule du Sicié, massif des Maures). Entre ces deux grandes unités géologiques s'étend la région de Toulon, zone intensément tectonisée où dominent les formations triasiques et permienes.

Le site du projet est localisé sur une zone de recouvrement de type épandages locaux, colluvions, cailloutis, limons (Py Würm). Elle est entourée, au nord, d'une zone de recouvrement d'alluvions modernes, et au sud, d'une fine zone calcaire et dolomies. Au niveau du pont, il existe aussi un zone de calcaires et de dolomies de Muschelkalk.

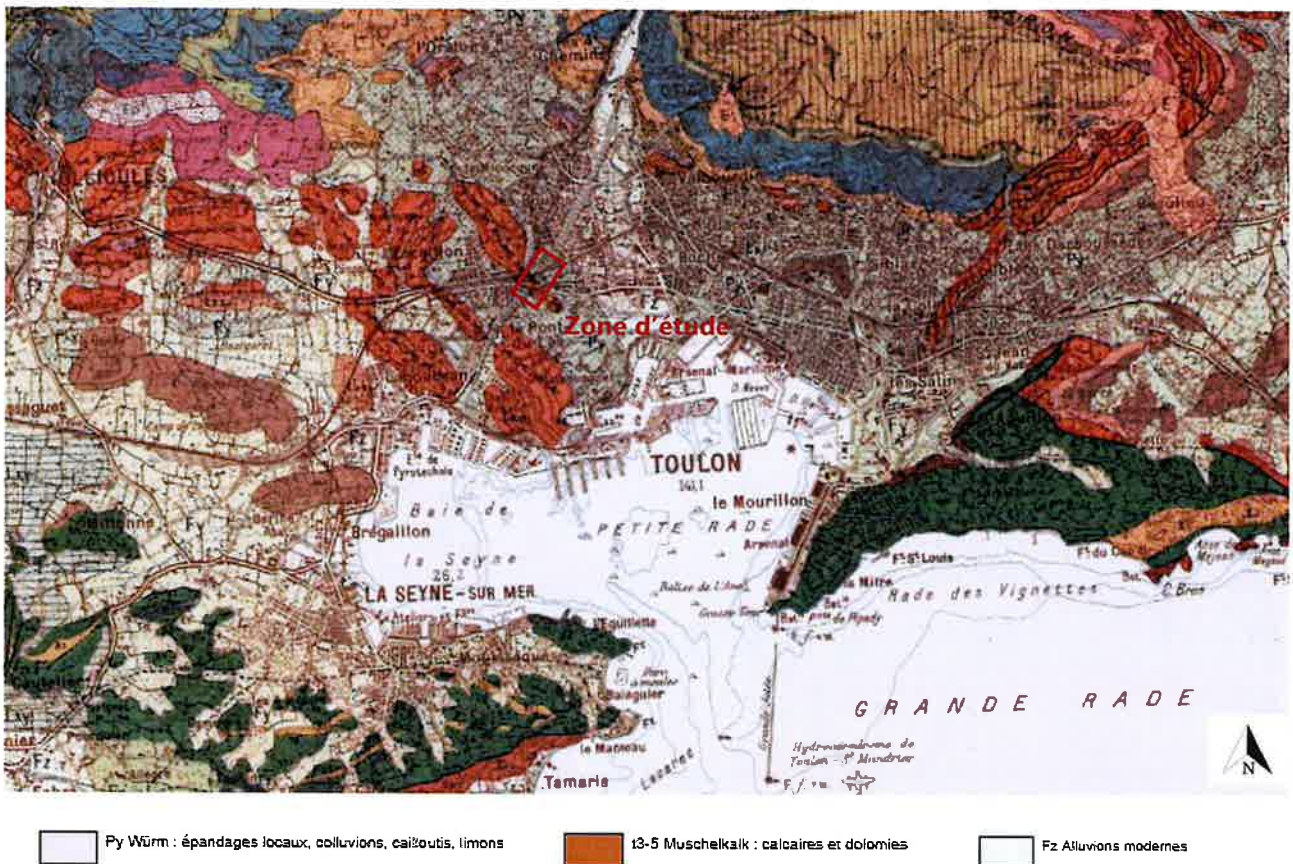


FIGURE 13 : CONTEXTE GEOLOGIQUE – SOURCE : BRGM – ECHELLE : 1/50 000

5.1.1.4 - Contexte géotechnique

Source : Diagnostic sédimentaire ABO ERG Environnement datant du 05/07/23

5.1.1.4.1 - Contexte de l'étude

En juin 2023, des analyses de sédiments ont été effectuées au niveau de la zone de projet par le bureau d'étude ERG Environnement.

En effet, la réalisation d'un dragage de sédiments (ici une planche d'essais) nécessite de préciser les conditions de gestion des matériaux dragués.

La méthode d'étude s'appuie, point par point, sur les préconisations du guide relatif aux modalités de gestion et de réaménagement des sites (potentiellement) pollués en date du 8 février 2007 (mise à jour le 19 avril 2017).

Le plan d'implantation des points de prélèvements est présenté sur la carte suivante :

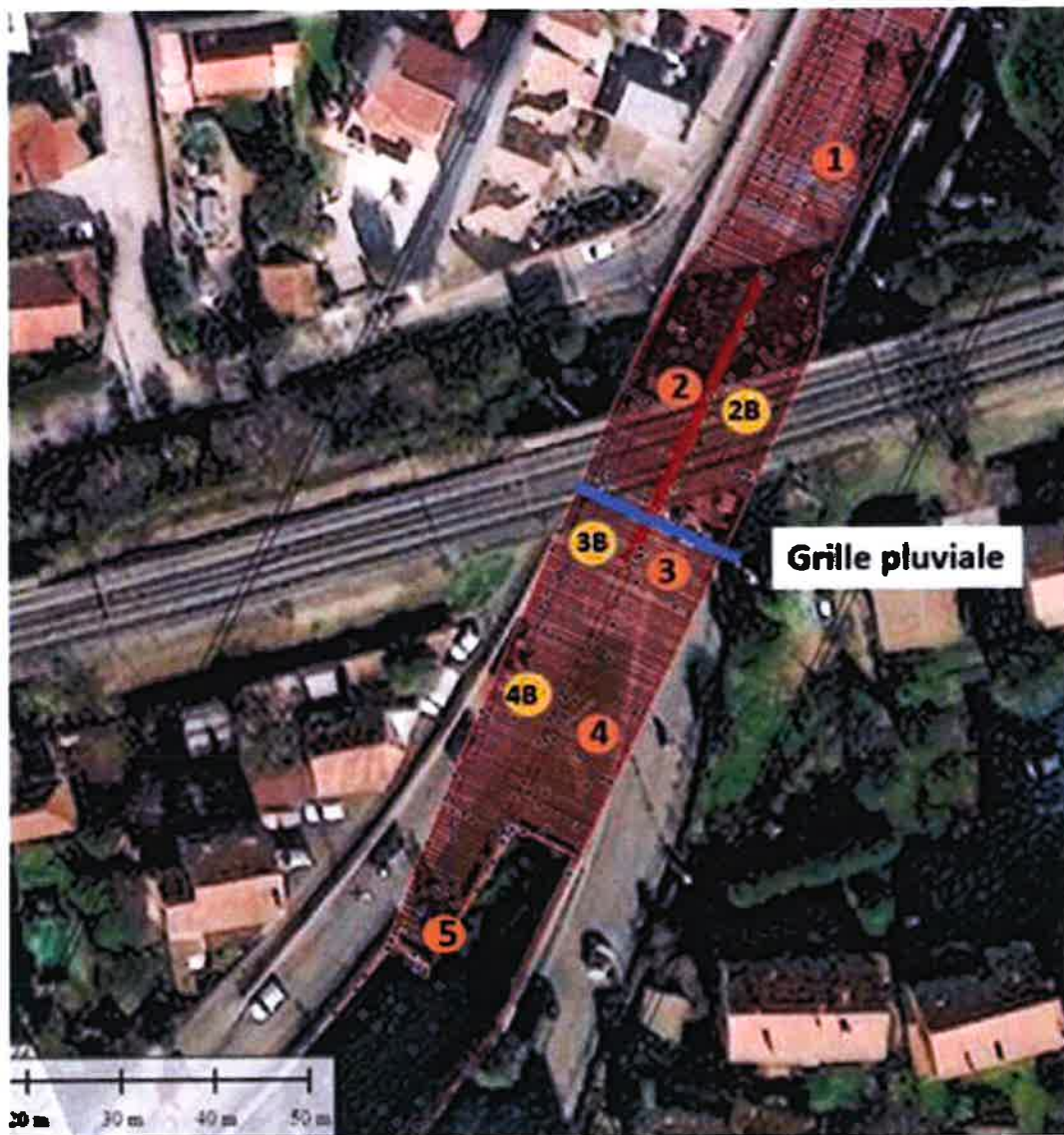


FIGURE 14 : PLAN D'IMPLANTATION SCHEMATIQUE DES POINTS DE PRELEVEMENTS

Des mesures des gaz photoionisables sur les échantillons prélevés à analyser ont été réalisées au moyen d'un PID (photo ionisation detector) au cours de la réalisation des sondages. Cet appareil permettra la détection et la quantification de COV (composés organiques volatils) avec une sensibilité de 0.1 ppm. Le PID n'a pas une capacité sélective sur les composés détectés.

Les échantillons ont été conditionnés dans des pots à usage unique adaptés, fermés de manière hermétique et conservés dans des conditions adéquates de température et de luminosité avant leur envoi au laboratoire EUROFINs.

5.1.1.4.2 - Résultats d'analyses

Dans la limite des prélèvements et analyses réalisés, les résultats mettent en évidence les résultats suivants :

D'un point de vue réglementaire vis-à-vis de l'arrêté du 30 juin 2020 (// 9 août 2006) :

- Une teneur en cuivre non conforme au seuil réglementaire S1 pour 1 des 8 échantillons analysés (dépassement s'inscrivant dans la limite d'incertitude du laboratoire), mais une valeur moyenne sur l'ensemble des prélèvements inférieure au seuil.
- Des teneurs en 16 HAPs toutes conformes au seuil réglementaire S1, pour les 8 échantillons analysés.
- Des teneurs en 7 PCB toutes conformes au seuil réglementaires S1, pour les 8 échantillons analysés.

- D'un point de vue de la gestion des sédiments à terre :
- Sur les 8 échantillons analysés, 2 à 3 composés sur éluât fraction soluble (échantillons 2, 3B et 5), sulfates (échantillons 2,3B et 5), indice phénol (échantillons 2 et 3B) et antimoine (échantillons 2 et 3B) présentent des teneurs supérieures aux seuils fixés par l'arrêté du 12/12/2014 pour l'acceptation en Installation de Stockage de Déchets Inertes. De plus, il est à noter que l'échantillon 2 possède également une teneur en COT sur éluât supérieur au seuil fixé à 800 mg/kg MS pour l'acceptation en ISNDD (880 mg/kg MS).

5.1.1.4.3 - Analyses complémentaires effectuées lors de la planche d'essais en décembre 2023

Le rapport d'analyses des prélèvements rédigés par EUROFINs le 19/12/2023 (consultable en annexe du présent rapport) confirme les résultats de la première campagne d'ERG de juin 2023 pour la majorité des paramètres et particulièrement les suivants :

- Carbone Organique Total (COT) : 44 400
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs) : 1.36 mg/kg M.S

L'analyse par EUROFINs des Hydrocarbures totaux (481 mg/kg M.S) respecte le seuil de l'arrêté du 12/12/2014 pour l'acceptation en Installation de Stockage de Déchets Inertes alors que l'analyse de ce paramètre par ERG datant de juin 2023 dépassait ce seuil.

5.1.1.4.4 - Conclusion

Conformément à la réglementation en vigueur, le « Dragage de cours d'eau ou de canaux » est soumis à autorisation lorsque la teneur des sédiments est supérieure ou égale au niveau de référence S1 pour l'un au moins des critères. Dans notre cas, seul le prélèvement n°4 possède une valeur dépassant le seuil S1.

Cependant, d'une part celle-ci s'inscrit dans la limite d'incertitude du laboratoire, et d'autre part la valeur moyenne mesurée sur l'ensemble des échantillons reste inférieure au seuil S1 autorisé. **De ce fait, les sédiments ne serait pas soumis à autorisation dans le cadre de cette étude.**

Les teneurs en HCT peuvent toutefois être un paramètre environnemental à prendre en compte dans le dossier d'instruction. Dans le cadre de toute opération de dragage de sédiments qui prévoirait une gestion à terre des sédiments, en cas d'évacuation des matériaux hors site, plusieurs non-conformités vis-à-vis des seuils de l'arrêté du 12/12/2014 ont été constatés sur 4 des 8 échantillons (2,3,4 et 5) ; **ce qui ne permet pas l'évacuation des matériaux en Installation de Stockage de Déchets Inertes concernant ces 4 échantillons.**

Ils devront donc être évacués au sein d'une filière spécialisée. Le choix s'est alors porté sur le Centre de Production d'Eco-Matériaux (CPEM) d'ENVISAN situé à la Seyne-sur-Mer et habilité à recevoir et traiter ce type de matériaux.

Paramètres	Seuils (en mg/kg de matières sèches)
Analyses sur éluat après test de lixiviation normalisé X 30 402-2	
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Chlorures (*)	800
Fluorures	10
Sulfates (*)	1 000 (**)
Indice phénols	1
COT (***)	500
Fraction soluble (*)	4 000
Analyses sur sols bruts	
COT (****)	30 000
BTEX	6
PCB (7)	1
HCT (C10 – C40)	500
16 HAP	50

(*) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(**) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(***) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(****) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

TABLEAU 2 : SEUILS D'ACCEPTATION EN ISDI SELON L'ANNEXE 2 DE L'ARRETE DU 12/12/14

5.1.1.5 - Eaux souterraines

5.1.1.5.1 - Contexte hydrogéologique

Sources : BRGM, RM Eau France

Toute la Métropole Toulon Provence Méditerranée se situe au niveau d'une même masse d'eau souterraine : **FRDG514 « Domaine marno-calcaires région de Toulon »**.

Cette masse d'eau s'étend sur 219,1 km². Elle est considérée comme étant un domaine hydrogéologique, c'est-à-dire dépourvue d'aquifère majeur reconnu. La majeure partie des formations sont peu perméables et présentent donc des capacités aquifères médiocres, en particulier les terrains métamorphiques, les pélites permienues, et les argiles et marnes du Trias supérieur.

Les principaux aquifères de la région sont représentés par les calcaires du Crétacé et du Jurassique supérieur du bassin du Beausset et des massifs qui dominent Toulon. De multiples sources karstiques drainant ces grands ensembles aquifères émergent au contact des formations imperméables, notamment des argiles et marnes du Trias.

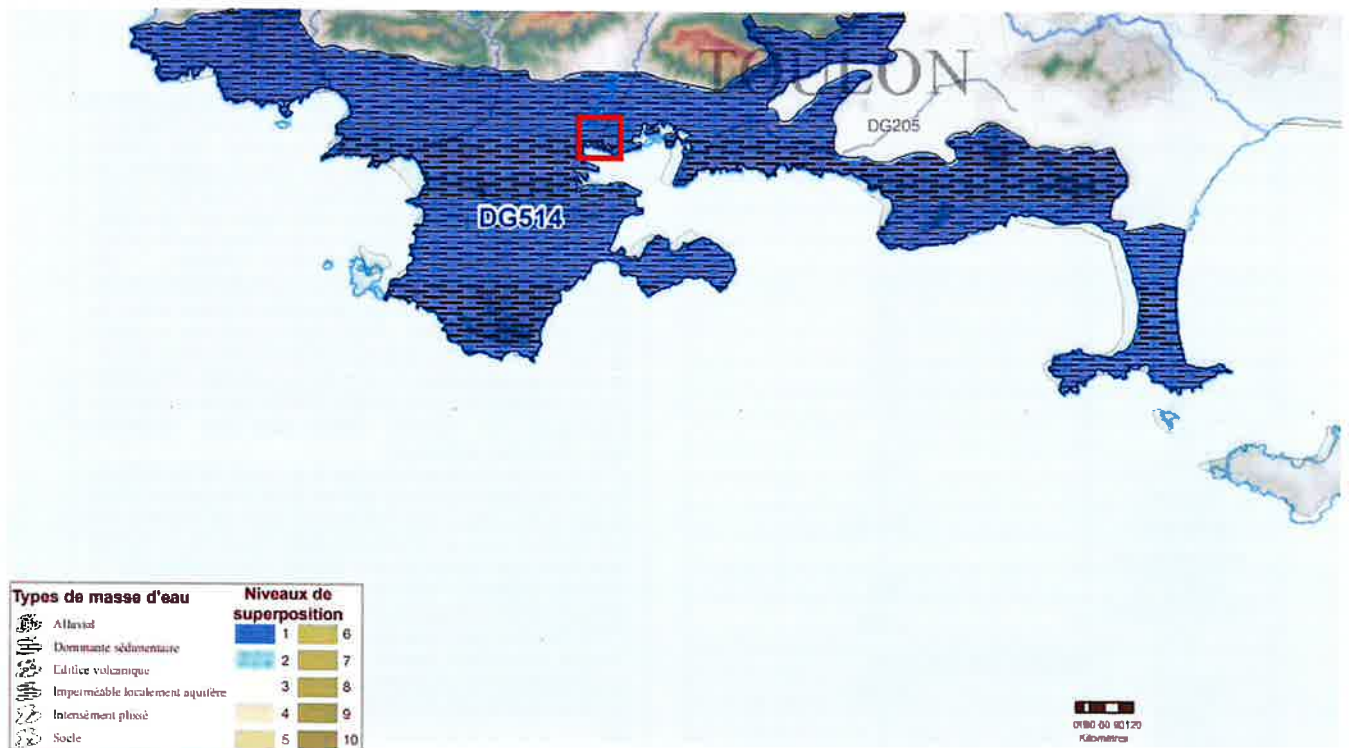


FIGURE 15 : LOCALISATION DE LA MASSE D'EAU SOUTERRAINE FRDG514 – SOURCE BRGM

Les nappes sont libres, localement captives (synclinal de Bandol). Les écoulements se font soit en milieux poreux (alluvions) soit en milieux fissurés (calcaires non karstifiés), soit en milieux karstiques

Les unités aquifères sont variables et leur vulnérabilité aussi :

- Vulnérabilité forte pour les calcaires liasiques et triasiques lorsqu'ils affleurent. Cette vulnérabilité est plus faible sous couverture (cas du synclinal de Bandol).
- Vulnérabilité forte pour les basaltes oligocènes.
- Vulnérabilité moyenne à faible pour les autres formations (schistes, pélites, marnes, alluvions argileuses).

5.1.1.5.2 - Objectifs d'état quantitatif

Source : SDAGE RM 2022-2027

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) fixe de grandes orientations et des dispositions ayant une portée juridique et précisant les règles du jeu administratives.

D'après le SDAGE du Bassin Rhône Méditerranée, la qualité de la **masse d'eau souterraine FRDG514** est la suivante :

Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Catégorie de la masse d'eau	Objectif d'état quantitatif				Objectif d'état chimique			
			Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Raison(s)	Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
FRDG514	Formations variées de la région de Toulon	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		

FIGURE 16 : OBJECTIF POUR LA MASSE D'EAU SOUTERRAINE – SOURCE : SDAGE RM 2022-2027

La masse d'eau est classé en bon état quantitatif et chimique et a pour objectif de le maintenir.

5.1.1.5.3 - Usages

Source : ARS

Selon le SOURCE PACA, la masse d'eau n'est pas classée comme ressource patrimoniale ou stratégique pour l'AEP. Les prélèvements AEP sont de l'ordre de 5 millions de m³/an, correspondant à 14 captages répertoriés dont une majorité de captages d'eau potable.

5.1.1.5.4 - Périmètre de captage AEP

Les ressources en eau destinées à la consommation humaine de la ville de Toulon sont :

- Le barrage de Carcès alimenté par le Caramy et l'Issole ainsi que par la source d'Ajonc
- Le barrage de Dardennes alimenté par des sources karstiques dont la principale est le Ragas
- Des achats d'eau à la SCP
- La source de Saint Antoine

La source de Saint-Antoine est répertoriée sous le code : BSS002LTBV. Ses périmètres de protection apparaissent sur la figure suivante :

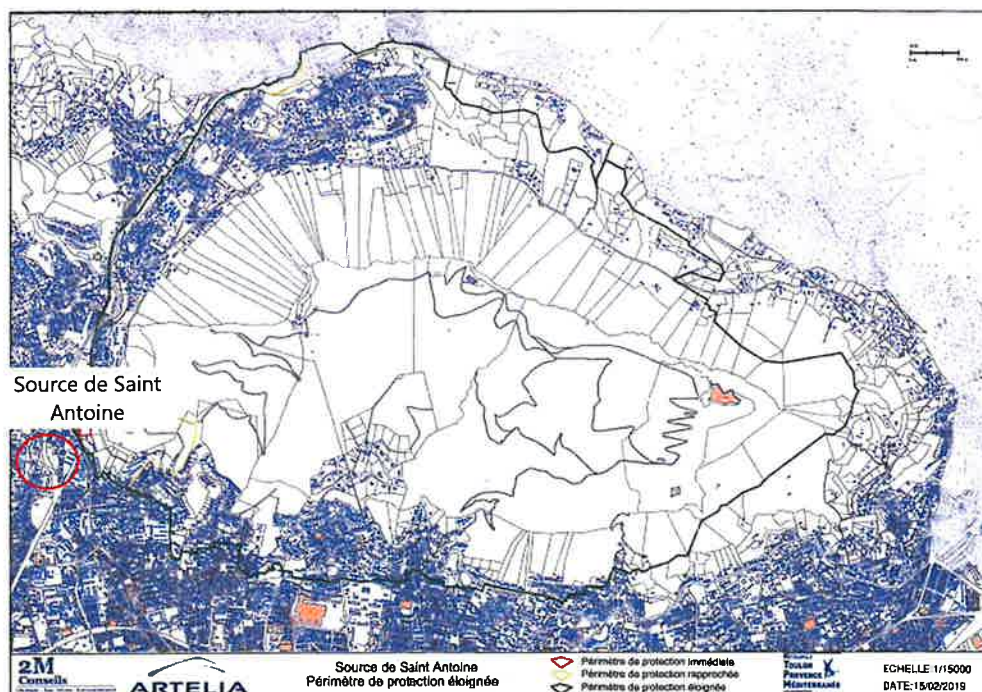


FIGURE 17 : PERIMETRE DE PROTECTION DE LA SOURCE DE ST ANTOINE – SOURCE : PREFECTURE DU VAR

La zone du projet se trouve plus au sud, et est donc en dehors de tout périmètre de protection des captages pour l'alimentation en eau potable.

5.1.1.6 - Eaux superficielles

5.1.1.6.1 - Contexte hydraulique du Las

Source : Etudes stratégiques des bassins versants du Las et du Faveyrolles : fonctionnement hydraulique des bassins versants, approche hydraulique et morphologique en lien avec le milieu (actions 1.1 et 4.4 du papi PCT)

En 2022, une étude hydraulique sur le Las a été réalisée par EGIS : Hydrologie du Las Faveyrolles (mission 3).

Le Las est un petit fleuve côtier de l'ouest toulonnais. Il s'étire sur un linéaire d'environ 8,2 km de sa source, au droit du barrage de Dardennes, jusqu'à son embouchure en mer près de la darse de Castigneau. Il traverse les

communes du Revest-les-Eaux et de Toulon. De façon assez similaire à l'Eygoutier, cette rivière a été aménagée et son tracé modifié au fil des siècles pour permettre le développement de la cité toulonnaise, puis la protéger des inondations.

La carte suivante présente le tracé du Las, en précisant la nature du lit et des berges : tronçons souterrains, tronçons bétonnés, tronçons urbains (i.e. tronçons en milieu urbain où le lit n'est ni bétonné ni souterrain) et tronçons naturels (i.e. lit mineur en terre dans un environnement agricole/naturel).

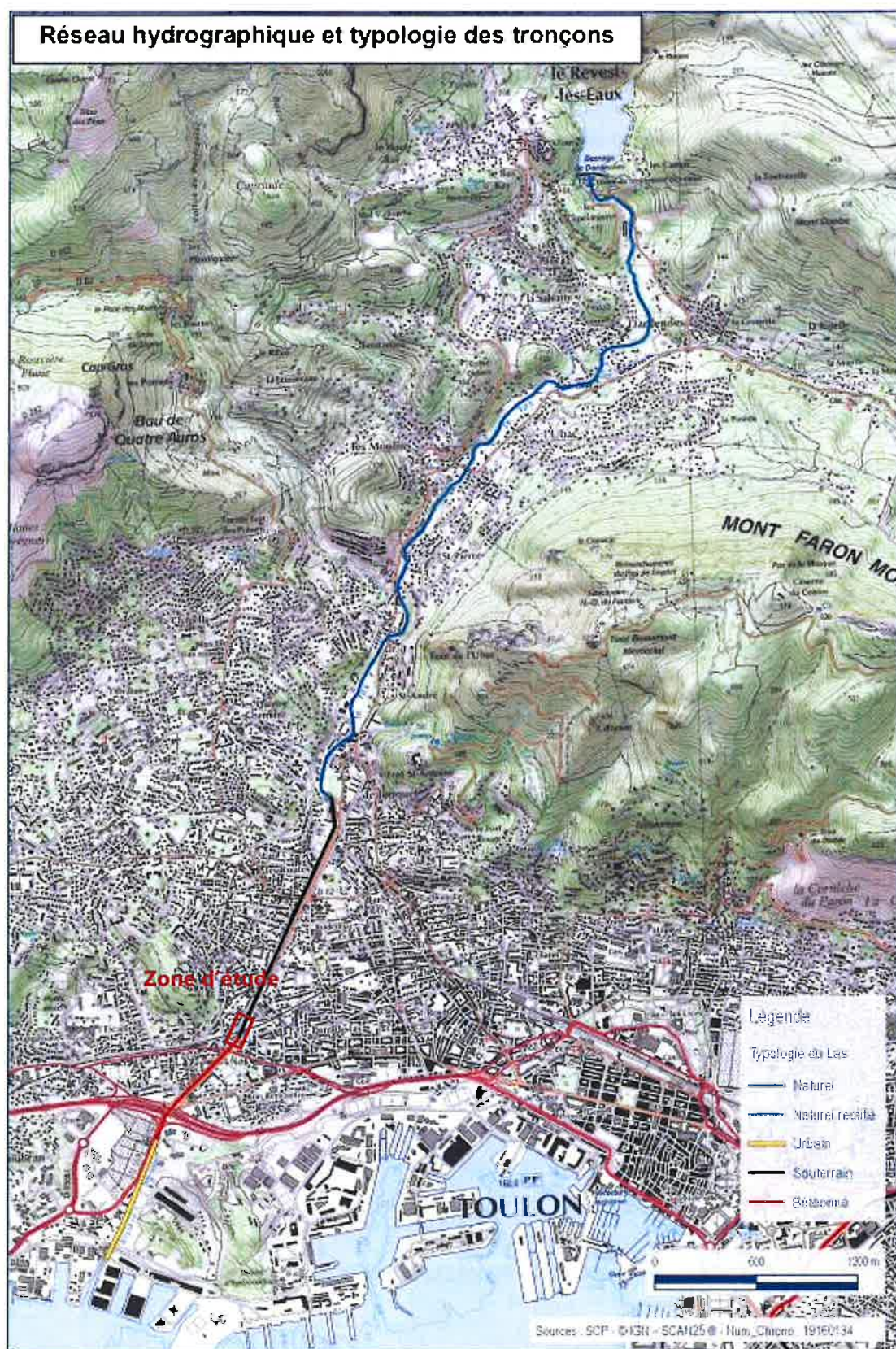


FIGURE 18 : CARTE DE LA TYPOLOGIE DU LAS – SOURCE : ETUDE DE LA POTENTIALITE ECOLOGIQUE DU LAS ET DE L'EYGOUTIER

La zone du projet se situe à la fin de la partie souterraine du Las, et à l'intersection avec la partie bétonnée.

Le Las peut être décomposé en quatre entités :

- La Rivière de Dardennes, du barrage de Dardennes jusqu'au hameau de Dardennes (linéaire de 1,2 km) ;
- Le Las, du hameau de Dardennes au Jonquet (linéaire de 4 km) ;
- La Rivière Couverte, du Jonquet au Pont Neuf (linéaire de 2 km) ;
- La Rivière Neuve, du Pont Neuf à Lagoubran (linéaire de 1 km environ).

Au débouché du tronçon couvert, le Las s'écoule sur quelques centaines de mètres sur un lit bétonné ; à partir du pont des Gaux, la rivière s'écoule à nouveau sur socle calcaire, avec quelques trous d'eau. On y retrouve à nouveau une ripisylve. Le Las rejoint la mer au sein du terrain militaire.

Le bassin versant topographique du Las, s'étend sur une surface de l'ordre de 50 km². Il recoupe cinq communes : Le Revest-les-Eaux, Toulon, mais aussi Solliès Ville, La Valette et Ollioules.

Il est limité au Nord par les colines de Touris et le mont Caume, à l'Est par le Mont Faron et à l'Ouest par le Croupatier / Baou des Quatre Aures.

Il est important de préciser que le Las a une origine karstique.

La masse d'eau superficielle concernée par le projet est la suivante : **FRDR116b « l'Aval du Las »**.



FIGURE 19 : CARTOGRAPHIE DES COURS D'EAU – SOURCE : DDTM

L'Aval du Las FRDR116b est une masse d'eau fortement modifiée au sens de l'article 4.3 de la DCE.

Il se trouve aussi dans le périmètre du contrat de baie de la rade de Toulon et des Iles d'Or. Il s'agit d'une démarche globale de reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques engageant l'ensemble des acteurs de la rade sur un programme d'actions de 5 ans, animé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le dernier programme d'actions en date est le Contrat de baie sur la période 2023-2027.

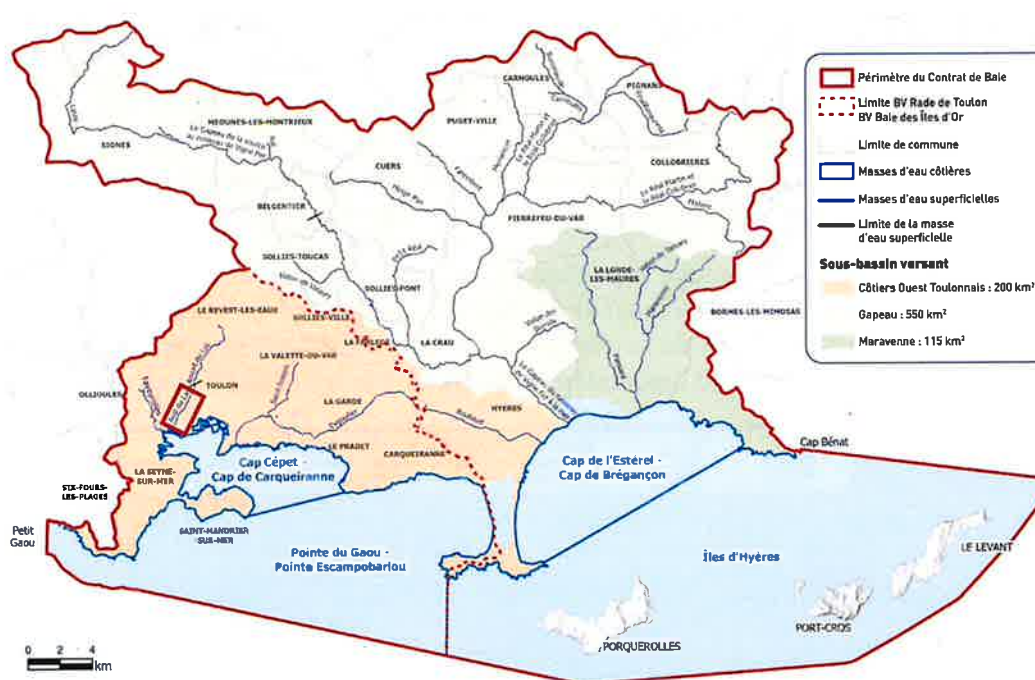


FIGURE 20 : PERIMETRE DU CONTRAT DE BAIE – SOURCE : MTPM

La zone du projet ne rentre dans le périmètre d'aucun SAGE.

5.1.1.6.2 - Modèle hydraulique de la zone d'étude

Dans le cadre du PAPI des Petits Côtiers Toulonnais, une fiche action présentant l'arasement des tufs à l'aval de la section enterrée de la Rivière Neuve a été réalisée par EGIS, intégrant un diagnostic hydraulique et des modélisations des incidences hydrauliques après travaux.



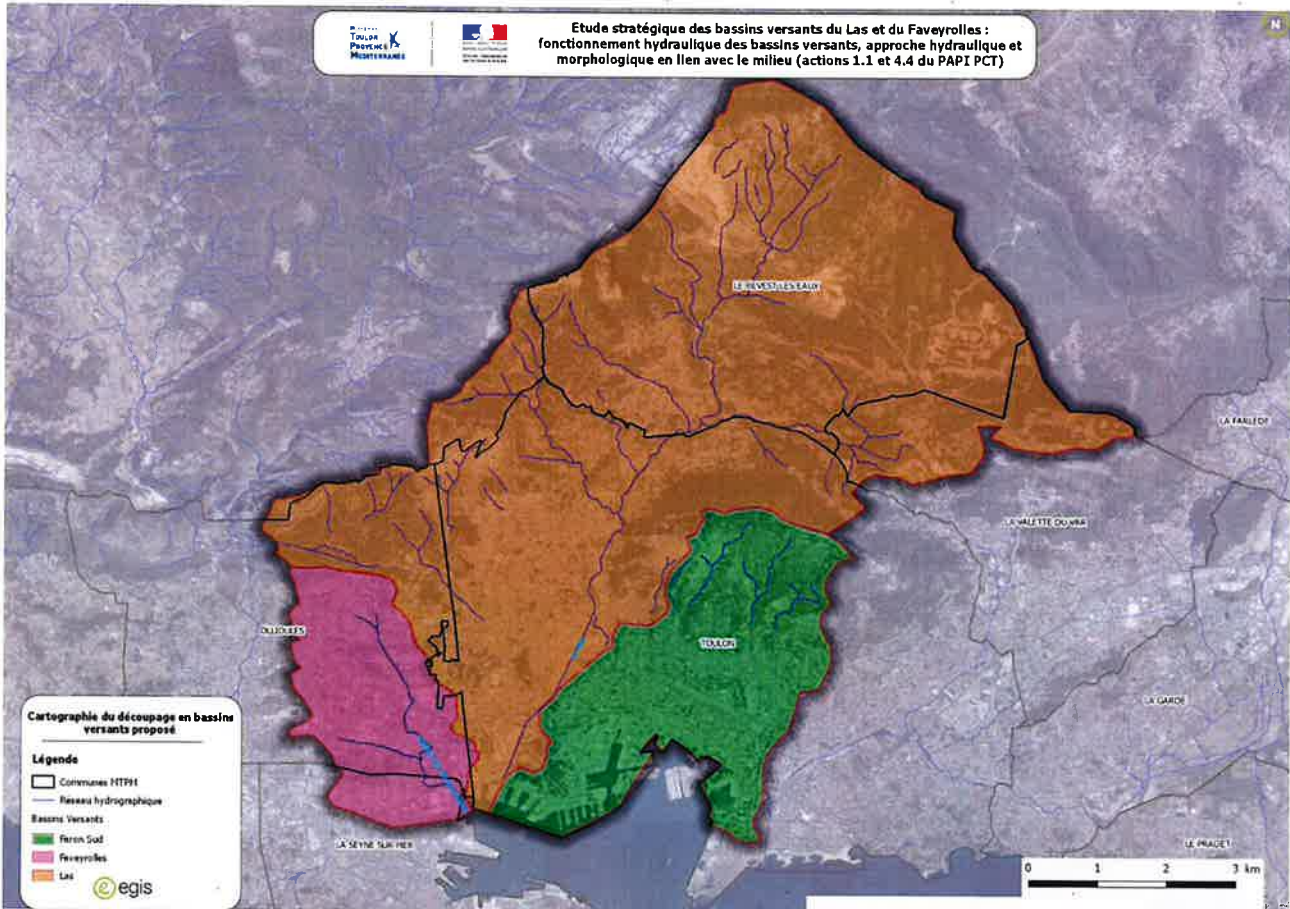
En crue, ces éléments grossiers sont peu voire pas déplacés sous l'effet du courant sous l'action liante des tufs. Cela induit par conséquent un risque de débordement prématuré à l'amont de la Rivière Neuve.

5.1.1.6.3 - Hydrologie

Source : Etudes stratégiques des bassins versants du Las et du Faveyrolles : fonctionnement hydraulique des bassins versants, approche hydraulique et morphologique en lien avec le milieu (actions 1.1 et 4.4 du papi PCT)

Le régime du Las est influencé par le barrage de Dardennes : en effet, l'écoulement des résurgences karstiques, qui constituent les sources naturelles du Las, est aujourd'hui intercepté par le barrage et stocké dans sa retenue.

Le bassin versant du Las s'étend sur une superficie topographique d'environ 50km² selon les estimations disponibles sur le secteur. Il prend sa source au Revest-les-Eaux, au barrage de Dardennes qu'il alimente pour une partie des besoins en eau potable de la ville. Long de 12 km. Rural sur sa partie amont, le Las traverse ensuite rapidement les zones fortement urbanisées de la ville où il se retrouve canalisé voire enterré.



De nombreuses inondations ont frappé le territoire Toulonnais dont les derniers événements en date remontent aux événements d'Octobre et Novembre 2019. Le Las a fait l'objet d'inondations historiques particulièrement marquées :

- 1764
- 1819
- 1824
- Octobre 1886
- Novembre 1923
- 1959
- 1968
- 1972
- Octobre 1973
- Janvier 1978 (Centennale)
- Août 1983
- 1985
- Janvier 1999
- 2006
- Novembre 2011
- Novembre 2014

Parmi les secteurs particulièrement sensibles aux inondations, nous pouvons citer au niveau du Las :

- Le tronçon depuis la cité de la Baume jusqu'au Jardin du Las
- Le quartier du Jonquet et le Boulevard Louis Picon
- Les quartiers du Pont du Las et de Rodeilhac
- La portion découverte de la Rivière Neuve
- La grille en amont de la pyrotechnie

Le tronçon amont de la rivière (du barrage de Dardennes au Jonquet) présente des écoulements faibles, en lien avec le débit régulé en tête et le substrat géologique qui favorise les pertes souterraines. Le tronçon compris entre le hameau de Dardennes et le Jonquet va jusqu'à présenter des assècs, même hors étiage estival. Le tronçon aval (en aval du Jonquet), alimenté par des sources et vraisemblablement des apports urbains, présente un débit beaucoup plus significatif.

5.1.1.6.4 - Qualité des eaux

La zone du projet se trouve à proximité de la station de mesure du Las : « Bon rencontre » (06710400), localisée entre le pont de la RN8 et l'échangeur Toulon ouest. La station est située à 500 m à l'aval de la zone du projet.

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	
Physico-chimie							
Bilan de l'oxygène							
Température							
Nutriments azotés							
Nutriments phosphorés							
Acidification							
Polluants spécifiques							
Biologie							
Invertébrés benthiques							
Diatomées	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	
Macrophytes							TBE Très bon état
Poissons							BE Bon état
Hydromorphologie							MOY Etat moyen
Pressions Hydromorphologiques							MED Etat médiocre
Etat écologique							MAUV Etat mauvais
Potentiel écologique	BE	BE	BE	BE	BE	BE	IND Etat indéterminé

FIGURE 21 : RESULTATS D'ANALYSES STATION BON RENCONTRE – SOURCE : EAU FRANCE BASSIN RM

La qualité biologique de l'eau de 2012 à 2017 au niveau des diatomées est très bonne. Le potentiel écologique est bon de 2012 à 2017.

Une autre station de mesure du Las se trouve à 2 km en amont de la zone du projet : Le Jonquet (06710300)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012
Physico-chimie						
Bilan de l'oxygène	BE	BE	BE	BE	BE	BE
Température	IND	IND	IND	IND	IND	IND
Nutriments azotés	TBE	BE	BE	BE	BE	BE
Nutriments phosphorés	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE
Acidification	BE	BE	BE	TBE	TBE	TBE
Polluants spécifiques	IND	MAUV	MAUV	MAUV	BE	BE
Biologie						
Invertébrés benthiques						
Diatomées	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE
Macrophytes						
Poissons						
Hydromorphologie						
Pressions Hydromorphologiques						
Etat écologique						
Potentiel écologique	BE	MOY	MOY	MOY	BE	BE
ETAT CHIMIQUE	IND	MAUV	MAUV	MAUV	BE	MAUV

TBE Très bon état
BE Bon état
MOY Etat moyen
MED Etat médiocre
MAUV Etat mauvais
IND État indéterminé

FIGURE 22 : RESULTATS D'ANALYSES STATION LE JONQUET – SOURCE : EAU FRANCE BASSIN RM

La qualité physico-chimique de l'eau de 2012 à 2017 est bonne ou très bonne en fonction des paramètres. L'état est cependant mauvais au niveau des polluants spécifiques.

Au niveau de la station Le Jonquet, le potentiel écologique est moyen de 2014 à 2016, et l'état chimique est globalement mauvais.

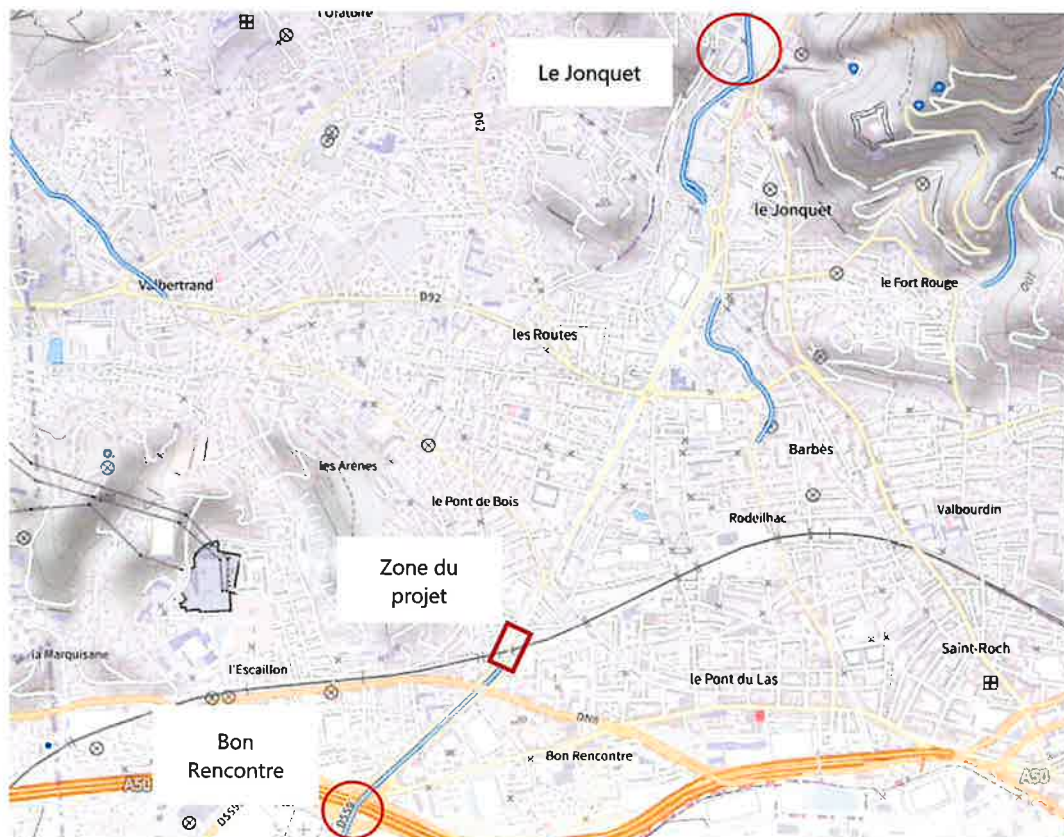


FIGURE 23 : LOCALISATION DES STATIONS DE MESURE – SOURCE : GEOPORTAIL

5.1.1.6.5 - Objectifs de qualité des eaux superficielles

Les objectifs de résultat à atteindre pour tous les milieux aquatiques du bassin sont fixés, d'après la Directive Cadre Européenne sur l'eau puis transposés au SDAGE.

D'après les objectifs de qualité des masses d'eau définis dans le cadre du projet de SDAGE RMC 2022-2027, le Las est contraint par les objectifs de qualité suivants :

Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Catégorie de masse d'eau	Statut	Objectif d'état écologique				Objectif d'état chimique				
				Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Eléments de qualité faisant l'objet d'une adaptation	Objectif d'état	Echéance avec ubiquiste	Echéance sans ubiquiste	Motifs en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
FRDR116b	Aval du Las	Cours d'eau	MEFM	Bon potentiel	2027	FT		Bon état	2021	2021		

TABLEAU 3 : OBJECTIFS DE QUALITE DE LA MASSE D'EAU FRDR116B – SOURCE : SDAGE RM 2022-2027

La **masse d'eau superficielle FRDR116b** a comme objectif l'atteinte du bon état écologique et chimique pour 2027 et 2021.

5.1.1.6.6 - Prise d'eau et rejets

Source : Etude de la potentialité écologique du Las et de l'Eygoutier réalisé par la SCP en mai 2016 pour Toulon Provence Méditerranée

Depuis 2009, l'assainissement (collecte et traitement des eaux usées et assainissement autonome) est une des compétences de TPM. L'assainissement collectif est organisé autour de trois stations d'épuration, qui sont les suivantes

- Amphitria à La Seyne-sur-Mer
- La station de l'Almanarre
- Amphora à La Garde

Les trois stations d'épuration se rejettent en mer et ne concernent donc pas la zone du projet.

Le cours d'eau, traversant une zone très urbanisée et industrialisée, peut être soumis à une pollution industrielle accidentelle ou diffuse. Des recensements sont en cours sur les entreprises nécessitant la mise en place d'une Convention Spécifique de Déversement. A cela viennent s'ajouter de nombreuses décharges sauvages qui ont, sans conteste, un impact sur la qualité de l'eau (métaux, contenus de batteries, hydrocarbures, ...) mais qui provoquent également une pollution visuelle.

5.1.1.6.7 - Usages de la ressource en eaux superficielles

Source : Etude de la potentialité écologique du Las et de l'Eygoutier réalisé par la SCP en mai 2016 pour Toulon Provence Méditerranée

En termes d'usages, le Las constitue avant tout une ressource de premier plan pour l'alimentation en eau potable de l'agglomération toulonnaise. La retenue de Dardennes (capacité de 1,2 millions de m³), qui intercepte la tête de bassin originelle de la rivière et les sources karstiques qui lui donnaient naissance, fournit ainsi entre 6 et 7 millions de m³ annuels, soit environ le quart des ressources mobilisées par cette métropole.

La source de Saint-Antoine, résurgence karstique qui alimente le Las au niveau du Jonquet est aussi exploitée pour l'AEP, mais de façon beaucoup plus marginale, à hauteur de 100-150 l/s.

La difficulté d'accès au Las sur les tronçons naturels limite les usages récréatifs.

La pêche est pratiquée à la fois dans le Las et dans la retenue de Dardennes (gestion par l'AAPPMA « Gardon de Toulon et de ses environs »). En aval, le Las possède un véritable intérêt paysager dans le centre urbain de Toulon, au niveau des jardins du Las dans le secteur du Jonquet.

Enfin, les nombreuses formations karstiques du bassin versant du Las constituent un haut lieu de la spéléologie. Peuvent notamment être cités le gouffre du Ragas, sans doute le site le plus emblématique du bassin, mais aussi, en plein centre de Toulon, la Baume de Dardennes, constituée d'une grotte de près d'1 km de long parcourue par une rivière souterraine.

Au niveau du site d'étude, aucune activité de loisirs n'est développée sur le cours d'eau.

5.1.2 - Milieux naturels

Le bureau d'étude naturaliste Naturalia a effectué un diagnostic écologique, remis le 12 décembre 2023. À la suite d'un recueil bibliographique, 9 visites de terrain (floristique et faunistique) ont été réalisées, lors de conditions météorologiques compatibles à l'observation des groupes biologiques susceptibles d'être présents à cette période de l'année. Ces visites ont été effectuées entre le mois de mars et d'octobre 2023, par Olivier Jonquet, Paul Menard, Antoine Coquis, et Mathieu Faure.

5.1.2.1 - Périmètres de protection réglementaires du milieu naturel

5.1.2.1.1 - Réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 a pour objectif de préserver la diversité biologique en Europe par la constitution d'un réseau des sites naturels les plus importants. La préservation des espèces protégées et la conservation des milieux visés passent essentiellement par le soutien des activités humaines et des pratiques qui ont permis de les sauvegarder jusqu'à ce jour.

Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visent la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats".

Seules les Zones de Protection Spéciales (ZPS) visent la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrants.

La zone de projet n'est située sur aucun site Natura 2000.

Le site le plus proche est le suivant :

- Le site Natura 2000 du « Mont Caume - mont Faron - forêt domaniale des Morières » situé à 1,5 km.



FIGURE 24 : ZONE NATURA 2000 – SOURCE : GEOPORTAIL

Une évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 a été réalisé par Naturalia et remis le 01/02/2024 (annexe 5). Celle-ci conclut que le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur le site Natura 2000 « Mont Caume - mont Faron - forêt domaniale des Morières ».

5.1.2.2 - Zonages d'inventaires du milieu naturel

Source : Géoportail

5.1.2.2.1 - Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistiques et Floristiques

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire, sur l'ensemble du territoire national, des secteurs de plus grand intérêt écologique abritant la biodiversité patrimoniale dans la perspective de créer un socle de connaissance mais aussi un outil d'aide à la décision (protection de l'espace, aménagement du territoire).

2 types ZNIEFF sont distingués :

- Les ZNIEFF de type I : espaces homogènes écologiquement, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou d'habitats rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Ce sont les zones les plus remarquables du territoire ;
- Les ZNIEFF de type II : espaces qui intègrent des ensembles naturels fonctionnels et paysagers, possédant une cohésion élevée et plus riches que les milieux alentours.

La zone de projet n'interfère avec aucune ZNIEFF.

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique les plus proches sont les suivantes :

- ZNIEFF de type 2 : Mont Faron - 930012491, à 1 km au Nord de la zone de travaux
- ZNIEFF de type 2 : Gros Cerveau-Croupatier - 930012488, à 2,8km au Nord



FIGURE 25 : ZNIEFF DE TYPE 2 – SOURCE : GEOPORTAIL

5.1.2.3 - Inventaires floristiques

Source : Diagnostic écologique Naturalia, remis le 12 décembre 2023

L'aire d'étude est localisée dans la partie ouest de la ville de Toulon, au sein d'une trame fortement urbanisée. Certains habitats naturels identifiés ont des enjeux régionaux et locaux assez fort et 16 espèces d'espèces exotiques envahissantes (EVEE) ont été observées sur l'aire d'étude principale.

Cependant, le zone d'intervention du présent projet correspond à un ouvrage souterrain bétonné, et la zone d'intervention des travaux n'est pas concerné par les espèces d'EVEE identifiés.

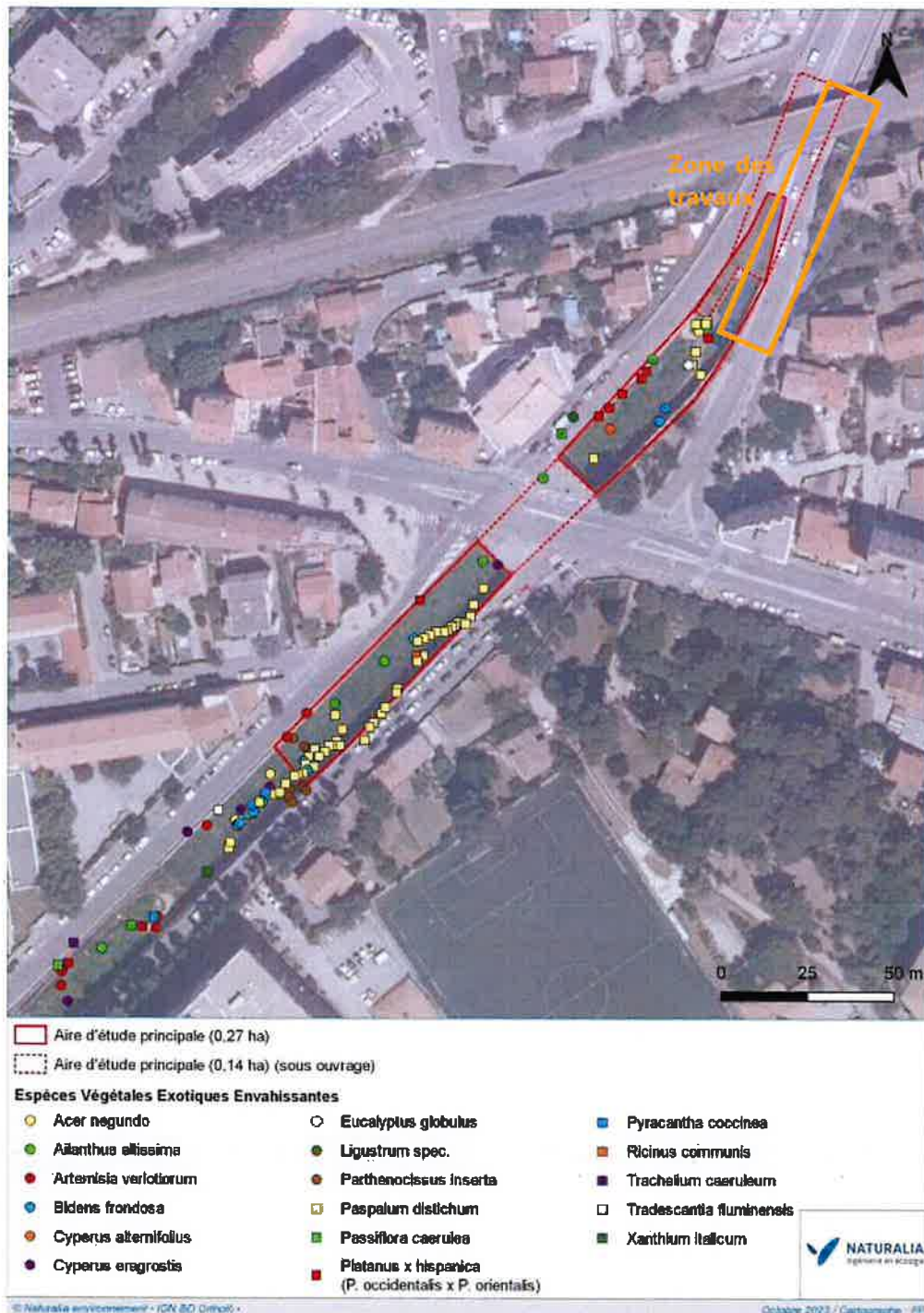


FIGURE 26 : CARTOGRAPHIE DES EVEE IDENTIFIEES AU SEIN DU SITE – SOURCE : NATURALIA

5.1.2.4 - Inventaires faunistiques

Source : Diagnostic écologique Naturalia, remis le 12 décembre 2023

5.1.2.4.1 - Insectes et autres arthropodes

Le cours d'eau du Las sur ce tronçon d'étude apparaît comme fortement défavorable au développement d'une entomofaune riche et diversifiée. Le cours d'eau, bétonné sur ces abords dont la végétation rivulaire est peu développée, aucune espèce patrimoniale n'est attendue sur le tronçon.

Très attendue sur le linéaire d'étude, les mollusques font partie des groupes bien représentés. En effet, les berges du cours et les végétations aquatiques sont les lieux de développement de cette faune typique. On y retrouve les espèces très communes avec *Theba pisana*, *Trochoidea trochoides*, *Pomatias elegans*, *Xerotrachia conspurcata*, *Discus rotundatus* ou bien *Cornu aspersum* bien présents sur les abords du lit du Las.

Au regard du cours du Las dégradé, de ces berges bétonnées, et des alentours urbains, la diversité en lépidoptères est fortement réduite. Les seules espèces contactées utilisent le site en transit et dispersion tels que *Vanessa atalanta*. La Diane citée en bibliographie est exclue des espèces présentes où elle ne retrouve pas ses habitats de prédilection.

Enfin, de manière anecdotique, sont également rencontrés d'autres groupes tels que *Cicadella viridis* et *Pyrrhocoris apterus* à l'image des hémiptères mais aussi les coleoptères avec *Rhagonycha fulva*, *Coccinella septempunctata*, *Oedemera nobilis*, *Oxythyrea funesta* ou encore *Gnorimus nobilis*.

Le linéaire du Las au demeurant aquatique est le lieu de transit, chasse et reproduction des odonates, principale groupe taxonomique attendue. Sur site, les libellules sont représentées par des espèces à large répartition tels que *Platycnemis latipes*. L'Agrion de mercure *Coenagrion mercuriale*, unique espèce listée dans le recueil bibliographique, ne retrouvent pas d'habitat lui convenant où la qualité sur ce tronçon du Las ne lui correspond pas.

Aucune espèce à enjeu n'a été mise en évidence.

5.1.2.4.2 - Amphibiens

Bien qu'aucune espèce n'ait été mise en évidence, certaines espèces peuvent utiliser le site de manière transitoire, notamment la Grenouille rieuse *Pelophylax ridibundus*. Néanmoins, concernant la reproduction et le développement du groupe taxonomique, en l'absence d'habitat favorable et de point d'eau, les amphibiens sont exclus des potentialités.

Aucune espèce à enjeu n'a été mise en évidence.

5.1.2.4.3 - Reptiles

Malgré des passages réalisés en période favorable, peu d'espèces sont représentées sur le tronçon d'étude. Seules des espèces ubiquistes et bien représentées sur le territoire ont été observées : le Lézard des murailles *Podarcis muralis* et la Tarente de Maurétanie *Tarentola mauritanica*. Ces deux espèces utilisent l'entièreté du site avec une préférence pour le bâti humain et les réseaux de haies.

Les espèces patrimoniales de la bibliographie ne trouvent pas d'habitat favorable pour un développement adéquat.

Aucune espèce à enjeu n'a été mise en évidence.

5.1.2.4.4 - Avifaune

Concernant le volet avien, il en va de même que pour les invertébrés où l'urbanisation alentours s'avère être un réel frein pour le développement de l'avifaune. En effet, les habitats naturels très limités avec pour seul habitats favorables à la reproduction les berges du las et les infrastructures humaines (ponts, ouvrages d'art), et où aucun arbre n'est présent sur l'emprise stricte. Le cortège avien y est finalement très restreint. C'est essentiellement en transit, survol et alimentation que les oiseaux vont évoluer sur le site. C'est de cette manière que sont contacté l'essentiel de la plupart des espèces avec les exemples des plus répandues, le Goéland

leucophé *Larus michaellis*, la Mouette rieuse *Chroicocephalus ridibundus*, le Martinet noir *Apus apus*, ou encore la Tourterelle turque *Streptopelia decaocto*.

Utilisant directement les berges on retrouve des espèces caractéristiques de ces habitats avec le Canard colvert *Anas platyrhynchos*, la Bergeronnette grise *Motacilla alba* ou encore la Gallinule poule d'eau *Gallinula chloropus*.

Les habitats urbains tels que les ponts, les anfractuosités des murs, mais également les bâtis adjacents sont quant à eux le lieu de reproduction des oiseaux ayant une affinité avec ces infrastructures à l'image du Moineau domestique *Passer domesticus* ou du Rougequeue noir *Phoenicurus ochruros*.

Aucune espèce listée en bibliographie n'est retrouvée, où une attention particulière a été menée notamment sous les ponts et tunnels pour les hirundinidés (*C. Daurica* et *H.rustica*) mais aucune trace ancienne ni récente n'a été mise en évidence. Puis pour le Martin pêcheur d'Europe *Alcedo atthis* les berges bétonnées ne sont en aucun cas favorables à l'espèce ou seul du transit/alimentation était attendu mais sans résultats probant. Seule le Petit-duc scops *Otus scops* est contacté avec un mâle chanteur. Cependant, entendu au sein d'un boisement éloigné à l'aire d'étude, ce dernier n'utilise pas le tronçon et ne possède pas de lien avec le cours d'eau.

Une seule et unique espèce patrimoniale utilise le secteur d'étude, le Petit duc scops.

Taxon	Statuts	Enjeu régional	Situation dans l'aire d'étude et niveau d'enjeu local	
Avifaune commune (Bergeronnette grise, Mésange charbonnière, etc)	PN, LRR : LC	Faible	Petite population utilisant le linéaire végétalisé du Las.	Faible
Petit duc scops <i>Otus scops</i>	PN, LRR : LC	Modéré	Un male chanteur contacté en dehors de l'aire d'étude, sans lien direct avec le site.	Faible

TABLEAU 4 : ESPECES D'OISEAUX PROTEGEES D'ENJEU LOCAL FAIBLE OU NON SIGNIFICATIF RECENSEES AU SEIN DE L'AIRE D'ETUDE

5.1.2.4.5 - Poissons

Une espèce de poisson à enjeu fort a été identifiée sur la zone d'étude : Le **Barbeau méridional** (*Barbus meridionalis*). Une population significative estimée entre 50 et 100 individus est avérée sur la zone d'étude sur l'extrémité amont (principalement sous l'ouvrage en partie souterraine). Plusieurs classes d'âge ont été directement observées sur site, avec de gros individus adultes et surtout de jeunes individus (alevins), attestant la reproduction locale de l'espèce (frayère ou à minima zone de maturation). À noter que la zone d'étude est concernée pour le Barbeau méridional, par l'arrêté frayère 83. Il s'agit en conséquence d'un habitat protégé (extrait ci-dessous) :

1	Barbeau méridional	Le Las	Barrage de Dardennes, commune LE REVEST-LES-EAUX	La mer, commune TOULON
2p	Blennie fluviatile	Le Las	Barrage du Revest, commune LE REVEST-LES-EAUX	Confluence avec la Mer, commune TOULON

La Blennie fluviatile (*Salaria fluviatilis*) faisant aussi partie de la liste 2 de l'arrêté préfectoral relatif aux frayères et aux zones de croissance de la faune piscicole du département du Var 1 a été recherchée, mais n'a pas été mise en évidence. L'essentiel du lit mineur du Las (concerné par l'aire d'étude) est peu favorable à la reproduction de l'espèce en raison de l'artificialisation du lit (chenal). Toutefois, sur l'extrémité amont, sur la partie souterraine, se trouvent des habitats pouvant répondre aux exigences écologiques de cette espèce (qualité du substrat, turbidité et débit attractif).

Une autre espèce à enjeu a été observée sur site, il s'agit de l'**Anguille d'Europe** (*Anguilla anguilla*). Cette espèce n'est pas concernée par l'arrêté frayère du département, mais relève d'un enjeu fort de conservation.

Le reste du cortège piscicole se compose de cyprinidés communs tels que le Chevaie. La diversité y est tout de même très faible.

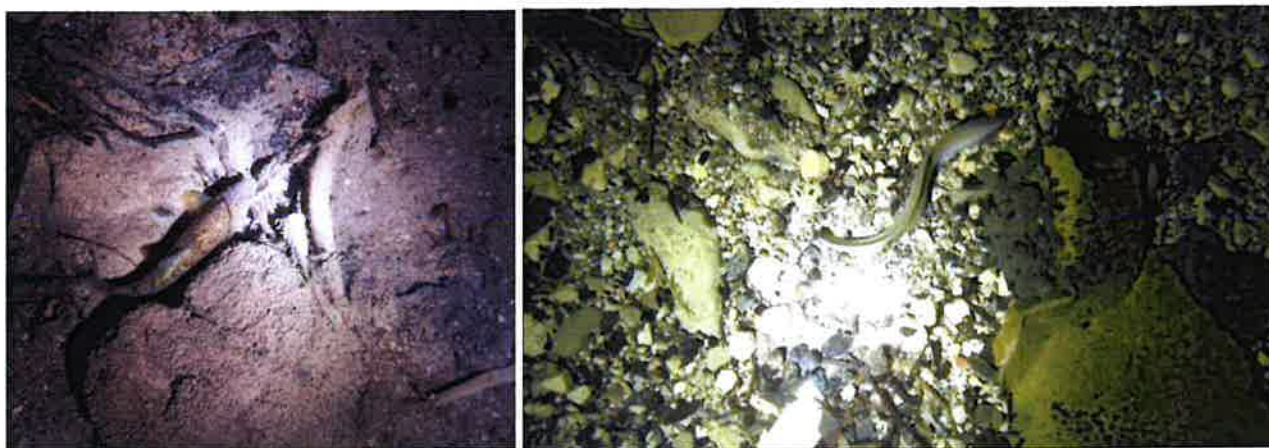


FIGURE 27 : BARBEAU MERIDONIAL (INDIVIDUS ADULTES) ET ANGUILE EUROPEENNE EN PARTIE DISSIMULEE

En l'absence de la Blennie fluviatile ou Blageon, deux espèces patrimoniales ont été mises en évidence uniquement sur l'extrémité amont au niveau de l'entrée du tunnel : l'Anguille européenne et le Barbeau méridional. Cette dernière est visée par l'arrêté préfectoral « frayère ».

Barbeau méridional - *Barbus meridionalis*

DH2, LRN : NT



Écologie : Cette espèce du pourtour méditerranéen préfère des eaux bien oxygénées et fraîches mais supporte bien la période estivale où l'eau se réchauffe et l'oxygène baisse. *Barbus meridionalis* est également adapté à des assèchements partiels du lit et à des crues violentes saisonnières.

Répartition : La présence du Barbeau méridional est strictement limitée au Sud-est de la France et au Nord-est de l'Espagne.

Dynamique, Menaces : Espèce en régression, son aire de répartition est de plus en plus fragmentée et réduite. (Compétition avec le barbeau fluviatile dès lors qu'il y a chevauchement des deux populations).

Enjeu régional	Localisation et habitats occupés dans l'aire d'étude	Représentativité et statut biologique local	État de conservation local	Enjeu local
Fort	Seule la partie en tunnel est favorable à cette espèce. En effet, l'entrée du tunnel est composée en partie par un seuil qui a pour conséquence de stocker du substrat (fin et grossier) caractérisant un habitat favorable. Le reste de la zone d'étude, entièrement chenalisée ne représente aucun intérêt.	Bonne représentativité (entre 50-100 individus estimés dont plusieurs classes d'âge (adultes + jeunes)).	Habitats secondaires en état moyen de conservation.	Fort

Anguille européenne - *Anguilla anguilla*

LRN : CR



Écologie : L'anguille est un poisson migrateur catadrome, c'est-à-dire qu'il croit en rivière et se reproduit en mer. Son mode d'alimentation est opportuniste essentiellement carnivore.

Répartition : L'anguille européenne est présente en Europe dans tous les pays ayant une communication avec les eaux marines. On la retrouve également sur l'ensemble du pourtour méditerranéen jusqu'au Maghreb pour sa limite de répartition méridionale.

Dynamique, Menaces : Les grands barrages érigés depuis le début du 20ème siècle sur les eaux continentales sont la première cause de régression de l'anguille empêchant la colonisation des zones de croissance et la dévalaison des cours d'eau.

Enjeu régional	Localisation et habitats occupés dans l'aire d'étude	Représentativité et statut biologique local	État de conservation local	Enjeu local
Fort	Les effectifs sont concentrés au niveau du tunnel.	Bonne représentativité (15 individus observés).	Habitats secondaires en état moyen de conservation.	Assez fort

5.1.2.4.6 - Mammifères (dont chiroptères)

En ce qui concerne les mammifères non volants, l'attention s'est focalisée sur le Campagnol amphibie. Ce dernier a été recherché sur les berges sur l'intégralité du linéaire d'étude mais n'a pas été identifié (directement ou indirectement) et est considéré comme absent. En effet, les berges artificielles ne répondent pas aux exigences écologiques de l'espèce.

Au sujet des chiroptères, les prospections ont été réalisées dans un premier temps de jour dans le but d'identifier gîte ou possibilité de gîte. Au regard des habitats qui composent la zone d'étude, en l'absence de bâti désaffecté, arbres à cavités ou de cavité naturelle/artificielle, les recherches se sont focalisées sur les ouvrages d'art. Trois ouvrages sont présents sur l'aire d'étude (classé d'aval vers amont) :

- Passerelle (extrémité aval, légèrement hors aire d'étude) : Ce petit ouvrage a été inspecté depuis l'aplomb à la recherche d'individu, de trace de fréquentation ou d'habitats favorable. Le tablier lisse de cet ouvrage et l'absence de micro-cavité ne permet pas l'installation de chiroptères. Aucun résultat positif n'a été observé ou n'est pressentie ;
- Pont (avenue Edouard Herriot) : Là encore, des individus, trace de fréquentation ou habitats attractifs ont été recherchés sous cet ouvrage depuis le cours d'eau. Les résultats sont négatifs et cet ouvrage est défavorable aux chiroptères ;
- Partie souterraine (extrémité amont) : sur environ 300 m ce souterrain artificiel a été parcouru à pied en recherchant des traces de fréquentation de chiroptères. Malgré des habitats ponctuellement favorables (fissures sur les appuis du tunnel, interstices entre les poutrelles de soutènement), **aucun individu ni aucune trace de fréquentation n'a été noté. Ce tunnel, à minima la partie concernée par l'aire d'étude ne semble pas fréquenter par les chiroptères, en témoigne les nombreuses toiles d'araignée présentes sur toutes les fissures attractives.**



FIGURE 28 : OUVRAGE D'ART INSPECTE A LA RECHERCHE DE CHIROPTERES – SOURCE : NATURALIA


Dans un second temps et cette fois en phase nocturne, l'aire d'étude a été soumise à un monitoring acoustique dans le but d'identifier l'activité et la diversité chiroptérologique. Au vu du contexte très anthropisé et entièrement artificiel, des résultats peu significatifs étaient attendus. L'analyse des sonagrammes compilés lors des différentes nuits d'enregistrement est venue confirmer cette hypothèse. C'est une diversité modeste qui en ressort avec seulement 7 espèces contactées et au travers d'une activité globalement faible y compris pour les espèces les plus communes.

Aucune espèce patrimoniale n'a été mise en évidence de manière assidue. En effet, c'est un cortège d'espèces communes qui a été identifié et assez classique de la zone géographique à l'image du trio de Pipistrelle Kuhl/pygmée et commune, mais aussi du Murin de Daubenton, du Vespère de Savi ainsi que de l'Oreillard gris.

À noter quelques contacts de Molosse de Cestoni. Cette dernière espèce est réputée pour un vol en altitude à même de s'affranchir entièrement de l'occupation du sol. De ce fait, cette espèce est communément contactée

en contexte urbain dense en PACA (Avignon, Nice, Toulon). Globalement, l'aire d'étude ne représente qu'un faible intérêt pour l'activité de chasse ou le déplacement des chiroptères locaux.

Aucun gîte avéré n'a été identifié au sujet des chiroptères et une seule espèce patrimoniale a été contactée en survol de l'aire d'étude :

Tadarida teniotis – Molosse de Cestoni				PN, DH IV, LRN : NT
		<p>Écologie : habitant typique des zones méditerranéennes, du niveau de la mer jusqu'à 2 000 m d'altitude. Gîte en falaise ou en bâti (pont, château...).</p> <p>Répartition : ensemble du bassin méditerranéen. En France, il évolue de la côte méditerranéenne jusqu'en Haute-Loire et aux Alpes. En région PACA, il est commun y compris dans les grandes agglomérations telles que Nice ou Marseille.</p> <p>Dynamique, Menaces : niveau de vulnérabilité et dynamique inconnus mais menacé par l'escalade et la mise en sécurité des falaises.</p>		
Enjeu régional	Localisation et habitats occupés	Représentativité locale et part fonctionnelle	État de conservation	Enjeu local
Assez fort	En survol de manière anecdotique	Quelques individus isolés	Habitat secondaire en mauvais état de conservation	Faible

5.1.2.4.7 - Synthèse des enjeux pour la faune



FIGURE 29 : ENJEUX FAUNISTIQUES DANS L'AIRE D'ETUDE ET A PROXIMITE – SOURCE : NATURALIA

Espèce	Statut	Enjeu de conservation régional	Situation dans l'aire d'étude et niveau d'enjeu local	Enjeu local
Avifaune				
Avifaune commune (Bergeronnette grise, Mésange charbonnière, etc)	PN, LRR : LC	Faible	Petite population utilisant le linéaire végétalisé du Las.	Faible
Petit duc scops <i>Otus scops</i>	PN, LRR : LC	Modéré	Un male chanteur contacté en dehors de l'aire d'étude, sans lien direct avec le site.	Faible
Reptiles				
Cortège de reptiles communs (<i>Podarcis muralis</i> , <i>Tarentola mauritanica</i>)	PN, LRR : LC	Faible	Population avérée sur le linéaire.	Faible
Couleuvre de Montpellier <i>Malpolon monspessulanus</i>	PN, LRR : NT	Modéré	Espèces connues sur la commune, au regard des habitats la reproduction n'est pas considérée, seul un usage temporaire en transit est attendu.	Faible
Couleuvre à échelons <i>Zamenis longissimus</i>				Faible
Orvet de Vêrone <i>Anguis veronensis</i>	DD	Assez fort		Faible
Amphibiens				
Batrachofaune commune <i>Pelophylax sp.</i>	PN, LRR : LC	Faible	Transit ponctuel possible.	Faible
Poissons				
Barbeau méridional <i>Barbus meridionalis</i>	DH2, LRN : NT Liste 1 poissons – Las (Var) ²	Fort	Une population significative estimée entre 50 et 100 individus sous l'ouvrage routier (extrémité nord, tunnel). Présence de gros individus adultes et surtout de jeunes individus (alevins), attestant la reproduction locale de l'espèce ou a minima une zone de maturation des alevins (secteur concerné par l'arrêté frayère 83).	Fort
Anguille d'Europe <i>Anguilla anguilla</i>	LRN : CR	Fort	Présence de plusieurs individus sous l'ouvrage routier.	Assez fort
Mammifères (dont chiroptères)				
Cortège des chiroptères communs (Groupe des Pipistrelles, Murin de Daubenton, etc.)	PN, DH4 LRN : LC	Faible	Aucun gîte n'a été mis en évidence et ce cortège d'espèces communes a été identifié globalement en faibles effectifs.	Faible
Molosse de Cestoni <i>Tadarida teniotis</i>	PN, DH4 LRN : NT	Assez fort	Aucune possibilité de gîte, quelques individus ponctuellement contactés de manière anecdotique. L'aire d'étude ne représente aucun intérêt particulier pour cette espèce	Faible

TABLEAU 5 : BILAN DES ENJEUX POUR LA FAUNE – SOURCE : NATURALIA

5.1.2.5 - Continuité écologique

Source : DREAL PACA

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est un document cadre élaboré dans chaque région, mis à jour et suivi conjointement par la région (Conseil régional) et l'État (préfet de région) en association avec un comité régional Trame verte et bleue.

Après avoir été adopté en séance plénière du Conseil Régional le 17 octobre 2014, le SRCE PACA a été arrêté par le préfet de Région le 26 novembre 2014.

Selon la cartographie du SRADDET PACA, ce dernier montre que le projet s'inscrit dans la continuité d'un cours d'eau de la Trame bleue faisant l'objet d'une recherche de préservation optimale, correspondant au Las, petit fleuve côtier qui circule au sein de l'aire d'étude même.

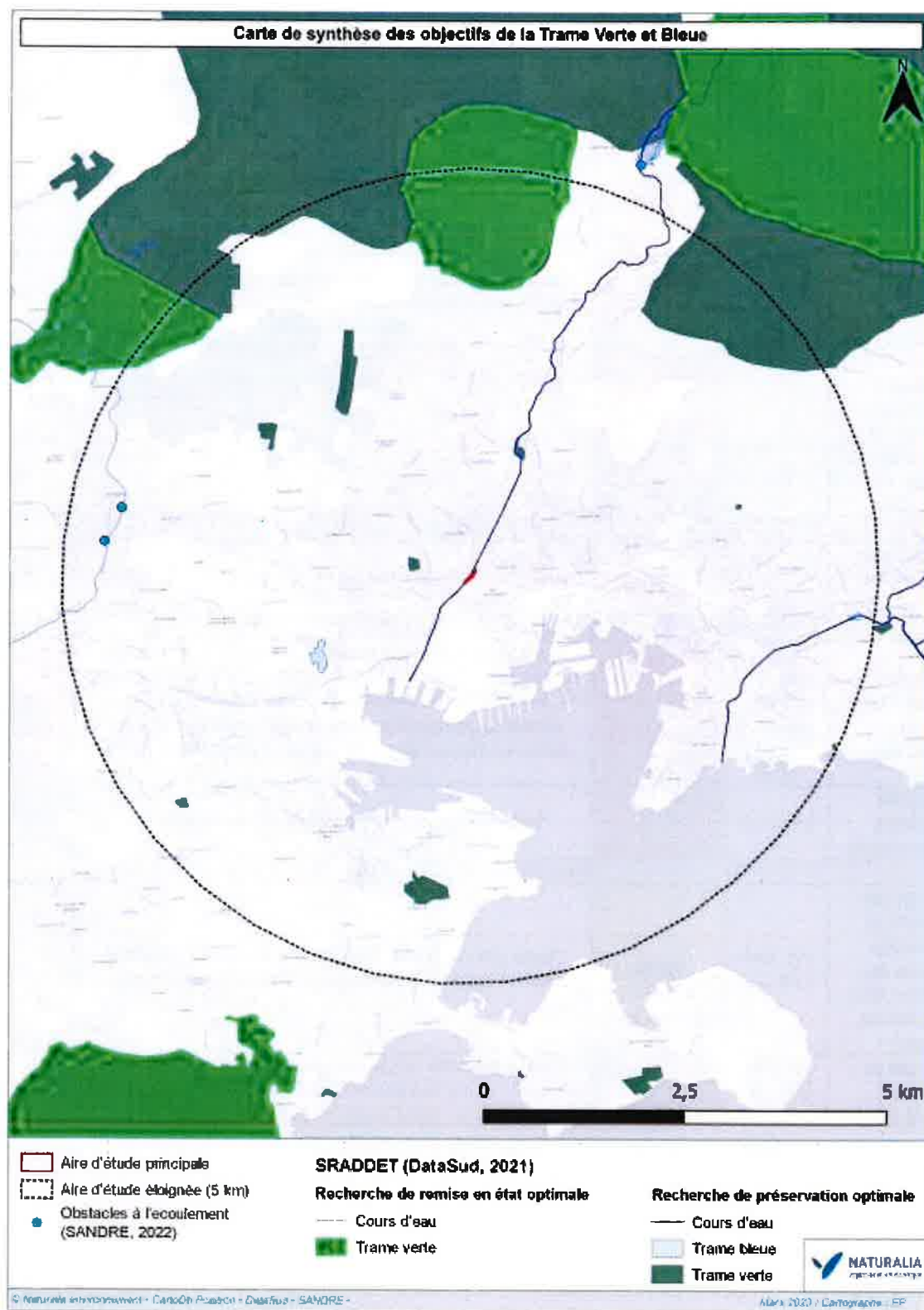


FIGURE 30 : ELEMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE REGIONALE IDENTIFIES AUTOUR DE L'AIRE D'ETUDE D'APRES LE SRADDET- SOURCE : NATURALIA

5.1.3 - Patrimoine

La zone de travaux ne se trouve dans aucun périmètre de protection de sites classés ou inscrits (en vert), de sites patrimoniaux remarquables (en bleu), ou aux abords de monuments historiques (en rose).

Le port de Toulon est classé en site patrimonial remarquable, qui se situe à 600 m au Sud de la zone du projet.

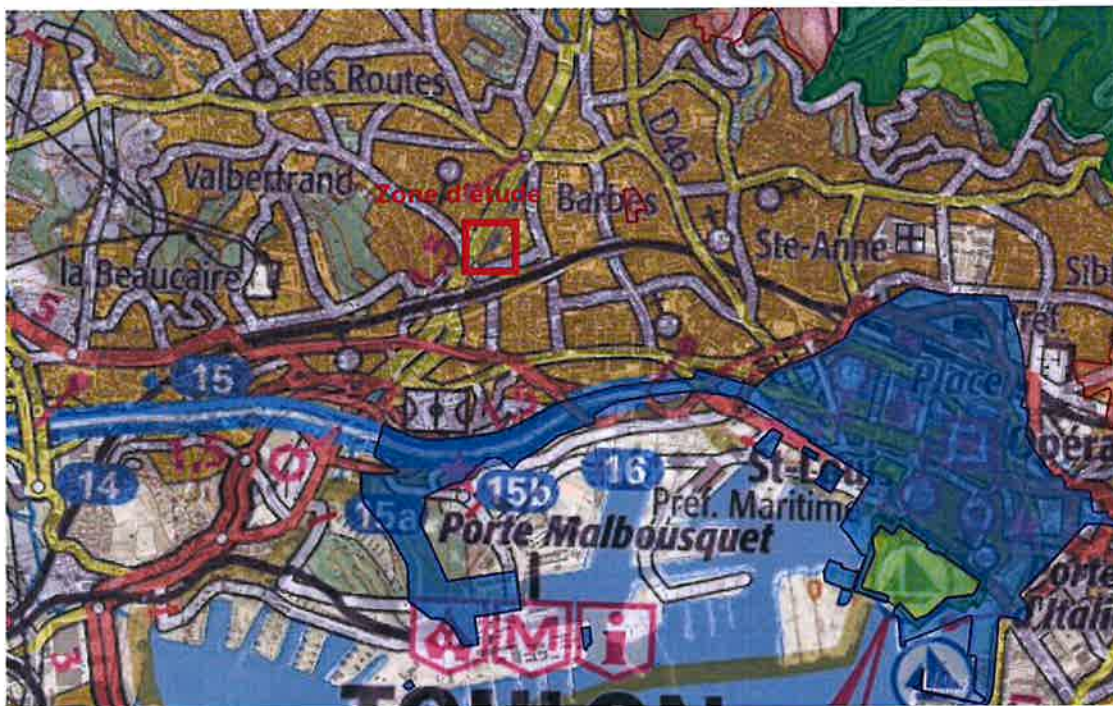


FIGURE 31 : LOCALISATION DES PERIMETRES DE PROTECTION LIES AU PATRIMOINE – SOURCE : ATLAS DES PATRIMOINES

5.1.4 - Risques naturels et technologiques

5.1.4.1 - Le risque inondation

Sources : RM Eau France, Préfecture du Var, PAPI PCT, Géorisques, TRI Toulon-Hyères

5.1.4.1.1 - TRI Toulon-Hyères

La zone du projet rentre dans le périmètre du TRI (Territoire à Risque Important) inondation de Toulon-Hyères.



FIGURE 32 : PERIMETRE DU TRI TOULON-HYERES – SOURCE TRI TOULON-HYERES

Une carte du risque inondation du Las a été créée dans le cadre du TRI. En effet, ce cours d'eau à régime pluvial méditerranéen est caractérisé par des crues rapides. La zone du projet ne se situe pas dans une zone à risque de crue du Las, ou dans une zone à risque concernant la submersion marine (en vert).

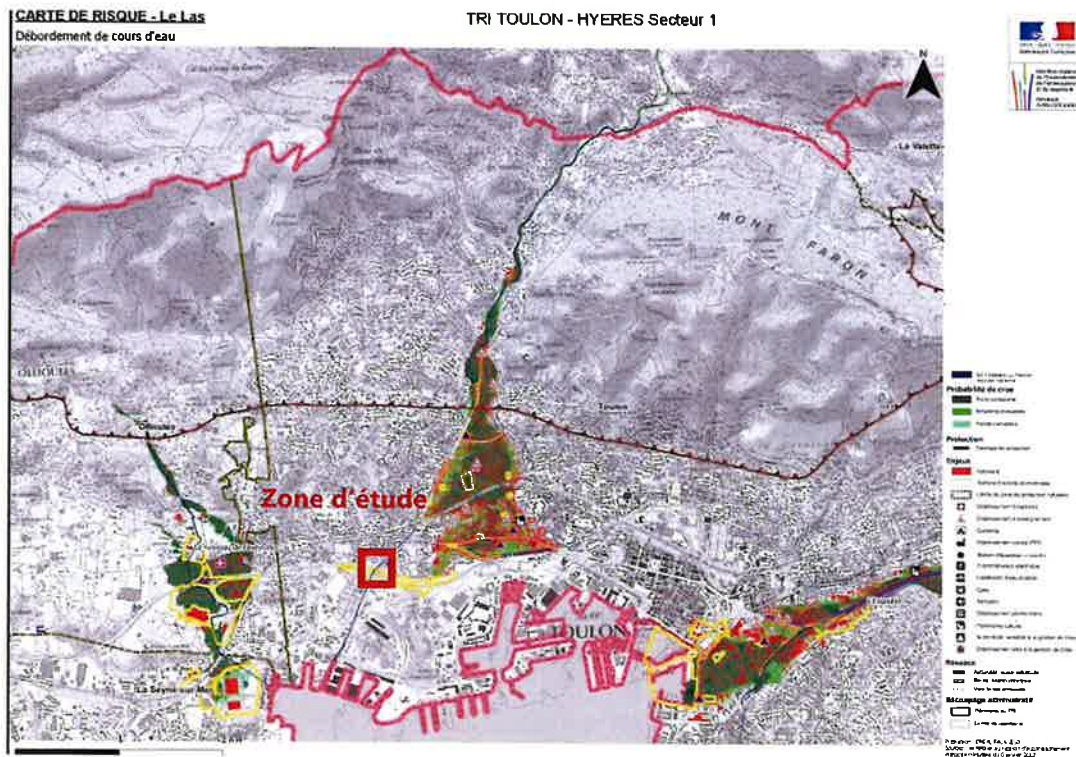
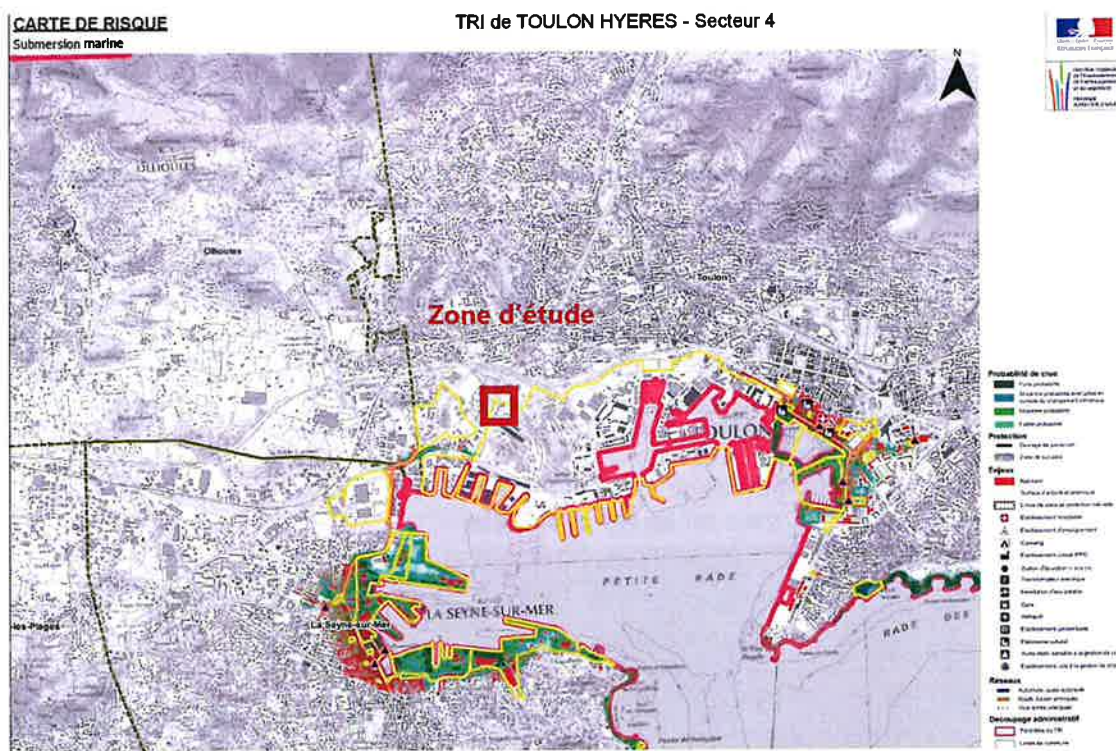
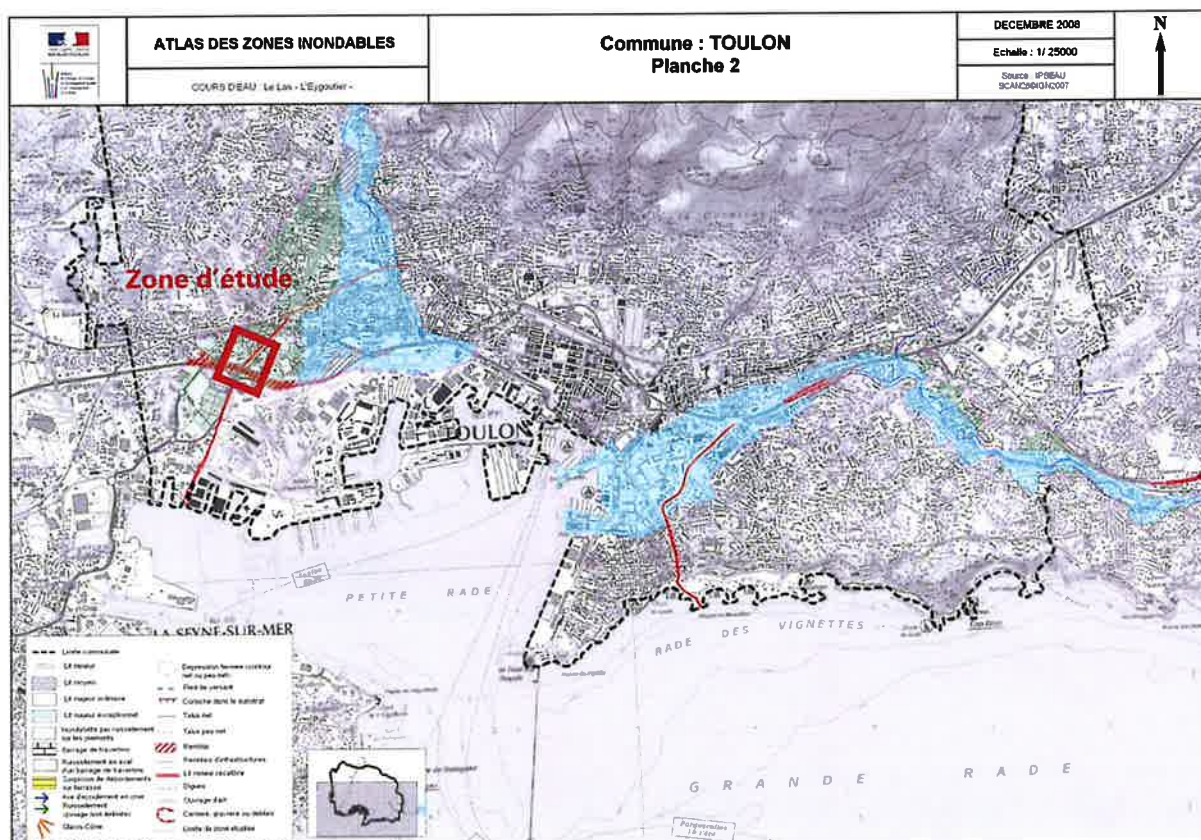


FIGURE 33 : CARTE DU RISQUE INONDATION DU LAS – SOURCE : TRI



5.1.4.1.2 - Atlas des Zones Inondables de Toulon

Toulon possède un Atlas des Zones Inondables (AZI). Cet atlas a pour vocation de cartographier les zones potentiellement inondables, afin d'informer le public et les collectivités concernées. Cela permet d'orienter les réflexions relatives à l'aménagement du territoire. La zone du projet se situe dans la zone d'inondabilité du Las.



5.1.4.1.3 - PAPI Petits Côtiers Toulonnais

Toulon se trouve dans le périmètre du Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) des Petits Côtiers Toulonnais.

L'objectif de ce PAPI est d'élaborer une stratégie commune entre les différents acteurs du territoire, à travers la mise en place d'actions de prévention, de prévision et de protection.

Le PAPI des Petits Côtiers Toulonnais se déroule en deux temps :

- La première phase [2018-2023], dénommée « PAPI d'intention », a consisté à améliorer la connaissance du risque sur le territoire, à mener les premières actions de sensibilisation des populations concernées et de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes, et ce afin de préparer la deuxième phase ;
- La deuxième phase [2024-2029], le « PAPI Complet », complètera les actions précédentes par des travaux d'aménagement ciblés sur les zones à enjeux.

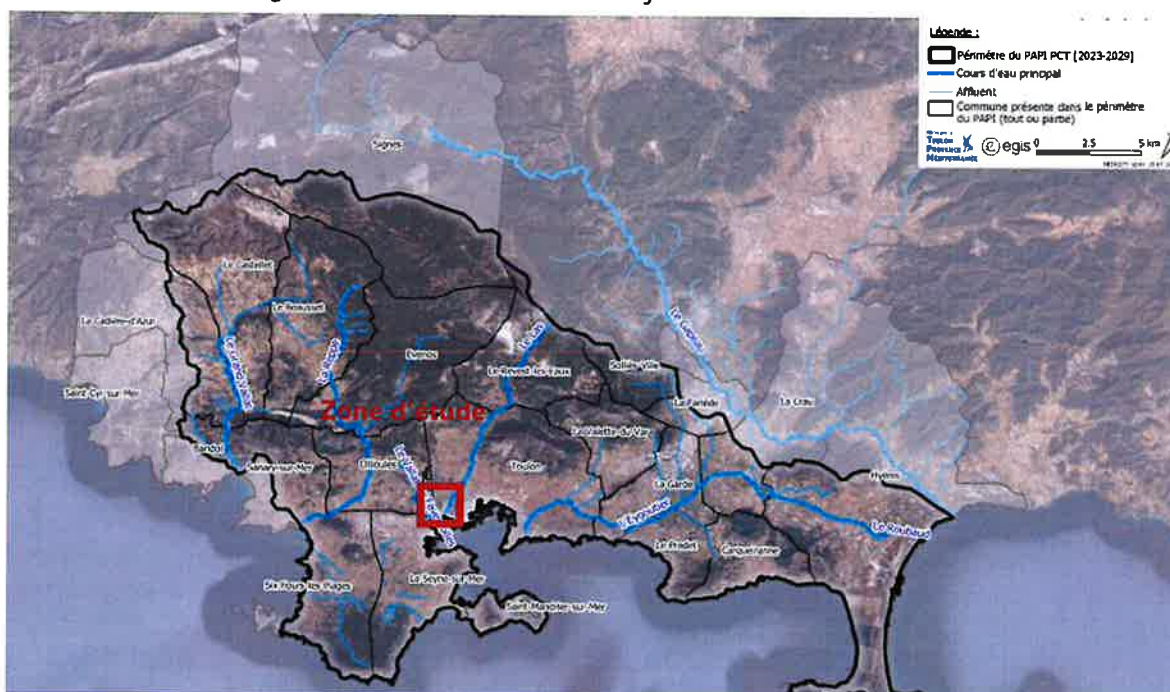


FIGURE 36 : PERIMETRE DU PAPI PETITS COTIERS TOULONNAIS – SOURCE : PAPI PCT

Le présent projet fait partie du programme d'action du PAPI PCT (2024-2029).

5.1.4.2 - Le risque incendie de forêt

La commune de Toulon possède une carte des aléas incendies.



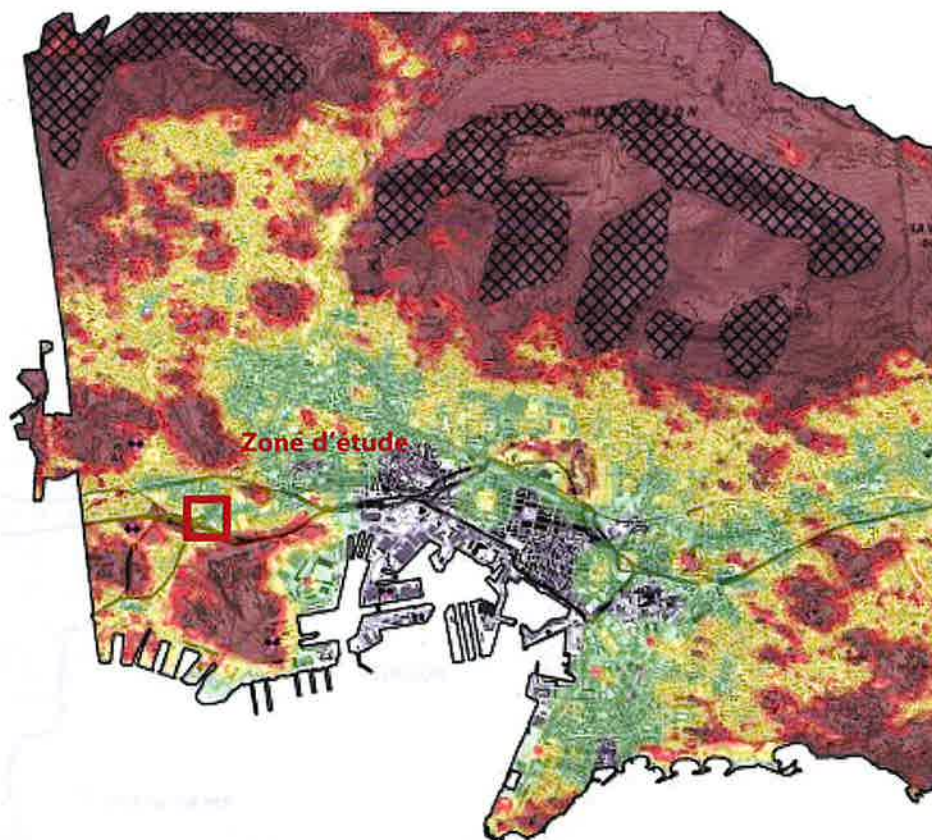


FIGURE 37 : CARTE DES ALEAS INCENDIES – SOURCE : PREFECTURE DU VAR

Le site concerné par le projet est localisé dans une zone d'aléa incendie plutôt faible.

5.1.4.3 - Le risque sismique

Source : Géorisques

Il y a eu 39 mouvements de terrain recensés dans la commune. La commune est soumise à un Plan de prévention des risques mouvements de terrain.

Le risque sismique dans la commune est le suivant : 2 - FAIBLE

La commune n'est donc pas soumise à un Plan de prévention des risques sismiques.

5.1.4.4 - Le risque industriel

Source : Géorisques

Il existe 3 sites pollués ou potentiellement pollués recensés dans la commune. Il y a 244 anciens sites industriels, 32 installations classées, et 22 installations rejetant des polluants recensés dans la commune.

Un ancien site industriel se trouve à proximité du projet.

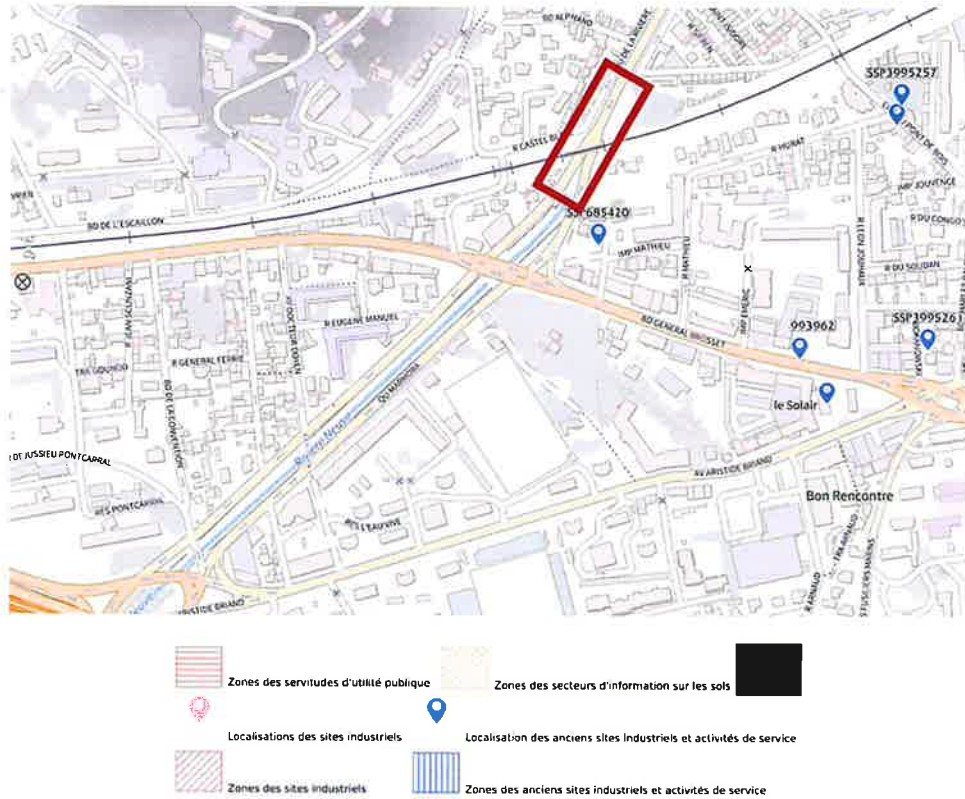


FIGURE 38 : CARTE DE LA POLLUTION DES SOLS – SOURCE : GEORISQUES

La carte suivante localise les canalisations de gaz à proximité de la zone de projet. En amont de la phase chantier, ces réseaux identifiés seront vérifiés et pris en compte lors des demandes de DT/DICT.

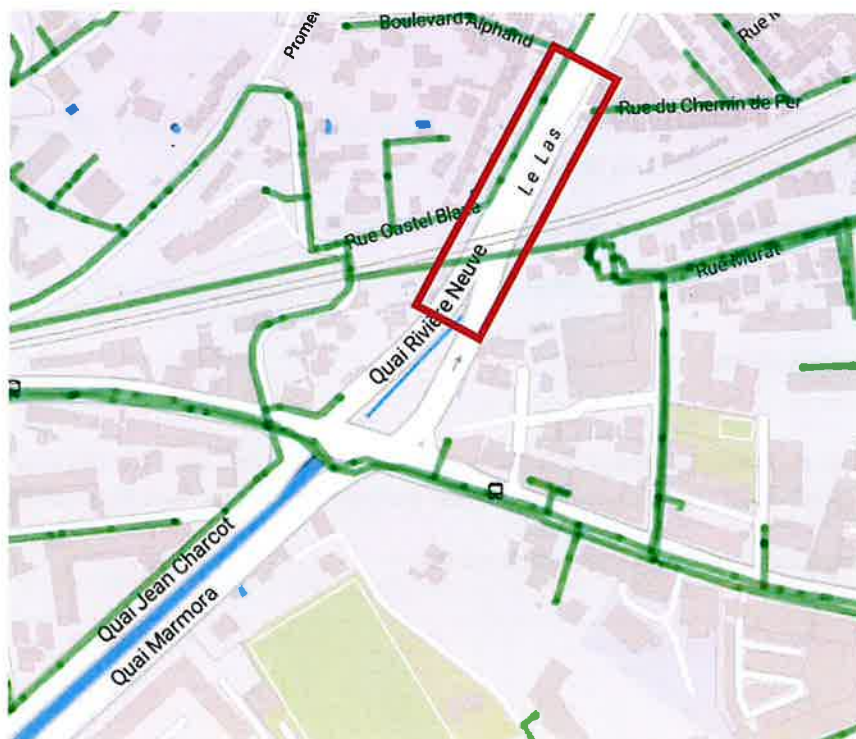


FIGURE 39 : CARTOGRAPHIE DU RESEAU GRDF EN SERVICE – SOURCE : [HTTPS://OPENDATA.GRDF.FR](https://opendata.grdf.fr)

La commune n'est soumise à aucun Plan de prévention des risques technologiques installations industrielles.

5.1.5 - Synthèse des enjeux environnementaux

Le tableau suivant reprend l'ensemble des thématiques de l'état initial et hiérarchise les enjeux de la zone d'étude en fonction de leurs sensibilités par rapport au projet. Cette hiérarchisation permet de définir les principaux enjeux environnementaux du projet.

Composante environnementale	Enjeux environnementaux	Sensibilité vis-à-vis du projet
Milieu physique	La zone de projet est caractérisée par un climat méditerranéen côtier dans l'étage bioclimatique subhumide tempéré à chaud. Les étés sont chauds et secs, les hivers doux et la pluviosité hétérogène.	Faible
	Le site du projet est localisé sur une zone de recouvrement de type épandages locaux, colluvions, cailloutis, limons (Py Würm).	Faible
	Dans la limite d'incertitude du laboratoire, l'ensemble des échantillons reste inférieur au seuil S1 autorisé.	Modérée
	Cependant, plusieurs non-conformités vis à vis des seuils de l'arrêté du 12/12/2014 ont été constatés sur 4 échantillons, ne permettant pas l'évacuation des matériaux en Installation de Stockage de Déchets Inertes.	
	La zone du projet se trouve au niveau de la masse d'eau souterraine FRDG514 : Domaine marno-calcaires région de Toulon. La masse d'eau souterraine FRDG514 a comme objectif le maintien de son bon état quantitatif et chimique.	Modérée
	La masse d'eau superficielle concernée par le projet est la suivante : FRDR116b « l'Aval du Las ».	Modérée
	Cette masse d'eau est classée comme étant en bon état quantitatif et chimique.	
Milieu naturel	La zone du projet est en dehors de tout périmètre de protection rapproché des captages pour l'alimentation en eau potable. Les activités de loisirs ne sont pas développées dans la zone de projet.	Faible
	La zone de projet n'interfère avec aucun site Natura 2000, et aucune ZNIEFF. L'Espace Naturel Sensible de « La Massillonne », est située à 574,4 m. L'enjeu piscicole est fort : présence de frayère à barbeaux.	Fort
Risques naturels et technologiques	Le risque d'inondation est qualifié de modéré.	Modérée
	La zone du projet se situe dans une zone de risque faible par rapport aux aléas incendies.	Faible
	Le risque sismique dans la commune est le suivant : 2 - FAIBLE	Faible
	Un ancien site industriel et une canalisation de gaz se trouvent à proximité du projet.	Faible

TABLEAU 6 : TABLEAU DE SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

5.2 - Incidences du projet sur la ressource en eau, les milieux aquatiques, le milieu humain et les mesures associées

5.2.1 - La topographie et qualité des sols

5.2.1.1 - Impacts temporaires sur la topographie et la qualité des sols et mesures associées

Les impacts temporaires sont liés aux opérations de terrassement qui impliquent des déblais de matériaux en dehors de la zone de chantier.

Plusieurs non-conformités vis à vis des seuils de l'arrêté du 12/12/2014 ont été constatés sur 4 des 8 échantillons (2,3,5 et 5).

Les matériaux devront donc être évacués au sein d'une filière spécialisée. Le choix s'est alors porté sur le Centre de Production d'Eco-Matériaux (CPEM) d'ENVISAN situé à la Seyne-sur-Mer et habilité à recevoir et traiter ce type de matériaux.

Mesures :

Des mesures particulières en matière de gestion des matériaux excavés seront mises en œuvre dans le cadre de la phase de curage.

MR1 : Les matériaux seront évacués au fur et à mesure de l'avancée des travaux, en centre de traitement agréé. Une parfaite organisation et traçabilité des mouvements de terres sera mise en place lors des travaux de gestion des terres : Suivre les travaux d'extraction et de stockage temporaire de matériaux, s'assurer de traçabilité des matériaux jusqu'à leur lieu de dépôt définitif, en centre de traitement agréé

5.2.1.2 - Impacts permanents sur la topographie et la qualité des sols et mesures associées

A terme, **les incidences seront positives** : le projet permettra au cours d'eau de retrouver sa capacité hydraulique et sa topographie initiale.

5.2.2 - Les eaux souterraines

5.2.2.1 - Impacts temporaires sur les eaux souterraines et mesures associées

Les risques de pollution vis-à-vis des eaux souterraines sont essentiellement liées :

- Aux installations de chantier : risque de pollution par rejets d'eaux de lavage, d'eaux usées ... ;
- Aux risques de pollution par une mauvaise gestion des déchets & matériaux inertes ;
- Aux produits polluants susceptibles d'être manipulés ou stockés (hydrocarbures, peintures...) sur des aires annexes ;
- Aux incidents de chantier (lors de l'approvisionnement en hydrocarbures, en cas de fuites d'engins...).

Mesures :

MR 2 : Toutes les mesures seront prises afin de prévenir toute fuite accidentelle de pollution vers le sol et le sous-sol. Elles sont similaires à celles concernant la protection des eaux superficielles : disposition d'un barrage mobile susceptible d'être mis en œuvre rapidement en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures (de type kit antipollution), actions d'informations sur la sensibilité de la zone de chantier ...

Il est important de préciser que la plupart des engins resteront sur la voirie. Seuls une mini pelle et un brise roche seront grutés au niveau de la zone de travaux. Ces engins seront installés et retirés quotidiennement.

5.2.2.2 - Impacts permanents sur les eaux souterraines et mesures associées

Une fois que l'arasement des tufs sera réalisé, il n'y aura aucun impact sur les eaux souterraines au regard de la nature de l'ouvrage (ouvrage béton).

5.2.3 - Les eaux superficielles

5.2.3.1 - Impact sur qualité des eaux superficielles

5.2.3.1.1 - Impacts temporaires sur la qualité des eaux superficielles et mesures associées

En phase chantier, les altérations du milieu peuvent être causées soit par contact direct avec les milieux aquatiques, soit par ruissellement sur les surfaces occupées par les travaux.

Malgré son caractère temporaire, la phase chantier est susceptible d'avoir des incidences spécifiques, plus ou moins persistantes, sur les eaux du Las. Trois risques sont principalement pris en compte :

- le risque de pollution par les matières en suspension (MES) ;
- le risque de pollution par les micropolluants ;
- le risque de pollution accidentelle des eaux.

L'objectif est de réduire au maximum les nuisances liées aux travaux sur l'eau et les milieux aquatiques par le biais de méthodes de travail rigoureuses et d'une conduite de travaux adaptée, respectées par chaque entreprise.

Mesures :

MR3 : Dispositifs préventifs de lutte contre les pollutions en phase chantier :

De manière à ne pas altérer la qualité des eaux lors des travaux et de prévenir toute contamination des eaux, l'entreprise intervenante sera tenue de respecter les règles de sécurité suivantes :

- Ne pas stocker les matériaux à proximité des zones sensibles (en particulier vis-à-vis du lessivage de matières en suspension), ceux-ci étant préférentiellement disposés sur des aires spécifiques, imperméables, équipées de dispositifs de traitement des eaux pluviales. Les déblais seront évacués directement sur le quai rivière neuve (avec protection de la chaussée) puis transportés vers des sites dédiés ;
- Les engins acheminés sur le chantier devront avoir fait au préalable un contrôle pour éviter tout risque de fuite ou de dégradation pouvant entraîner une pollution ;
- Ne pas stationner les engins de chantier dans le lit du cours d'eau. Les engins qui interviendront seront descendus dans le lit du Las tous les matins et remontés tous les soirs pour être stationnés sur une zone dédiée ;
- Ne pas effectuer de rejet direct dans le milieu aquatique. Aucun produit chimique ou hydrocarbure ne sera stocké sur la zone de chantier ;
- Le ravitaillement des engins aura lieu à l'extérieur de la zone chantier, sur une surface déjà imperméabilisée (avec utilisation de bord à bord) ou sur une aire étanche ;
- Veiller à éviter les pertes accidentelles de matières polluantes ;
- Ne pas effectuer d'opérations de terrassement en période de pluie ;
- Tenir propre le chantier. Les déchets de toutes sortes devront être stockés dans des containers et évacués ;
- Des kits anti-pollution seront disposés dans chaque engin ;

- Des filtres à pailles seront disposés en aval du chantier en limite de la zone bétonnée. Ils seront lestés éviter tout risque de transport et devront être changés très régulièrement au cours du chantier. Un stock suffisant de rechange devra donc être disponible sur place ou à proximité du chantier. Dans le cas où le dispositif montrerait une inefficacité, un barrage anti-MES devra être installé ;
- En cas de pollution accidentelle, application d'un plan d'urgence (confinement, évacuation du polluant). L'entreprise prévient les autorités compétentes afin que celles-ci prennent les mesures sanitaires nécessaires le cas échéant.
- À la fin des travaux, les aires de chantier seront remises en état. L'entreprise devra également présenter des garanties concernant la fiabilité des engins utilisés dans le cadre des travaux (respect des normes en vigueur, engins non fuyants) et l'organisation de la zone de chantier. Ces éléments seront précisés dans le cadre du Dossier de Consultation des Entreprises, permettant un engagement de l'entreprise sur ces aspects.

5.2.3.1.2 - Impacts permanents sur la qualité des eaux superficielles et mesures associées

Aucune activité potentiellement polluante n'est prévue sur le site du projet au terme des travaux.

5.2.3.2 - Impact sur le fonctionnement hydraulique

5.2.3.2.1 - Impacts temporaires sur le fonctionnement hydraulique et mesures associées

Les incidences hydrauliques en phase travaux seront très faibles étant donné que les travaux seront réalisés en dehors des périodes pluvieuses et de plus forte occurrence de crue.

Mesures :

Les mesures suivantes sont à prendre en compte en cas d'événements pluvieux conséquents :

MR4 : La surveillance pendant le chantier :

L'entreprise titulaire sera en relation permanente avec le service d'alerte de Météo France (service en ligne vigilance météo ou service d'alerte payant Vigimet) ou du service en ligne Vigicrue du Ministère du développement durable afin de pouvoir prévoir et agir de manière anticipée en cas de crue :

- Évacuation en dehors de la zone inondable de tout obstacle à l'écoulement des crues (engins, matériels, ouvrages provisoires...),
- Évacuation du personnel... ;

Ce dispositif de surveillance des crues sera mis en œuvre, y compris le week-end.

L'entreprise établira des échanges réguliers (points météorologiques téléphoniques quotidiens, en fonction des risques d'événements orageux) avec le service d'astreinte de la Maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de cet état de veille et de mise en sécurité du chantier, l'entreprise devra prévoir un matériel adapté à une mobilisation/démobilisation simple et rapide dans le respect des règles de sécurité.

5.2.3.2.2 - Impacts permanents sur le fonctionnement hydraulique et les mesures associées

Pour rappel, dans le cadre du PAPI des Petits Côtiers Toulonnais, une fiche action pour l'arasement des tufs à l'aval de la section enterrée de la Rivière Neuve a été créée par EGIS, intégrant un diagnostic hydraulique et des modélisations des incidences hydraulique après travaux.

60/82

[illegible]

FIGURE 41 : INCIDENCE HYDRAULIQUE POUR Q30

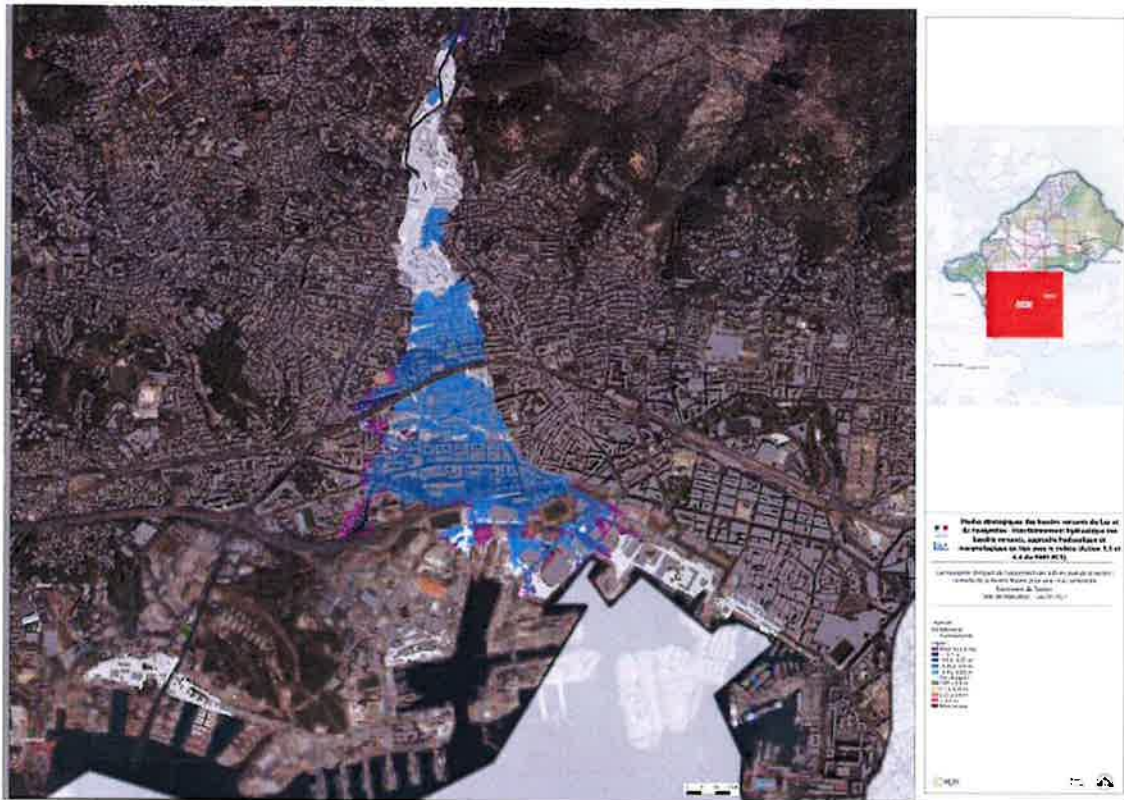


FIGURE 42 : INCIDENCE HYDRAULIQUE POUR Q100

5.2.3.3 - Les usages de la ressource en eau

5.2.3.3.1 - Impacts temporaires sur les usages de la ressource en eau et les mesures associées

La zone de travaux n'interfère avec aucun périmètre de protection de captage AEP. Les activités de loisirs ne sont pas développées sur le cours d'eau.

Mesures :

En l'absence d'incidences temporaires sur les usages de la ressource en eau, aucune mesure particulière n'est à mettre en place.

5.2.3.3.2 - Impacts permanents sur les usages de la ressource en eau et mesures associées

Une fois les travaux réalisés, le projet n'induirait aucun impact permanent sur les usages de l'eau.

5.2.4 - Le milieu naturel

5.2.4.1 - Périmètres et zonages de protection du milieu naturel

5.2.4.1.1 - Impacts temporaires sur les zonages de protection du milieu naturel et mesures associées

La zone de projet n'interfère avec aucun site Natura 2000 ou aucune ZNIEFF.

Mesures :

Le respect des mesures liées à la qualité de l'eau et de non-dégradation de la végétation évitera toutes incidences sur les zonages d'inventaire et de protection du milieu naturel à proximité de la zone de travaux.

L'ensemble des éléments de la mesure « MR3 : Dispositifs préventifs de lutte contre les pollutions en phase chantier » sont à respecter.

5.2.4.1.2 - Impacts permanents sur les zonages de protection du milieu naturel et mesures associées

En phase d'exploitation des aménagements, les travaux n'auront pas d'incidences négatives sur les milieux naturels remarquables recensés sur le territoire concerné.

5.2.4.2 - Flore et habitats naturels

5.2.4.2.1 - Impacts temporaires sur la flore et les habitats et mesures associées

L'incidence est faible car la zone d'intervention des travaux est en dehors des espèces d'EVEE identifiées. Des habitats risquent d'être altérés de façon temporaire lors des opérations de curage. Cependant, le substrat viendra se redéposer à la suite des opérations et la reprise de la végétation se fera spontanément.

L'impact sur la flore et les habitats naturels sont négligeables.

Mesures :

En plus de la mesure « MR3 : Dispositifs préventifs de lutte contre les pollutions en phase chantier », les mesures suivantes seront à mettre en place :

MR5 : Mesures de réduction de l'impact sur la flore et les habitats naturels :

- L'aire d'étude comprend des EVEE, il sera nécessaire pour éviter leur dissémination que la mini-pelle soit propre à son arrivée sur site et à son départ. Par ailleurs, si de la végétation de type EVEE est coupée, elle devra être stockée et évacuée du site en filière dédiée ;
- Une sensibilisation du personnel de chantier aux problématiques environnementales, mesures à mettre en œuvre, identification des plantes invasives à problèmes sera réalisée.
- Le chantier sera suivi par un coordinateur environnement qui sera en charge de la sensibilisation des entreprises.

5.2.4.2.2 - Impacts permanents sur la flore et les habitats et mesures associées

Une fois l'arasement des tufs effectué, aucune incidence négative sur la flore et les habitats ne sera à noter.

5.2.4.3 - La faune et la continuité écologique

5.2.4.3.1 - Impacts temporaires sur la faune, la continuité écologique et mesures associées

En phase de chantier, les incidences générées par le projet sur la faune terrestre concernent essentiellement :

- Le dérangement des espèces faunistiques par l'activité des engins (bruit, poussières...) ;
- La perte d'habitats biologiques (zones de nourriture, de repos et de reproduction).

Les impacts sont négligeables pour l'ensemble de la faune, à l'exception des poissons.

L'impact est faible pour l'Anguille d'Europe, et assez forte pour le Barbeau méridional, dont une population reproductrice a été avérée au sein de l'aire d'étude (frayère).

En fonction de la date de démarrage des travaux et des caractéristiques des travaux, une destruction d'individu est pressentie. A pondérer tout de même avec le côté artificiel et d'ores et déjà dégradé de la zone considérée.

Les préconisations pour limiter les impacts sur la faune piscicole et les habitats naturels sont :

Mesures :

En plus de la mesure « MR3 : Dispositif préventif de lutte contre les pollutions en phase chantier », les mesures suivantes seront à mettre en place :

MR6 : Définition d'un phasage des travaux en fonction du calendrier écologique des espèces

Cette mesure vise à limiter au maximum les effets du chantier sur la faune en réalisant les travaux aux périodes les moins impactantes pour le milieu naturel.

Au regard des emprises travaux directes qui viennent en superposition des zones de maturation des alevins de Barbeau méridional (au niveau de la sortie du tunnel), une destruction d'individus directe est pressentie, et particulièrement en cas de présence d'alevin en maturation. Afin de limiter ce risque, il conviendra de débiter le chantier après la période de maturation des plus petits individus. Il est donc recommandé un démarrage du chantier à partir d'août. Après échange avec TPM et l'entreprise en charge des travaux, il a été convenu un démarrage du chantier durant l'hiver, vraisemblablement en janvier 2025. En l'absence de truite fario (espèce qui se reproduit en hiver), cette période de démarrage du chantier est en total adéquation avec les enjeux « poissons »

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Flore												
Reptiles et Amphibiens												
Invertébrés												
Avifaune												
Chiroptères												
Poissons												

Périodes proscrites pour les travaux
 Période acceptable pour les travaux

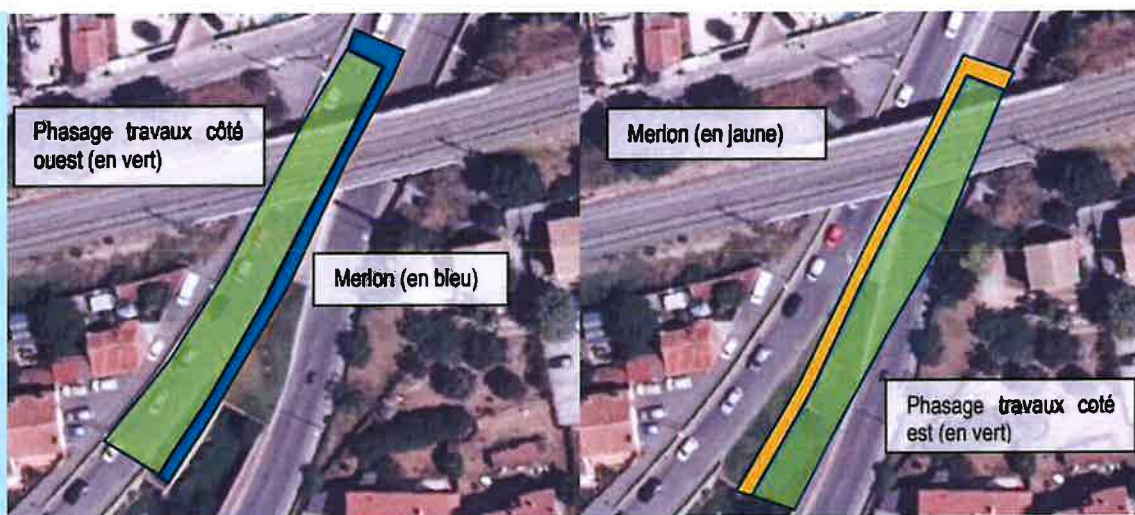
Les travaux auront lieu entre la fin du mois de janvier et la fin du mois de février 2025 et ce, sans interruption.

MR7 : Organisation du chantier avec prise en compte de la faune piscicole et pêches de sauvegarde

Phasage du chantier (terrassement) :

Les travaux prévus comprennent des interventions dans le lit du Las, en partie souterraine où se trouvent les dépôts à retirer (surface d'environ 1 500 m²). L'entreprise en charge des travaux utilisera un phasage spécifique pour limiter les impacts sur la faune piscicole.

Pour rappel, l'arasement ne sera pas effectué d'un seul tenant sur l'intégralité du lit du Las. La zone d'intervention sera scindée en deux secteurs afin de maintenir un espace d'écoulement. Un merlon sera mis en place afin de générer une mise au sec dans un premier temps seulement sur un côté du lit mineur du Las. Le merlon sera créé en amont immédiat du chantier (perpendiculaire au Las) puis sur toute la longueur du chenal (cf. Schéma ci-dessous). Le choix du côté prioritaire d'intervention dépendra le cas échéant de l'écoulement au moment du chantier (prévu en janvier-février 2025). En effet, il sera privilégié pour débiter le chantier par le côté au niveau duquel l'écoulement est le plus faible. Le merlon sera créé en utilisant les matériaux d'ores et déjà présents sur place (galets, sable, limons). Le merlon de dérivation de l'écoulement sera en premier lieu délimité sur l'extrémité amont (perpendiculaire au Las, sur sa moitié) puis au centre de l'espace d'écoulement sur toute la longueur du chantier. Ce dernier sera créé via un engin de très faible gabarit ou directement à la main (ouvrier).



Les merlons seront réalisés de manière à ce qu'aucun poisson ne puisse les franchir. Il est possible que de légers suintements percolent d'un côté à l'autre, mais il est nécessaire que les poissons ne puissent pas recoloniser la zone chantier pour éviter la destruction d'individu. Une fois la première moitié du chantier terminé (tout un côté), la partie longitudinale du merlon restera en place et c'est seulement la partie amont du merlon (perpendiculaire) qu'il sera nécessaire de déplacer. Une fois les travaux terminés, les matériaux (merlon) seront retirés afin de restituer l'ensemble de l'espace d'écoulement.

Pêche de sauvegarde :

Après la mise en place du merlon, 2 pêches de sauvegarde seront effectuées : une en rive gauche et l'autre en rive droite.

La mise en assec du chantier, en lien avec le phasage précédemment décrit, peut amener à créer ponctuellement des points d'eau déconnectés du lit mineur du Las (affouillement, point bas topographique). Même si le phasage mis en place permettra l'évacuation progressive de la plupart des individus en suivant le courant, il est possible que la création de pièces d'eau relictuelles piègent quelques individus. Dans ce cas de figure, il sera nécessaire de réaliser des pêches de sauvegarde afin de capturer les individus piégés puis de les déplacer légèrement en aval de la zone chantier.

Ces pêches de sauvegarde seront donc déclenchées le cas échéant au fur et à mesure de l'avancement du chantier et notamment lors de la mise en assec (merlon et phasage travaux). Ces pêches seront déclenchées par l'AMO/coordonateur environnement en charge du suivi du chantier. Les techniques de pêche de sauvegarde seront définies en fonction de la taille des zones à pêcher. Au regard des faibles niveaux d'eau et du descriptif chantier, seules de petites poches d'eau sont pressenties. En conséquence, les pêches de sauvegarde pourront à priori être réalisées avec du matériel léger correspondant à des épuisettes et des bassines.

Ce dispositif léger facilitera la réactivité de l'équipe en charge des pêches de sauvegarde. Dans tous les cas, les pêches de sauvegarde doivent faire l'objet d'une autorisation préalable (procédure simplifiée) auprès de la DDTM83. C'est l'organisme retenu pour les pêches de sauvegarde qui réalisera les demandes auprès de la DDTM.

5.2.4.3.2 - Impacts permanents sur la faune, la continuité écologique et mesures associées

En phase d'exploitation, l'opération projetée n'aura pas d'incidences négatives sur la faune et la continuité écologique du Las.

5.3 - Synthèse des incidences du projet et des mesures associées

Les tableaux suivants synthétisent les incidences du projet et les mesures associées en phase travaux et en phase de fonctionnement.

L'évaluation des impacts et des effets résiduels négatifs est déclinée selon 5 niveaux :

Impact positif	Impact nul	Impact faible	Impact modéré à moyen	Impact fort

L'évaluation des impacts est également accompagnée d'une appréciation sur la notion de temps de réponse : CT – court terme, MT – moyen terme, LT – long terme.

5.3.1 - En phase travaux

Thématique	Incidence	Intensité CT/MT/LT	Etat	Mesures associées	Nature de la mesure	Coût
Effets sur le milieu physique						
Milieu physique	Topographie et qualité des sols	CT	Neutre/direct/ temporaire	MR1 : Des mesures particulières en matière de gestion des matériaux excavés seront mises en œuvre dans le cadre de la phase de terrassement.	Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Risques de pollution vis-à-vis des eaux souterraines (liés aux installations de chantier, à la gestion des déchets & matériaux inertes, à la pollution accidentelle) :	CT	Négatif/direct/ temporaire	MR2 : Mesures liées aux eaux superficielles : - évacuation des sédiments au fur et à mesure de l'avancée des travaux - kit antipollution dans chaque engin - mise en place de botte de paille	Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Qualité des eaux : risque de pollution des eaux par des relargage de MES, rejet de produits polluants (micropolluants) & pollution accidentelle	CT	Négatif/direct/ temporaire	Toutes les mesures seront prises afin de prévenir toute fuite accidentelle de pollution vers le cours d'eau (mesure MR3) : - pas de stationnement d'engins dans le lit du cours d'eau - évacuation des sédiments au fur et à mesure de l'avancée des travaux - aucune opération de terrassement en période de pluie - gestion des déchets sur le chantier - kit antipollution dans chaque engin - mise en place de botte de paille	Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Fonctionnement hydraulique	CT	Négatif/direct/ temporaire	MR4 : Surveillance des risques de crues pendant le chantier (abonnement météorologique) et mise en place d'un plan d'intervention en cas de crue (procédure	Réduction	Intégré au coût global des travaux

Thématique	Incidence	Intensité CT/MT/LT	Etat	Mesures associées	Nature de la mesure	Coût
				avant le démarrage du chantier). Les travaux seront réalisés en période de basse eaux		
	Aucune incidence sur des captages AEP ou sur les activités de loisirs	CT	Négatif/direct/ temporaire	Toutes les mesures de protection MR2,MR3 et M4 (eaux superficielles et souterraines) seront appliquées	Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Effets sur le milieu naturel					
Milieu naturel	La zone de projet n'interfère avec aucun site Natura 2000 ou aucune ZNIEFF, et n'a aucune incidence sur le site Natura 2000 « Mont Caume - mont Faron - forêt domaniale des Morières »		Négatif/direct/ temporaire	Mise en place des mesures courantes de chantier (thématiques gestion des eaux, pollution ..) et de l'ensemble de la mesure MR3	Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Certains habitats naturels ont des enjeux régionaux et locaux assez fort. Des espèces d'EVEE ont été observées à proximité de la zone de travaux.	CT	Négatif/direct/ temporaire	En plus de la mesure MR3, la mesure MR5 est à mettre en place : - Calendrier d'intervention adapté aux contraintes biologiques - Mesures particulières pour limiter la dissémination des EVEE	Evitement / Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Les principaux enjeux relatifs à l'aire d'étude concernent les poissons et plus particulièrement le Barbeau méridional dont une population reproductrice a été avérée au sein de l'aire d'étude (frayère).	CT	Négatif/direct/ temporaire	En plus de la mesure MR3, la mesure MR6 est à mettre en place : -adaptation du calendrier d'intervention -mise en place de merlons afin de travailler en assec (MR7) - réalisation de deux pêches de sauvegarde sur la rive gauche et droite MR7)	Evitement / Réduction	Intégré au coût global des travaux

TABLEAU 7 : INCIDENCES EN PHASE TRAVAUX

5.3.2 - En phase d'exploitation

Thématique	Incidence	Intensité CT/MT/LT	Etat	Mesures associées	Nature de la mesure	Coût
Effets sur le milieu physique						
Milieu physique	Topographie : curage d'environ 1m sur 1500 m²	LT	Positif	-	-	-
	Pas de risque de modification du niveau hydrostatique et de pollution des eaux souterraines & aquifères locaux en phase aménagée	LT	Nul	-	-	-
	Absence d'incidences sur la qualité des eaux superficielles : pas de risque de pollution par les MES et les autres substances polluantes : hydrocarbures, (pas d'activité sur le site en situation future).	LT	Nul	-	-	-
	Fonctionnement hydraulique	LT	Positif : -Permet de redonner la capacité hydraulique à l'ouvrage enterré -Permet de retarder le débordement du Las du Jonquet (entrée de l'ouvrage) -Permet de réduire les hauteurs d'eau, voire localement des mises d'eau pour des crues courantes.	-	-	-

Thématique	Incidence	Intensité CT/MT/LT	Etat	Mesures associées	Nature de la mesure	Coût
	Aucune incidence sur des captages AEP ou sur les activités de loisirs					
Effets sur le milieu naturel						
Milieu naturel	Absence d'incidences permanentes sur les zonages d'inventaire et de protection du milieu naturel	LT	Nul	-	-	-
	Absence d'incidences sur la flore et les habitats	LT	Nul	-	-	-
	Absence d'incidences sur la faune et la continuité écologique	LT	Nul	-	-	-

6 - COMPATIBILITE AVEC LES SCHEMAS ET DOCUMENTS REGLEMENTAIRES EXISTANTS

6.1 - Compatibilité du projet avec le SDAGE

6.1.1 - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Institué par la loi sur l'eau de 1992, le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux) est un instrument de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la directive cadre sur l'eau et de la loi sur l'eau, des objectifs environnementaux pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines).

Il détermine aussi les aménagements et les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques, afin de réaliser les objectifs environnementaux, ainsi que les sous-bassins hydrographiques pour lesquels un SAGE devra être réalisé.

6.1.1.1 - Le SDAGE RM en vigueur (2022-2027)

Le SDAGE a une valeur juridique particulière en lien avec les décisions administratives et avec les documents d'aménagement du territoire. Ainsi, les documents d'urbanisme, schémas de cohérence territoriale, plans locaux d'urbanisme, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ... doivent être compatibles avec les orientations fondamentales et avec les objectifs de qualité et quantité des eaux définis par le SDAGE.

Révisé tous les 6 ans, il fixe les orientations fondamentales et dispositions pour une gestion équilibrée de la ressource en eau et le maintien ou la restauration du bon état des milieux aquatiques. Il intègre les obligations prévues par la DCE ainsi que les orientations et instructions nationales relatives à la politique de l'eau. Son contenu est précisé par arrêté ministériel.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 et son programme de mesures ont été adoptés à l'unanimité par le Comité de Bassin, le vendredi 18 mars 2022.

L'arrêté d'approbation du Préfet coordonnateur de bassin a été signé le 21 mars 2022.

Les orientations fondamentales (OF) sont au nombre de 9, dont certaines font l'objet de sous-orientations, :

- OF n°0 : S'adapter aux effets du changement climatique ;
- OF n°1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- OF n°2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- OF n°3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau
- OF n°4 : Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
- OF n°5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé :
 - ✓ OF n°5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle,
 - ✓ OF n°5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques,
 - ✓ OF n°5C : Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses,
 - ✓ OF n°5D : Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles,
 - ✓ OF n°5 E : Évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine ;
- OF n°6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides :
 - ✓ OF 6A : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques,
 - ✓ OF 6B : Préserver, restaurer et gérer les zones humides,
 - ✓ OF 6C : Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau ;
- OF n°7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;

- OF n°8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

6.1.2 - Articulation du projet avec le SDAGE

Le SDAGE RMC 2022-2027 est actuellement en vigueur.

Le tableau suivant présente les orientations et sous-orientations concernées par le projet d'arasement des tufs.

Orientations	Dispositions	Analyse de la compatibilité du projet
Orientation 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Disposition : 2-02 : Evaluer et suivre les impacts du projet	Une analyse des incidences du projet et les mesures associées est présentée dans le chapitre 5.2 - Incidences du projet sur la ressource en eau, les milieux aquatiques, le milieu humain et les mesures associées.
Orientation 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Disposition : 8-07 : Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines.	La réalisation des travaux d'arasement des dépôts de tufs au niveau de la partie couverte du Las permet une diminution significative des hauteurs d'eau pour des crues courantes voire localement des mises hors d'eau. Ces travaux participent à la réduction des inondations pour des crues fréquentes.

Le projet est compatible avec les orientations du SDAGE RM 2022-2027 actuellement en vigueur.

6.2 - Compatibilité avec le PAPI Petits Côtiers Toulonnais

Le PAPI est un document qui regroupe l'ensemble des actions mises en œuvre pour réduire la vulnérabilité du territoire face au risque inondation (débordement de cours d'eau, ruissellement urbain, submersion marine). L'intérêt d'une telle démarche PAPI est de permettre une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur l'ensemble du territoire et de mobiliser l'ensemble des acteurs, publics et privés

Le PAPI Petits Côtiers Toulonnais (PCT) intègre une gestion durable du risque inondation sur l'ensemble du territoire en vue de réduire les conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Le PAPI PCT se déroulera en deux temps :

- La première phase (2018-2021), dénommée « PAPI Complet », consiste sur une période courte, à améliorer la connaissance du risque inondation sur le territoire, à mener les premières actions de sensibilisation des

populations concernées et de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes, ainsi que les premiers travaux d'aménagement ciblés sur les zones à enjeux ;

- La deuxième phase (2022-2027), le « PAPI Complet » n°2, complétera les actions précédentes par des travaux d'aménagement complémentaires ciblés sur les zones à enjeux.

Le PAPI PCT [2018-2021], a été programmé sur une période de trois années pour lancer les premières actions d'urgence face aux risques d'inondation. Avec la validation de l'Etat, un avenant à la convention-cadre vient d'être signé par l'ensemble des partenaires permettant ainsi au PAPI PCT d'être prolongé de 18 mois, jusqu'en juin 2023.

Le PAPI PCT [2018-2021] comporte 6 axes :

- Axe 1 - Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque
- Axe 2 - Surveillance, prévision des crues et des inondations
- Axe 3 - Alerte et gestion de crise
- Axe 4 - Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme
- Axe 5 – Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens
- Axe 6 – Ralentissement des écoulements et entretien des cours d'eau

L'arasement des tufs en sortie de la partie couverte du Las permet de répondre à l'axe 5 – actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens, car ces travaux vont permettre de réduire le risque d'inondation.

Le projet est compatible avec les axes du PAPI Petits Côtiers Toulonnais.

7 - RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU PARMIS LES ALTERNATIVES

La planche d'essai, réalisée en novembre 2023, a permis d'apporter les informations nécessaires, afin de déterminer la méthode de travaux la plus efficace, dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement hydraulique de la section enterrée de la Rivière Neuve.

8 - MOYENS DE SURVEILLANCE

8.1 - Suivi et surveillance en phase travaux

Les mesures à suivre en phase travaux sont détaillées au chapitre 5.2 - Incidences du projet sur la ressource en eau, les milieux aquatiques, le milieu humain et les mesures associées.

8.2 - Suivi des ouvrages en phase exploitation

En phase exploitation, aucune mesure ne sera mise en œuvre.

9 - ELEMENTS GRAPHIQUES UTILES A LA COMPREHENSION DES PIECES DU DOSSIER

Les éléments graphiques sont insérés dans le corps du texte.

**ANNEXE 1 : DELIBERATION DE LA METROPOLE RELATIVE AU TRANSFERT
DES BIENS IMMOBILIERS DE LA VILLE DE TOULON A LA METROPOLE
RELATIFS AUX COMPETENCES « VOIRIE », « ESPACES PUBLICS », «
PARCS ET AIRES DE STATIONNEMENT », ET « VALORISATION DES
ESPACES PAYSAGERS »**

ANNEXE 2 : ACCORD TACITE DU DOSSIER DE DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT DU 9/12/2023

ANNEXE 3 : ARRETE DU 21/12/2023 PORTANT DECISION D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EN APPLICATION DE L'ARTICLES R122-3-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 4 : RAPPORT DES TRAVAUX D'ESSAI DU CURAGE DU LAS DE DECEMBRE 2023

ANNEXE 5 : EVALUATION SIMPLIFIEE DES INCIDENCES NATURA 2000

ANNEXE 6 : RAPPORT D'ANALYSE EUROFINS DU 19.12.2023



ARASEMENT DES TUFs DE LA RIVIERE NEUVE DANS LE LAS

RESUME NON TECHNIQUE

11 mars 2024



Informations relatives au document

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Auteur(s) A.FINCK / G. BINON
Fonction Chargée d'études / Technicien confirmé
Volume du document
Version V1b
Référence

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Version	Date	Vérifié par	Fonction	Signature
V1a	02/02/2024	A.SIMONETTI		
V1b	09/02/2024	A.SIMONETTI		

DESTINATAIRES

Nom	Entité
A.SIMONETTI	MTPM

SOMMAIRE

1 NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	5
2 L'EMPLACEMENT SUR LEQUEL L'INSTALLATION, L'OUVRAGE, LES TRAVAUX OU L'ACTIVITE DOIVENT ETRE REALISES	6
2.1 Plan de situation au 1/25 000 ème	6
2.2 Zone d'étude	7
3 LA NATURE, LA CONSISTANCE, LE VOLUME ET L'OBJET DE L'OUVRAGE, DE L'INSTALLATION, DES TRAVAUX OU DE L'ACTIVITE ENVISAGES, AINSI QUE LA OU LES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE DANS LESQUELLES ILS DOIVENT ETRE RANGES.....	8
3.1 Contexte et objectifs de l'opération	8
3.2 Modalités de réalisation des travaux.....	9
3.2.1 Méthodologie pour le curage complet	9
3.2.2 Durée et période d'intervention.....	10
3.3 Estimation des coûts de travaux	10
3.4 Rubrique de la nomenclature IOTA donc relève le projet.....	10
4 DOCUMENT D'INCIDENCES	12
4.1 Etat initial de l'environnement.....	12
4.2 Incidences du projet sur la ressource en eau, les milieux aquatiques, le milieu humain et les mesures associées	13
4.2.1 En phase travaux.....	14
4.2.2 En phase d'exploitation.....	16
5 COMPATIBILITE AVEC LES SCHEMAS ET DOCUMENTS REGLEMENTAIRES EXISTANTS	18
6 RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU PARMIS LES ALTERNATIVES.....	18

FIGURES

FIGURE 1 : PLAN DE SITUATION DU PROJET A L'ECHELLE 1/25000EME – SOURCE : IGN	6
FIGURE 2 : LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE	7
FIGURE 3 : SCHEMA DE LA ZONE D'INTERVENTION SCINDEE – SOURCE : NATURALIA	9

TABLEAUX

TABLEAU 1 : RUBRIQUES DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNEES PAR LE PROJET	11
TABLEAU 2 : TABLEAU DE SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX.....	12
TABLEAU 3 : INCIDENCES EN PHASE TRAVAUX.....	14
TABLEAU 4 : INCIDENCES EN PHASE EXPLOITATION.....	16

1 NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR



Métropole Toulon Provence Méditerranée

107 boulevard Henri Fabre

83 000 Toulon

Monsieur le Président M GIRAN

SIRET : 24830054383000

Forme juridique : Administration publique générale

2 L'EMPLACEMENT SUR LEQUEL L'INSTALLATION, L'OUVRAGE, LES TRAVAUX OU L'ACTIVITE DOIVENT ETRE REALISES

2.1 Plan de situation au 1/25 000 ème

La zone de projet est localisée au niveau du Las, à l'intersection du quai de la rivière neuve et de l'avenue Jean Rambaud, à Toulon.



FIGURE 1 : PLAN DE SITUATION DU PROJET A L'ECHELLE 1/25000EME – SOURCE : IGN

2.2 Zone d'étude



FIGURE 2 : LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE

3 LA NATURE, LA CONSISTANCE, LE VOLUME ET L'OBJET DE L'OUVRAGE, DE L'INSTALLATION, DES TRAVAUX OU DE L'ACTIVITE ENVISAGES, AINSI QUE LA OU LES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE DANS LESQUELLES ILS DOIVENT ETRE RANGES

3.1 Contexte et objectifs de l'opération

Des études stratégiques des bassins versants du Las et du Faveyrolles ont été réalisées en 2022 par la Métropole de Toulon.

Celles qui ont été menées sur le bassin versant du cours d'eau du Las, ont permis d'obtenir des modélisations hydrauliques de l'état actuel, qui ont montré que le débordement du cours d'eau commençait dès une crue décennale au niveau du jardin du Las (Jonquet), vers l'avenue Jean Rambaud et la RD62.

Les hauteurs d'eau peuvent atteindre 1 mètre de haut, en amont de la voie ferrée et de l'autoroute pour une crue trentennale, avec inondation de nombreux établissements tels que écoles, collèges, bibliothèque municipale, crèches, entreprises, caserne des pompiers et l'arsenal militaire de Toulon.

En crue centennale, les hauteurs d'eau peuvent atteindre 2 mètres dans le quartier du Pont du Las et le tunnel de Toulon est également inondé.

Afin d'agir contre cette problématique, des propositions d'aménagement ont été intégrées au futur PAPI des Petits Côtiers Toulonnais (PCT 2024-2029) en cours de préparation.

Parmi celles-ci, l'action HM5 : l'arasement des tufs¹, à l'aval de la section enterrée de la Rivière Neuve, est destinée à redonner sa pleine capacité au Las.

Après plusieurs visites de terrain, il s'est avéré que l'accès et la méthodologie d'intervention dans cette section couverte nécessitait de passer par une phase d'essai pour qualifier la compacité des dépôts calcaires.

La Métropole a donc réalisé le curage des atterrissements limoneux en entrée de la section couverte en novembre 2023. Les travaux se sont déroulés sur une surface d'environ 170 m² à ciel ouvert, le but étant de pouvoir faire pénétrer des engins dans la section couverte afin de qualifier la compacité des tufs et définir au mieux les travaux finaux, décrits dans ce présent dossier, qui ont lieu cette fois ci sur la partie souterraine (environ 1 500 m²). L'opération de curage d'essai a fait l'objet d'un dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'Environnement, déposé le 9 octobre 2023 (annexe 1).

De plus, le projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas, déposée par la Métropole auprès de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement le 06/11/2023. En réponse, l'arrêté du 21/12/2023 précise que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

L'objet du présent document est donc l'élaboration d'un dossier d'autorisation au titre des article L.214-1 et suivants du code de l'Environnement **relatif aux travaux d'arasement des tufs sur le cours d'eau du Las.**

Pour résumer, le présent dossier d'autorisation est donc déposé à la suite d'un dossier de déclaration ayant permis d'appréhender au mieux la compacité des tufs et donc la méthodologie de travaux la plus adaptée, et d'une demande d'examen au cas par cas, qui a permis de valider que le projet n'est pas soumis à étude d'impact.

¹ Atterrissements limoneux, formée par l'accumulation de dépôts calcaires.

3.2 Modalités de réalisation des travaux

3.2.1 Méthodologie pour le curage complet

Afin de permettre le maintien d'une voie de circulation sur le quai Rivière Neuve de jour, la méthodologie essayée lors de la planche d'essais a été concluante.

Cette méthode est la suivante :

- Mise en place d'une pelle compacte 36T en surface sur la voie de gauche du quai rivière neuve afin de :
 - Descendre des engins dans le lit du Las tous les matins et les remonter tous les soirs ;
 - Evacuer les déblais depuis le quai rivière neuve (avec protection de la chaussée) grâce à la longueur du bras ;
 - Stationnement la nuit sur l'espace vert.
- Mise en place d'une mini-pelle et d'une mini chargeuse type BOBCAT dans le lit de la rivière afin d'effectuer les attaques ponctuelles et le transport de matériaux du front de taille jusqu'à la zone d'évacuation à ciel ouvert accessible par la pelle 36T.
- Préservation des espaces naturels et de la biodiversité en limitant l'impact des travaux notamment de terrassements à l'aide de botes de pailles en limite d'emprise limitant la diffusion de fines dans le cours d'eau et ainsi la turbidité en aval.

De plus, le bureau d'études Naturalia préconise la mise en place de point d'arrêt, ainsi que l'organisation de pêches de sauvages.

En effet, l'arasement ne sera pas effectué d'un seul tenant sur l'intégralité du lit du Las. La zone d'intervention sera scindée en deux secteurs afin de maintenir un espace d'écoulement. Un merlon sera mis en place afin de générer une mise au sec dans un premier temps seulement sur un côté du lit mineur du Las. Le merlon sera créé en amont immédiat du chantier (perpendiculaire au Las) puis sur toute la longueur du chenal (cf. schéma ci-dessous).

Le choix du côté prioritaire d'intervention dépendra le cas échéant de l'écoulement au moment du chantier (prévu en janvier-février 2025). En effet, il sera privilégié pour débiter le chantier par le côté au niveau duquel l'écoulement est le plus faible.

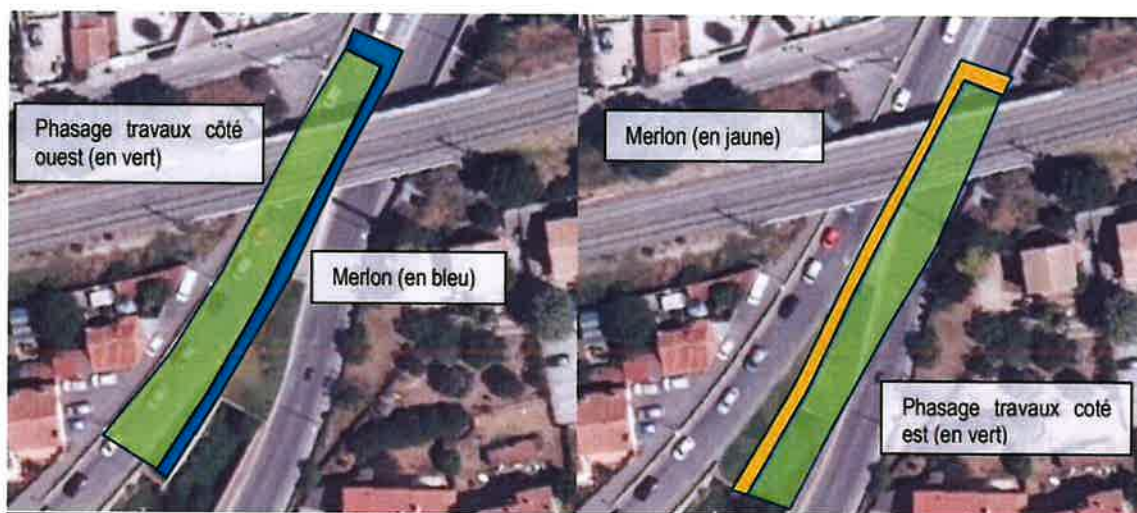


FIGURE 3 : SCHEMA DE LA ZONE D'INTERVENTION SCINDEE – SOURCE : NATURALIA

Une fois la première moitié du chantier terminé (tout un côté), la partie longitudinale du merlon restera en place et c'est seulement la partie amont du merlon (perpendiculaire) qu'il sera nécessaire de déplacer. Une fois les travaux terminés, les matériaux (merlon) seront retirés afin de restituer l'ensemble de l'espace d'écoulement.

En complément, une première pêche de sauvegarde sera effectuée au préalable, avant le démarrage des travaux. D'autres opérations seront enclenchées, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, et notamment lors de la mise en assec (merlon et phasage travaux). Ces pêches seront déclenchées par l'AMO/coordonateur environnement en charge du suivi du chantier.

C'est cette méthodologie qui sera employée lors de l'opération de curage.

3.2.2 Durée et période d'intervention

Le planning estimatif propose une durée d'intervention de 5 semaines, étalées sur les mois de janvier et de février 2025.

3.3 Estimation des coûts de travaux

Les travaux sont estimés à 550 000€ HT.

3.4 Rubrique de la nomenclature IOTA donc relève le projet

L'article R.214-1 du Code de l'Environnement établit la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement. Au regard de cette nomenclature, le projet est concerné par la rubrique suivante :

RUBRIQUE	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE	RÉGIME	APPLICATION AU PROJET
3.1.5.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :</p> <p>1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ;</p> <p>2° Dans les autres cas (D).</p>	Autorisation	<p>Les travaux ont lieu au niveau de la partie souterraine, sur environ 1 500 m².</p> <p>SOUmis A AUTORISATION</p>

RUBRIQUE	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE	RÉGIME	APPLICATION AU PROJET
3.2.1.0	<p>Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :</p> <p>1° Supérieur à 2 000 m3 (A) ;</p> <p>2° Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ;</p> <p>3° Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D).</p>	Déclaration	<p>Le volume de sédiments extraits est inférieur à 2000m3 et la teneur est inférieure au niveau de référence S1.</p> <p>SOUmis A DECLARATION</p>

TABLEAU 1 : RUBRIQUES DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNEES PAR LE PROJET

4 DOCUMENT D'INCIDENCES

4.1 Etat initial de l'environnement

L'analyse de l'état initial et de son environnement a abouti à la connaissance des milieux traversés, nécessaire pour dégager les enjeux et contraintes du site au regard des caractéristiques du projet.

Le tableau suivant reprend l'ensemble des thématiques de l'état initial et hiérarchise les enjeux du territoire en fonction de leurs sensibilités par rapport au projet. Cette hiérarchisation permet de définir les principaux objectifs environnementaux du projet.

Composante environnementale	Enjeux environnementaux	Sensibilité vis-à-vis du projet
Milieu physique	La zone de projet est caractérisée par un climat méditerranéen côtier dans l'étage bioclimatique subhumide tempéré à chaud. Les étés sont chauds et secs, les hivers doux et la pluviosité hétérogène.	Faible
	Le site du projet est localisé sur une zone de recouvrement de type épandages locaux, colluvions, cailloutis, limons (Py Würm).	Faible
	Dans la limite d'incertitude du laboratoire, l'ensemble des échantillons reste inférieur au seuil S1 autorisé.	Modérée
	Cependant, plusieurs non-conformités vis à vis des seuils de l'arrêté du 12/12/2014 ont été constatés sur 4 échantillons, ne permettant pas l'évacuation des matériaux en Installation de Stockage de Déchets Inertes.	Modérée
	La zone du projet se trouve au niveau de la masse d'eau souterraine FRDG514 : Domaine marno-calcaires région de Toulon. La masse d'eau souterraine FRDG514 a comme objectif le maintien de son bon état quantitatif et chimique.	Modérée
	La masse d'eau superficielle concernée par le projet est la suivante : FRDR116b « l'Aval du Las ».	Modérée
	Cette masse d'eau est classée comme étant en bon état quantitatif et chimique.	
	La zone du projet est en dehors de tout périmètre de protection rapproché des captages pour l'alimentation en eau potable. Les activités de loisirs ne sont pas développées dans la zone de projet.	Faible
Milieu naturel	La zone de projet n'interfère avec aucun site Natura 2000, et aucune ZNIEFF. L'Espace Naturel Sensible de « La Massillonne », est située à 574,4 m. L'enjeu piscicole est fort : présence de frayère à barbeaux.	Fort
Risques naturels et technologiques	Le risque d'inondation est qualifié de modéré.	Modérée
	La zone du projet se situe dans une zone de risque faible par rapport aux aléas incendies.	Faible
	Le risque sismique dans la commune est le suivant : 2 - FAIBLE	Faible
	Un ancien site industriel et une canalisation de gaz se trouvent à proximité du projet.	Faible

TABLEAU 2 : TABLEAU DE SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

4.2 Incidences du projet sur la ressource en eau, les milieux aquatiques, le milieu humain et les mesures associées

Les tableaux suivants synthétisent les incidences du projet et les mesures associées en phase travaux et en phase de fonctionnement.

L'évaluation des impacts et des effets résiduels négatifs est déclinée selon 5 niveaux :

Impact positif	Impact nul	Impact faible	Impact modéré à moyen	Impact fort

L'évaluation des impacts est également accompagnée d'une appréciation sur la notion de temps de réponse : CT – court terme, MT – moyen terme, LT – long terme.

4.2.1 En phase travaux

TABLEAU 3 : INCIDENCES EN PHASE TRAVAUX

Thématique	Incidence	Intensité CT/MT/LT	Etat	Mesures associées	Nature de la mesure	Coût
Effets sur le milieu physique						
Milieu physique	Topographie et qualité des sols	CT	Neutre/direct/ temporaire	MR1 : Des mesures particulières en matière de gestion des matériaux excavés seront mises en œuvre dans le cadre de la phase de terrassement.	Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Risques de pollution vis-à-vis des eaux souterraines (liés aux installations de chantier, à la gestion des déchets & matériaux inertes, à la pollution accidentelle) :	CT	Négatif/direct/ temporaire	MR2 : Mesures liées aux eaux superficielles : - évacuation des sédiments au fur et à mesure de l'avancée des travaux - kit antipollution dans chaque engin - mise en place de botte de paille	Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Qualité des eaux : risque de pollution des eaux par des rejets de MES, rejet de produits polluants (micropolluants) & pollution accidentelle	CT	Négatif/direct/ temporaire	Toutes les mesures seront prises afin de prévenir toute fuite accidentelle de pollution vers le cours d'eau (mesure MR3) : - pas de stationnement d'engins dans le lit du cours d'eau - évacuation des sédiments au fur et à mesure de l'avancée des travaux - aucune opération de terrassement en période de pluie - gestion des déchets sur le chantier - kit antipollution dans chaque engin - mise en place de botte de paille	Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Fonctionnement hydraulique	CT	Négatif/direct/ temporaire	MR4 : Surveillance des risques de crues pendant le chantier (abonnement météorologique) et mise en place d'un plan d'intervention en cas de crue (procédure avant le démarrage du chantier). Les travaux seront réalisés en période de basse eaux	Réduction	Intégré au coût global des travaux

Thématique	Incidence	Intensité CT/MT/LT	Etat	Mesures associées	Nature de la mesure	Coût
	Aucune incidence sur des captages AEP ou sur les activités de loisirs	CT	Négatif/direct/ temporaire	Toutes les mesures de protection MR2,MR3 et M4 (eaux superficielles et souterraines) seront appliquées	Réduction	Intégré au coût global des travaux
Effets sur le milieu naturel						
Milieu naturel	La zone de projet n'interfère avec aucun site Natura 2000 ou aucune ZNIEFF, et n'a aucune incidence sur le site Natura 2000 « Mont Gaume - mont Faron - forêt domaniale des Morières »	-	Négatif/direct/ temporaire	Mise en place des mesures courantes de chantier (thématiques gestion des eaux, pollution ...) et de l'ensemble de la mesure MR3	Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Certains habitats naturels ont des enjeux régionaux et locaux assez fort. Des espèces d'EVEE ont été observées à proximité de la zone de travaux.	CT	Négatif/direct/ temporaire	En plus de la mesure MR3, la mesure MR5 est à mettre en place : - Calendrier d'intervention adapté aux contraintes biologiques - Mesures particulières pour limiter la dissémination des EVEE	Evitement / Réduction	Intégré au coût global des travaux
	Les principaux enjeux relatifs à l'aire d'étude concernent les poissons et plus particulièrement le Barbeau méridional dont une population reproductrice a été avérée au sein de l'aire d'étude (frayère).	CT	Négatif/direct/ temporaire	En plus de la mesure MR3, la mesure MR6 est à mettre en place : - adaptation du calendrier d'intervention - mise en place de merlons afin de travailler en assec (MR7) - réalisation de deux pêches de sauvegarde sur la rive gauche et droite (MR7)	Evitement / Réduction	Intégré au coût global des travaux

4.2.2 En phase d'exploitation

TABLEAU 4 : INCIDENTES EN PHASE EXPLOITATION

Thématique	Incidence	Intensité CT/MT/LT	Etat	Mesures associées	Nature de la mesure	Coût
Effets sur le milieu physique						
Milieu physique	Topographie : curage d'environ 1m sur 1500 m²	LT	Positif	-	-	-
	Pas de risque de modification du niveau hydrostatique et de pollution des eaux souterraines & aquifères locaux en phase aménagée	LT	Nul	-	-	-
	Absence d'incidences sur la qualité des eaux superficielles : pas de risque de pollution par les MES et les autres substances polluantes : hydrocarbures, (pas d'activité sur le site en situation future).	LT	Nul	-	-	-
	Fonctionnement hydraulique	LT	Positif : -Permet de redonner la capacité hydraulique à l'ouvrage enterré -Permet de retarder le débordement du Las du Jonquet (entrée de l'ouvrage) -Permet de réduire les hauteurs d'eau, voire localement des mises d'eau pour des crues courantes.	-	-	-

Thématique	Incidence	Intensité CT/MT/LT	Etat	Mesures associées	Nature de la mesure	Coût
	Aucune incidence sur des captages AEP ou sur les activités de loisirs					
Effets sur le milieu naturel						
Milieu naturel	Absence d'incidences permanentes sur les zonages d'inventaire et de protection du milieu naturel	LT	Nul	-	-	-
	Absence d'incidences sur la flore et les habitats	LT	Nul	-	-	-
	Absence d'incidences sur la faune et la continuité écologique	LT	Nul	-	-	-

5 COMPATIBILITE AVEC LES SCHEMAS ET DOCUMENTS REGLEMENTAIRES EXISTANTS

Le présent projet est compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée en vigueur (2022-2027) et avec le PAPI Petit Côtiers Toulonnais (2022-2027).

6 RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU PARMIS LES ALTERNATIVES

La planche d'essai, réalisée en novembre 2023, a permis d'apporter les informations nécessaires, afin de déterminer la méthode de travaux la plus efficace, dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement hydraulique de la section enterrée de la Rivière Neuve.

Procédures concernées par l'autorisation environnementale sollicitée

Ne sont pas compris dans le champ d'application du présent Cerfa les projets mentionnés au II de l'article L. 181-2 du code de l'environnement.

Demande d'autorisation environnementale concernant :

- ☒ Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation mentionnés au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
- ☐ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation mentionnées à l'article L. 512-1 du code de l'environnement
- ☐ Un ou plusieurs travaux de recherche et d'exploitation des substances de mines, des gîtes géothermiques et des substances de carrières contenues dans les fonds marins du domaine public, sur le plateau continental, et dans la zone économique exclusive, soumis à autorisation en application des articles L. 133-6, L. 162-1, L. 162-3 et L. 162-6 du code minier, à l'exclusion des travaux relevant de l'article L. 112-2 de ce code et des autorisations d'exploitation mentionnées à l'article L. 611-1 du même code, et travaux mentionnés à l'article L. 211-2 du code minier, lorsque ces derniers ne sont pas des installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Un autre projet soumis à évaluation environnementale mentionné aux articles L. 181-1 et au II du L. 122-1-1 du code de l'environnement

Autres procédures concernées :

- ☐ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement
- ☐ Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
- ☐ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement, sauf si cette déclaration est réalisée à part
- ☐ Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement)
- ☐ La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'une réserve naturelle (au titre des articles L. 332-6 et L. 332-9 du code de l'environnement)
- ☐ La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement (au titre des articles L. 341-7 et L. 341-10 du code de l'environnement)
- ☐ Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux requérant une dérogation « espèces et habitats protégés » (au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement)
- ☐ Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux pouvant faire l'objet d'une absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 (au titre de l'article L. 414-4 du code de l'environnement)
- ☐ Un dossier agrément OGM (au titre de l'article L. 532-3 du code de l'environnement)
- ☐ Un dossier agrément déchets (au titre de l'article L. 541-22 du code de l'environnement)
- ☐ Une installation de production d'électricité requérant une autorisation d'exploiter (au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie)
- ☐ Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation de défrichement (au titre des articles L. 214-13 et L. 341-3 du code forestier)
- ☐ Des autorisations spécifiques nécessaires à une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (au titre des articles L. 5111-1-6, L. 5112-2, L. 5114-2, L. 5113-1 du code de la défense, L. 54 du code des postes et des communications électroniques, L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, L. 6352-1 du code des transports)
- ☐ Un projet d'infrastructure terrestre linéaire de transport liée à la circulation routière ou ferroviaire réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires (au titre des articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine)
- ☐ La modification d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (au titre des points 1° à 4° du IV et au VI de l'article L. 212-1 du code de l'environnement et prévue au VII du même article L. 212-1)
- ☐ Les travaux miniers objets d'une déclaration (au titre des articles L. 162-1 et L. 162-10 du code minier)
- ☐ Une autorisation de porter atteinte aux allées d'arbres ou alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique (au titre de l'article L. 350-3 du code de l'environnement)

Informations générales sur le projet

2.1 Nature de l'objet de la demande

Nouveau projet, activité, installation, ouvrage ou travaux)

Extension/Modification substantielle¹

2.2 Adresse du projet

N° voie

Type de
voie

Nom de la voie

Au niveau du quai de la rivière Neuve

Lieu-dit ou BP

Code postal

83000

Localité

Toulon

2.3 Pour un projet terrestre, précisez les références cadastrales :

[illegible]

2.4 Pour un projet maritime, fluvial, ferroviaires, de voirie ou routier, précisez les références géographiques :

[illegible]

¹ Modifications substantielles d'une AIOT existante conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Le présent formulaire portera sur les modifications envisagées ainsi que leurs interactions avec les installations déjà existantes.

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

S'agissant d'un projet IOTA (relevant du 1° de l'article L. 181-1) ou d'un projet de travaux (relevant du 3° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement), nombre de pétitionnaires : ²

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom Date de naissance
Lieu de naissance Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination Métropole Toulon Provence Méditerranée Raison sociale
N° SIRET 24830054300217 Forme juridique Métropole

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publiée sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D. 312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie 107 Type de voie boulevard Nom de voie Henri Fabre
 Lieu-dit ou BP CS30536
Code postal 83041 Localité Toulon CEDEX
Si le demandeur habite à l'étranger Pays Province/Région
N° de téléphone 0494938300 Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaireMadame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☐

Nom, prénom Alexandra Simonetti Raison sociale
Service Direction de la prévention et des risques Fonction Chargée d'opérations

Adresse

N° voie 107 Type de voie boulevard Nom de voie Henri Fabre
 Lieu-dit ou BP
Code postal 83000 Localité Toulon
N° de téléphone Adresse électronique

² Se référer à l'annexe II

4.1.1 Description de l'AIOT envisagée, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés de mise en œuvre, notamment sa nature et son volume [cf. projets tels que définis à l'article L. 181-1 du code de l'environnement].

L'étude stratégique du bassin versant du Las réalisée en 2022 par la Métropole a débouché sur un certain nombre de propositions d'aménagements pour réduire les débordements lors des crues pour des occurrences fréquentes. Ces propositions ont été intégrées au futur PAPI des Petits Côtiers Toulonnais (PCT 2024-2029) en cours de préparation : parmi celles-ci, l'action d'arasement des tufs (=concrétion calcaire), dans la section enterrée du Las, qui est destinée à lui redonner sa pleine capacité.

En effet, le Las a été dévié au XVII^{ème} siècle au niveau du quartier du Jonquet et passe en souterrain sur 1,5 km. En sortie de l'ouvrage, le Las est chenalisé par un canal béton à ciel ouvert ne permettant pas une diversification des milieux et des dynamiques d'écoulement. Par ailleurs, la faible pente du tronçon et l'élargissement de la section d'écoulement en sortie de l'ouvrage souterrain créent des conditions favorables à des atterrissements et au dépôt de tufs dans l'ouvrage.

Ces dépôts, en s'accumulant et se cimentant, ont entraîné une réduction de la capacité d'écoulement du Las dans l'ouvrage allant parfois jusqu'à 1m de hauteur.

Les travaux consistent à retirer les tufs sur une hauteur de 1m sur environ 1 500 m² de superficie.

Les matériaux seront évacués en décharge agréée.

Un curage d'essai des tufssur 170 m² a été réalisé en décembre 2023 sur une base d'un dossier de déclaration n°100031632.

Ces essais ont permis de valider le mode opératoire d'enlèvement, d'évacuation et de traitement des tufs.

4.1.2. Description des moyens de suivi et de surveillance :

Des mesures seront prises afin de limiter au maximum l'impact des travaux sur la faune et les habitats naturels, telles que pêche électrique, bottes de paille etc.

Le calendrier sera adapté afin d'éviter la période de fraie du Barbeau méridional. Des mesures relatives au milieu aquatique seront proposées par le bureau d'étude naturaliste afin d'éviter toute incidence sur la faune halieutique (turbidité, ...).

Un diagnostic sédimentaire a été réalisé afin de permettre aux matériaux issus du curage, d'être évacués vers les centres de traitement adéquats. Des mesures particulières en matière de gestion des matériaux excavés sont donc mises en œuvre : suivi des travaux d'extraction et de stockage temporaire de matériaux, traçabilité des matériaux jusqu'à leur lieu de dépôt définitif.

4.1.3. Description des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées :

Les mesures d'intervention en cas d'accident et d'incident ont été identifiées et précisées au niveau des mesures d'évitement et de réduction :

- MR1 : prévenir les impacts sur la qualité des sols
- MR2 : prévenir la pollution des eaux souterraines
- MR3 : dispositifs préventifs de lutte contre les pollutions en phase chantier
- MR4 : surveillance des inondations
- MR5 : réduction de l'impact sur la flore et les habitats naturels
- MR6 : phasage des travaux en fonction du calendrier écologique des espèces
- MR7 : organisation du chantier avec prise en compte de la faune piscicole et pêches de sauvegarde

4.1.4. Description des mesures permettant une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable :

Non concerné

4.2.1 Activité IOTA

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature « loi sur l'eau » dans laquelle ou lesquelles l'installation, l'ouvrage, les travaux ou les activités doivent être rangés :

[illegible]

4.2.2 Activité ICPE

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

[illegible]

4.2.3 Travaux miniers

Précisez le ou les items de travaux miniers dont l'installation relève :

Les « items » de travaux miniers sont :

- Les alinéas de l'article 3 (régime autorisation) et de l'article 4 (régime déclaration) du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains,
- « GM - Travaux de recherche et d'exploitation des substances de carrières en mer » : Travaux de recherche et d'exploitation des substances de carrières contenues dans les fonds marins du domaine public, sur le plateau continental, et dans la zone économique exclusive, soumis à autorisation en application des articles L. 133-6, L. 162-1, L. 162-3 et L. 162-6 du code minier, à l'exclusion des travaux relevant des articles L. 112-2 et L. 611-1 du même code (régime autorisation)
- « StS - Stockage souterrain hors ICPE » : Travaux mentionnés à l'article L. 211-2 du code minier, lorsque ces derniers ne relèvent pas du 2° du L. 181-1 du code de l'environnement (régime autorisation)

Libellés des items concernés	Désignation des installations avec caractéristiques exprimées dans les unités des critères de classement lorsqu'ils existent	Régime

4.2.4. Pour les projets, qui ne sont ni des IOTA, ni des ICPE, ni des travaux miniers soumis à autorisation environnementale au sens de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, et pour les projets mentionnés au troisième alinéa de ce II :

Précisez la ou les catégorie(s) de la nomenclature relative à évaluation environnementale (annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement) dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

Catégories de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas

4.2.5 Le projet soumis à la présente demande relève-t-il déjà de procédure(s) au titre d'une autre législation³? Oui ☒ Non ☐

Si oui, préciser les autorisations ou déclarations déposées préalablement à la présente demande :

Intitulé de la demande autre	Date de dépôt	Organisme en charge de l'instruction
Cas par cas (R122-3-1 du code de l'environn	06/11/2023	DREAL

³ Article D. 181-15-1 du code de l'environnement

Signature de la demande

À

Le

Signature du demandeur

Pièces à joindre à la demande d'autorisation environnementale

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous renseigner auprès de la préfecture de département.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet désigné par l'article R. 181-2 en quatre exemplaires papier ou sous forme électronique. S'il y a lieu, il est également fourni sous les mêmes formes dans une version dont les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4⁴ et au II. de l'article L. 124-5⁵ sont occultées [article R. 181-12 du code de l'environnement].

Chaque dossier est accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre autorisation, parmi celles énumérées ci-dessous.

Vous devez transmettre tous les documents concernés par votre demande. Le contenu de certaines pièces est détaillé dans l'annexe I.

1) Pièces à joindre pour tous les dossiers :

P.J. ⁶ n° 1. - Un plan de situation du projet, à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur lequel sera indiqué l'emplacement du projet [2° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n° 2. - Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier (notamment du point 4 du Cerfa et des pièces n°3 et n°6) [7° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n° 3. - Un justificatif de la maîtrise foncière du terrain [3° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n° 4. - Lorsque le projet est soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3-1 du code de l'environnement [5° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 5. - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, l'étude d'incidence proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement [article R. 181-14 du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n° 6 - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R.122-3-1, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision [6° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n° 7. - Une note de présentation non technique du projet [8° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n° 8. (Facultatif) Une synthèse des mesures envisagées, sous forme de propositions de prescriptions de nature à assurer le respect des dispositions des articles L.181-3, L.181-4 et R.181-43 [article R.181-13 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>

⁴ « Après avoir apprécié l'intérêt d'une communication, l'autorité publique peut rejeter la demande d'une information relative à l'environnement dont la consultation ou la communication porte atteinte :

1° Aux intérêts mentionnés aux articles L. 311-5 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration, à l'exception de ceux visés au e et au h du 2° de l'article L. 311-5 ;

2° A la protection de l'environnement auquel elle se rapporte ;

3° Aux intérêts de la personne physique ayant fourni, sans y être contrainte par une disposition législative ou réglementaire ou par un acte d'une autorité administrative ou juridictionnelle, l'information demandée sans consentir à sa divulgation ;

4° A la protection des renseignements prévue par l'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. »

⁵ « I. Lorsque'une autorité publique est saisie d'une demande portant sur des informations relatives aux facteurs mentionnés au 2° de l'article L. 124-2, elle indique à son auteur, s'il le demande, l'adresse où il peut prendre connaissance des procédés et méthodes utilisés pour l'élaboration des données.

II. L'autorité publique ne peut rejeter la demande d'une information relative à des émissions de substances dans l'environnement que dans le cas où sa consultation ou sa communication porte atteinte :

1° A la conduite de la politique extérieure de la France, à la sécurité publique ou à la défense nationale ;

2° Au déroulement des procédures juridictionnelles ou à la recherche d'infractions pouvant donner lieu à des sanctions pénales ;

3° A des droits de propriété intellectuelle. »

⁶ Pièce jointe

Pièces à joindre à la demande en fonction du projet envisagé

Le dossier de demande est complété par les pièces, documents et informations propres aux activités, installations, ouvrages et travaux prévus par le projet pour lequel l'autorisation est sollicitée ainsi qu'aux espaces et espèces faisant l'objet de mesures de protection auxquels il est susceptible de porter atteinte [article R. 181-15 du code de l'environnement].

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

VOLET 1/. LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 1° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants [au titre de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

I. Lorsqu'il s'agit de systèmes d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement ou d'installations d'assainissement non collectif, la demande comprend [I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

P.J. n° 9. - Une description du système de collecte des eaux usées [1° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

[Se référer à l'annexe I](#)

P.J. n° 10. - Si le système d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement ou l'installation d'assainissement non collectif comprend des déversoirs d'orage ou d'autres ouvrages de rejet au milieu, l'évaluation des volumes et flux de pollution actuels et prévisibles, une détermination des conditions climatiques, et une estimation des flux de pollution déversés dans le milieu récepteur. Une évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, parvenant au déversoir, ainsi que leurs variations, notamment celles dues aux fortes pluies [2° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

P.J. n° 11. - Une description des modalités de traitement des eaux collectées et des boues produites [3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

[Se référer à l'annexe I](#)

P.J. n° 12. - Si les eaux usées traitées font l'objet d'une réutilisation aux fins prévues à l'article R. 211-23, la description du projet de réutilisation des eaux usées traitées envisagé comprenant l'usage et le niveau de qualité des eaux visés, les volumes destinés à cet usage et la période durant laquelle aurait lieu cette réutilisation [4° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

P.J. n° 13. - L'estimation du coût global de la mise en œuvre du projet d'assainissement, son impact sur le prix de l'eau, le plan de financement prévisionnel, ainsi que les modalités d'amortissement des ouvrages d'assainissement. [5° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

II. Lorsqu'il s'agit d'une demande d'autorisation unique de prélèvement déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact, ou l'étude d'incidence, du projet comporte des éléments spécifiques relatifs à cette demande [II de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

[Se référer à l'annexe I](#)

III. Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.5.0 du tableau de l'article R. 214-1 (barrages de retenue et ouvrages assimilés), la demande comprend également [III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

P.J. n° 14. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l'article R. 214-122 [1° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément des informations prévues au 4° de l'article R. 181-3 du même code]

P.J. n° 15. - Une note décrivant la procédure de première mise en eau conformément aux dispositions du I de l'article R. 214-121 [2° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

P.J. n° 16. - Une étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 si l'ouvrage est de classe A ou B [3° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

[Se référer à l'annexe I](#)

P.J. n° 17. - Une note précisant que le porteur de projet disposera des capacités techniques et financières permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site [4° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 18. - Lorsque l'ouvrage est construit dans le lit mineur d'un cours d'eau [5° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 7° de l'article R. 181-13] : - l'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique, - le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation, - un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale, - un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons.	<input type="checkbox"/>
IV. Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 (système d'endiguement, aménagement hydraulique), la demande comprend en outre [IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :	
P.J. n° 19. - L'estimation de la population de la zone protégée lorsqu'il s'agit d'un système d'endiguement et l'indication du niveau de la protection au sens de l'article R. 214-119-1, dont bénéficie cette dernière [1° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 20. - La liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des ouvrages préexistants qui contribuent à la protection du territoire contre les inondations et les submersions ainsi que, lorsque le pétitionnaire n'est pas le propriétaire de ces ouvrages, les justificatifs démontrant qu'il en a la disposition ou a engagé les démarches à cette fin [2° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 21. - Dans le cas de travaux complémentaires concernant un système d'endiguement existant, au sens de l'article R. 562-13, la liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des digues existantes [3° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 22. - Les études d'avant-projet des ouvrages à modifier ou à construire ou une notice décrivant leur fonctionnalité si ces ouvrages modifiés ou construits concernent des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques [4° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 23. - L'étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 du code de l'environnement [5° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 24. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l'article R. 214-122 [6° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
V. Lorsqu'il s'agit d'un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau prévue par l'article L. 215-15 du code de l'environnement, la demande comprend également [V de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :	
P.J. n° 25. - La démonstration de la cohérence hydrographique de l'unité d'intervention [1° du V de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 26. - S'il y a lieu, la liste des obstacles naturels ou artificiels, hors ouvrages permanents, préjudiciables à la sécurité des sports nautiques non motorisés [2° du V de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 27. - Le programme pluriannuel d'interventions [3° du V de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 28. - S'il y a lieu, les modalités de traitement des sédiments déplacés, retirés ou remis en suspension dans le cours d'eau [4° du V de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
VI. Lorsqu'il s'agit d'installations utilisant l'énergie hydraulique, la demande comprend également [VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :	
P.J. n° 29. - Avec les justifications techniques nécessaires, le débit maximal dérivé, la hauteur de chute brute maximale, la puissance maximale brute calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale, et le volume stockable [1° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 4° de l'article R. 181-13 du même code]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 30. - Une note justifiant les capacités techniques et financières du pétitionnaire et la durée d'autorisation proposée [2° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

P.J. n° 31. - Pour les usines d'une puissance supérieure à 500 kW, les propositions de répartition entre les communes intéressées de la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements [3° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
P.J. n° 32. - En complément du 7° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement [4° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>	
- L'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique, le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation,	<input type="checkbox"/>	
- Un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale,	<input type="checkbox"/>	
- Un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons.	<input type="checkbox"/>	
P.J. n° 33. - Si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées dont les caractéristiques sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement au regard des risques qu'elles présentent, l'étude de dangers établie pour ces ouvrages conformément à l'article R. 214-116 [5° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] <u>Se référer à l'annexe I</u>	<input type="checkbox"/>	
VII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique, le dossier de demande comprend également [VII de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :		
P.J. n° 34. - Le projet du premier plan annuel de répartition prévu au deuxième alinéa de l'article R. 214-31-1 du code de l'environnement, à savoir le projet du premier plan annuel de répartition entre préleveurs irrigants du volume d'eau susceptible d'être prélevé [VII de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
VIII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet qui doit être déclaré d'intérêt général dans le cadre de l'article R. 214-88, le dossier de demande est complété par les éléments mentionnés à l'article R. 214-99, à savoir [VIII de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :		
1. Dans tous les cas [I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] :		
P.J. n° 35. - Un mémoire justifiant l'intérêt général ou l'urgence de l'opération [1° du I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
P.J. n° 36. - Un mémoire explicatif [2° du I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] <u>Se référer à l'annexe I</u>	<input type="checkbox"/>	
P.J. n° 37. - Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux [3° du I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
2. Dans les cas d'opérations pour lesquelles les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt sont appelées à participer aux dépenses [II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] :		
P.J. n° 38. - La liste des catégories de personnes publiques ou privées, physiques ou morales appelées à participer à ces dépenses [1° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
P.J. n° 39. - La proportion des dépenses dont le pétitionnaire demande la prise en charge par les personnes mentionnées au 1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement (PJ 32), en ce qui concerne, d'une part, les dépenses d'investissement, d'autre part, les frais d'entretien et d'exploitation des ouvrages ou des installations [2° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
P.J. n° 40. - Les critères retenus pour fixer les bases générales de répartition des dépenses prises en charge par les personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) [3° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
P.J. n° 41. - Les éléments et les modalités de calcul qui seront utilisés pour déterminer les montants des participations aux dépenses des personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) [4° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	

P.J. n° 42. - Un plan de situation des biens et des activités concernées par l'opération [5° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 43. - L'indication de l'organisme qui collectera les participations demandées aux personnes mentionnées en P.J. n° 32 (1° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement), dans le cas où le pétitionnaire ne collecte pas lui-même la totalité de ces participations [6° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
IX. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet relevant de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1, le dossier de demande est complété, par les éléments suivants [IX de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :	
P.J. n° 44. - Une étude préalable dont le contenu est précisé à l'article R. 211-33 [IX de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 45. - Un programme prévisionnel d'épandage dans les conditions fixées par l'article R. 211-39 du code de l'environnement et par les éléments mentionnés à l'article R. 211-46 de ce même code [IX de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
VOLET 2/. INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)	
Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 2° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants [article D. 181-15-2 du code de l'environnement] :	
Pièces à joindre pour tous les dossiers ICPE :	
P.J. n° 46. - Une description des procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation [2° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] <i>Le cas échéant, le pétitionnaire pourra adresser, en exemplaire unique et sous pli séparé, les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication.</i>	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 47. - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 181-27 dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation [3° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 48. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration [9° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 49. - L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III de l'article D. 181-15-2 [10° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>
Pièces complémentaires à joindre selon la nature ou la situation du projet :	
I. Lorsque le pétitionnaire requiert l'institution de servitudes d'utilité publique prévues à l'article L. 515-8 pour une installation à planter sur un site nouveau :	
P.J. n° 50.- Préciser le périmètre de ces servitudes et les règles souhaitées [1° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	
I. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est destinée au traitement de déchets :	
P.J. n° 51. - L'origine géographique prévue des déchets [4° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

P.J. n° 52. - La manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13 du code de l'environnement (les plans nationaux de prévention et de gestion des déchets) et L. 4251-1 du code des collectivités territoriales (le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) [4° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
II. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à quotas d'émission de gaz à effet de serre (installations relevant des articles L. 229-5 et L. 229-6 du code de l'environnement) :	
P.J. n° 53. - Une description des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre des gaz à effets de serre [a) du 5° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 54. - Une description des différents sources d'émissions de gaz à effets de serre de l'installation [b) du 5° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 55. - Une description des mesures prises pour quantifier les émissions à travers un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement prévu à l'article 14 de la directive 2003/87/ CE du 13 octobre 2003 modifiée. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant sans avoir à modifier son autorisation [c) du 5° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 56. - Un résumé non technique des informations mentionnées aux a), b) et c) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement (P.J. n° 48, 49 et 50) [d) du 5° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
III. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation IED (installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du titre I^{er} du livre V, et visées à l'annexe I de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles) :	
P.J. n° 57. - Le contenu de l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles, doit contenir les compléments prévus à l'article R. 515-59 [I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 58. - Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du code de l'environnement [II de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 59. - Une proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale [II de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
IV. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à garanties financières pour les installations mentionnées à l'article R. 516-1:	
P.J. n° 60. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 [8° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 61. - Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14, l'état de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18 du code de l'environnement [1 ^{er} alinéa du 6° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>
V. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation à implanter sur un site nouveau :	
P.J. n° 62. - L'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [11° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 63. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [11° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
Ces avis (P.J. n° 62 et 63) sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire.	
VI. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :	

P.J. n° 64. - Sauf dans le cas d'une révision en cours (P.J. n° 68), un document établi par le pétitionnaire justifiant que le projet est conforme, selon le cas, au règlement national d'urbanisme, au plan local d'urbanisme ou au document en tenant lieu ou à la carte communale en vigueur au moment de l'instruction <i>[a) du 12° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 65. - La délibération favorable prévue à l'article L. 515-47 <i>(de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétence en matière de plan local d'urbanisme ou, à défaut, du conseil municipal de la commune concernée)</i> lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou une commune a arrêté un projet de plan local d'urbanisme avant la date de dépôt de la demande d'autorisation environnementale et que les installations projetées ne respectent pas la distance d'éloignement mentionnée à l'article L. 515-44 vis-à-vis des zones destinées à l'habitation définies dans le projet de plan local d'urbanisme <i>[b) du 12° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 66. - Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine <i>[c) du 12° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i> Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 67. - Lorsque l'implantation des aérogénérateurs est prévue à l'intérieur de la surface définie par la distance minimale d'éloignement précisée par arrêté du ministre chargé des installations classées, une étude des impacts cumulés sur les risques de perturbations des radars météorologiques par les aérogénérateurs implantés en deçà de cette distance. Les modalités de réalisation de cette étude sont précisées par arrêté du ministre chargé des installations classées <i>[d) du 12° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
VII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est mentionnée à l'article R. 516-1 ou à l'article R. 515-101	
P.J. n° 68. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement <i>[8° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
VII. Si l'autorisation environnementale ou, le cas échéant, l'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation du projet, apparaît manifestement insusceptible d'être délivrée eu égard à l'affectation des sols définie par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu ou la carte communale en vigueur au moment de l'instruction, à moins qu'une procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du document d'urbanisme ayant pour effet de permettre cette délivrance soit engagée :	
P.J. n° 69. - La délibération ou l'acte formalisant la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme, du document en tenant lieu ou de la carte communale <i>[13° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
VIII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une carrière ou une installation de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales :	
P.J. n° 70. - Le plan de gestion des déchets d'extraction <i>[14° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
IX. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation d'une puissance supérieure à 20 MW :	
P.J. n° 71. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid <i>[16° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 72. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur <i>[17° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
X. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation de carrières destinées à l'exploitation souterraine de gypse située dans le périmètre d'une forêt de protection telle définie à l'article L. 141-1 du code forestier :	
P.J. n° 73. - Une description du gisement sur lequel porte la demande ainsi que les pièces justifiant son intérêt national au regard des documents mentionnés au I de l'article R. 141-38-4 <i>[15° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 74. - L'analyse de la compatibilité de l'opération avec la destination forestière des lieux et des modalités de reconstitution de l'état boisé au terme des travaux <i>[15° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 75. - Un document attestant que les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, seront définis et utilisés de façon à limiter le plus possible l'occupation des parcelles forestières classées <i>[15° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>

P.J. n° 76. - Un document décrivant, pour les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, les voies d'accès en surface que le pétitionnaire utilisera. En cas d'impossibilité de les établir dans l'emprise des voies ou autres alignements exclus du périmètre de classement ou, à défaut, dans celle des routes forestières ou chemins d'exploitation forestiers, le document justifie de cette impossibilité [15° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]



XI. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation de tri mécano-biologique mentionnées à l'article R. 543-227-2 du code de l'environnement :

P.J. n° 77 – Les pièces justifiant de la généralisation du tri à la source des biodéchets prévues au IV de l'article R. 543-227-2 du code de l'environnement [18° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]



XII. Pour les essais d'injection et de soutirage en formation géologique, lorsqu'ils sont réalisés pendant la phase de recherche :

P.J. n° 78 – Les pièces justificatives prévues au 11° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement

[Se référer à l'annexe I](#)



VOLET 2 bis/. ENREGISTREMENT

Lorsque le projet nécessite l'enregistrement d'installations mentionnées à l'article L. 512-7 du code de l'environnement, le dossier de demande comporte [article D. 181-15-2 bis du code de l'environnement] :

P.J. n° 79. – Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du titre Ier du livre V du présent code, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7 du code de l'environnement, présentant notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions. La demande d'enregistrement indique, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7 du code de l'environnement sollicités par l'exploitant



VOLET 3/. AUTORISATION AU TITRE DES TRAVAUX MINIER

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 3° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants [article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]

P.J. n° 80. - La justification que le demandeur a qualité, en application du code minier, pour présenter le dossier [1° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]



P.J. n° 80 bis. - En cas de pluralité de demandeurs, la justification par les intéressés de leur engagement à assurer, conjointement et solidairement, l'exploitation de l'installation et la désignation d'un mandataire unique [1° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]



P.J. n° 81. - Un exposé relatif aux méthodes de recherches ou d'exploitation envisagées et, le cas échéant, aux tranches de travaux projetées [2° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]



P.J. n° 82. - Le document unique d'évaluation des risques prévu à l'article R. 4121-1 du code du travail [3° de l'article D. 181-15-3 du code de l'environnement]



<p>P.J. n° 83. - Un document indiquant, à titre prévisionnel, en vue de l'application des dispositions des articles L. 162-2 et L. 163-1 et suivants du code minier, les conditions de l'arrêt des travaux ainsi que l'estimation de leur coût. Ce document précise également les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après fermeture du site, en application de l'article 4.1 du décret n° 2010-1389 du 12 novembre 2010 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières avant l'ouverture de travaux de recherche ou d'exploitation de mines [4° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 84. - Un document indiquant, le cas échéant, la compatibilité du projet avec le document stratégique de façade ou de bassin maritime prévu à l'article L. 219-3 du code de l'environnement et avec les objectifs environnementaux du plan d'action pour le milieu marin prévu à l'article L. 219-9 du même code et, pour les projets portant sur des granulats marins, avec les plans mentionnés à l'article L. 219-5-1 de ce code contenus dans le document stratégique de façade et appelés "documents d'orientation relatifs à la gestion durable des granulats marins" [5° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 85. - Un document exposant la compatibilité des risques industriels du projet avec la sécurité publique. Cette pièce n'est pas requise lorsque le résumé non technique d'une étude de dangers comprend les éléments correspondants [6° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 86. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 162-2 du code minier [7° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 87. - Lorsque le pétitionnaire sollicite l'institution de servitudes d'utilité publique, en application de l'article L. 174-5-1 du code minier, pour des travaux à réaliser sur un site nouveau, le périmètre de ces servitudes et les règles dont l'application est souhaitée [8° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 88. - Pour les travaux d'exploitation et de recherches de mines mentionnés aux 1°, 2°, 8° et 9° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, l'étude de dangers définie au III de l'article D. 181-15-2 [9° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 89. - Pour les travaux mentionnés au 4° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains [10° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 90. - Pour les travaux mentionnés au 7° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains [11° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I</p>	<input type="checkbox"/>
<p>J. n° 91. - Pour les travaux mentionnés aux 1° et 2° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains projetés dans le département de la Guyane [12° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 92. Pour les travaux mentionnés aux 8°, 9° et 10° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, les dispositions mises en œuvre pour la fermeture définitive d'un sondage ou d'un puits ainsi que le schéma de fermeture [13° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 93. - Pour les travaux mentionnés au 10° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains [14° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 94. - Pour les travaux mentionnés au 3° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, le mémoire relatif aux méthodes de recherches ou d'exploitation envisagées, tel que prévu à l'article L. 164-1-2 du code minier, précisant les mesures mises en œuvre et celles envisagées pour connaître la géologie du sous-sol impacté par les travaux et comprendre les phénomènes naturels, notamment sismiques, susceptibles d'être activés par les travaux [15° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]</p>	<input type="checkbox"/>
<p>P.J. n° 95. - Pour les demandes portant sur des travaux en mer [16° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I</p>	<input type="checkbox"/>

VOLET 4/. MODIFICATION D'UNE RÉSERVE NATURELLE

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle nationale ou d'une réserve naturelle classée en Corse par l'État, le dossier est complété par les documents suivants [article D. 181-15-3 du code de l'environnement] :

P.J. n° 96. - Des éléments suffisants permettant d'apprécier les conséquences de l'opération sur l'espace protégé et son environnement mentionnés au 4° du I de l'article R. 332-24 du code de l'environnement



VOLET 5/. MODIFICATION D'UN SITE CLASSÉ

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement, le dossier de demande est complété par les informations et pièces complémentaires suivantes [article D. 181-15-4 du code de l'environnement] :

P.J. n° 97. - Une description générale du site classé ou en instance de classement accompagnée d'un plan de l'état existant [1° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]



P.J. n° 98. - Le plan de situation du projet, mentionné au 2° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement (à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, 1/50 000), précisant le périmètre du site classé ou en instance de classement [2° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]



P.J. n° 99. - Un report des travaux projetés sur le plan cadastral à une échelle appropriée [3° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]



P.J. n° 100. - Un descriptif des travaux en site classé précisant la nature, la destination et les impacts du projet à réaliser accompagné d'un plan du projet et d'une analyse des impacts paysagers du projet [4° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]



P.J. n° 101. - Un plan de masse et des coupes longitudinales adaptées à la nature du projet et à l'échelle du site [5° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]



P.J. n° 102. - La nature et la couleur des matériaux envisagés [6° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]



P.J. n° 103. - Le traitement des clôtures ou aménagements et les éléments de végétation à conserver ou à créer [7° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]



P.J. n° 104. - Des documents photographiques permettant de situer le terrain dans l'environnement proche et si possible dans le paysage lointain (reporter les points et les angles des prises de vue sur le plan de situation) [8° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]



P.J. n° 105. - Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site classé [9° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]



VOLET 6/. DÉROGATION « ESPÈCES ET HABITATS PROTÉGÉS »

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu de dérogation au titre du 4° de l'article L. 411-2, le dossier de demande est complété par la description [article D. 181-15-5 du code de l'environnement] :

P.J. n° 106. - Des espèces concernées, avec leur nom scientifique et nom commun [1° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]



P.J. n° 107. - Des spécimens de chacune des espèces faisant l'objet de la demande avec une estimation de leur nombre et de leur sexe [2° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]



P.J. n° 108. - De la période ou des dates d'intervention [3° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]



P.J. n° 109. - Des lieux d'intervention [4° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]



P.J. n° 110. - S'il y a lieu, des mesures de réduction ou de compensation mises en œuvre, ayant des conséquences bénéfiques pour les espèces concernées [5° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]



P.J. n° 111. - De la qualification des personnes amenées à intervenir [6° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]



P.J. n° 112. - Du protocole des interventions : modalités techniques et modalités d'enregistrement des données obtenues [7° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]



P.J. n° 113. - Des modalités de compte-rendu des interventions [8° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]



VOLET 7/. DOSSIER AGRÉMENT OGM

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés au titre de l'article L. 532-3 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les informations suivantes [article D. 181-15-6 du code de l'environnement] :

P.J. n° 114. - La nature de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés que le demandeur se propose d'exercer [1° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]



P.J. n° 115. - Les organismes génétiquement modifiés qui seront utilisés et la classe de confinement dont relève cette utilisation [2° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]



P.J. n° 116. - Le cas échéant, les organismes génétiquement modifiés dont l'utilisation est déjà déclarée ou agréée et la classe de confinement dont celle-ci relève [3° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]



P.J. n° 117. - Le nom du responsable de l'utilisation et ses qualifications [4° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]



P.J. n° 118. - Les capacités financières de la personne privée exploitant une installation relevant d'une classe de confinement 3 ou 4 [5° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]



P.J. n° 119. - Les procédures internes permettant de suspendre provisoirement l'utilisation ou de cesser l'activité [6° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]



P.J. n° 120. - Un dossier technique, dont le contenu est fixé par l'arrêté du 28 mars 2012 relatif au dossier technique demandé pour les utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés prévu aux articles R. 532-6, R. 532-14 et R. 532-26 du code de l'environnement [7° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]



VOLET 8/. DOSSIER AGRÉMENT DÉCHETS

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour la gestion de déchets prévu à l'article L. 541-22 du code de l'environnement :

P.J. n° 121. - Le dossier de demande est complété par les informations requises par les articles R. 543-11, R. 543-13, R. 543-35, R. 543-145, R. 543-162 et D. 543-274 du code de l'environnement [article D. 181-15-7 du code de l'environnement]



VOLET 9/. DOSSIER ÉNERGIE

Lorsque le projet nécessite une autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie [article D. 181-15-8 du code de l'environnement] :

P.J. n° 122. - : Le dossier de demande précise ses caractéristiques [article D. 181-15-8 du code de l'environnement]

Se référer à l'annexe I



VOLET 10/. AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de défrichement, le dossier de demande est complété par les éléments suivants [article D. 181-15-9 du code de l'environnement] :

P.J. n° 123. - Une déclaration indiquant si, à la connaissance du pétitionnaire, les terrains ont été ou non parcourus par un incendie durant les quinze années précédant l'année de la demande.
Lorsque le terrain relève du régime forestier, cette déclaration est produite dans les conditions de l'article R. 341-2 du code forestier [1° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement]



P.J. n° 124. - Sur le plan de situation mentionné au 2° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement, la localisation et la superficie de la zone à défricher par parcelle cadastrale et pour la totalité de ces superficies



P.J. n° 125. - Un extrait du plan cadastral [3° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement]



VOLET 11/. AUTORISATION INFRASTRUCTURES TERRESTRES LINÉAIRE DE TRANSPORT

Lorsque que l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation préalable d'un projet d'infrastructure terrestre linéaire de transport liée à la circulation routière ou ferroviaire réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires au titre des articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, le dossier de demande est complété par les éléments suivants [article D. 181-15-10 du code de l'environnement] :

P.J. n° 126. - Une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux [1° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]



P.J. n° 127. - Le plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13 du code de l'environnement, précisant le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques [2° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]



P.J. n° 128. - Un plan de masse et des coupes longitudinales adaptées à la nature du projet et à l'échelle du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques faisant apparaître les aménagements, les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés [3° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]



P.J. n° 129. - Deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain [4° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]



P.J. n° 130. - Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques [5° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]



VOLET 12 / AUTORISATION DE PORTER ATTEINTE AUX ALLÉES D'ARBRES ET ALIGNEMENTS D'ARBRES BORDANT LES VOIES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation préalable de porter atteinte aux allées d'arbres et aux alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique au titre de l'article L. 350-3 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les éléments suivants [article D. 181-15-11 du code de l'environnement] :

P.J. n° 131. - La localisation et la description de l'allée d'arbres ou de l'alignement d'arbres concerné et de la voie ouverte à la circulation publique le long de laquelle les arbres sont implantés [2° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]



P.J. n° 132. - La description des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements en cause et les raisons pour lesquelles les opérations projetées sur les arbres sont nécessaires [2° de l'article R. 350-28 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°133. - La description des opérations projetées faisant apparaître leur nature, le ou les arbres concernés ainsi que le motif fondant ces opérations [3° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 134. - La preuve de l'information du propriétaire de l'allée ou de l'alignement d'arbres sur les opérations projetées lorsque celui-ci est différent du pétitionnaire [4° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 135. - Le plan de situation à l'échelle de la commune [5° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 136. - Le plan de masse coté dans les trois dimensions faisant notamment apparaître le ou les arbres concernés par les opérations, leur positionnement au sein de l'allée ou de l'alignement ainsi que la distance de leur implantation par rapport à la voie ouverte à la circulation publique [6° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 137. - Des documents tels que photographies ou dessins permettant d'évaluer les effets du projet sur le paysage [7° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n° 138. - Le descriptif et le calendrier des mesures de compensation envisagées en plus de celles nécessaires en application des dispositions des articles L. 163-1 et suivants du code de l'environnement. Le cas échéant, les raisons pour lesquelles la compensation ne peut pas être faite à proximité de l'allée ou de l'alignement, et la distance prévue, sont expliquées [8° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

Autres renseignements

Informations complémentaires et justificatifs éventuels :

Engagement du demandeur

Fait,
le

Nom et signature du demandeur

Vous trouverez ci-dessous, des précisions sur certaines pièces qui sont demandées dans le document Cerfa n° :

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Étude d'impact :

<p>P.J. n° 4. - Le contenu de l'étude d'impact⁷ est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine [article R. 122-5 du code de l'environnement]. Ce contenu tient compte, le cas échéant, de l'avis rendu en application de l'article R. 122-4 du code de l'environnement (cadrage préalable) et inclut les informations qui peuvent raisonnablement être requises, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes</p>		
<p>En application du 2° du II de l'article L. 122-3 du code de l'environnement, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire :</p>		
	<p>Un résumé non technique des informations prévues ci-dessous. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant</p>	
	<p>Une description du projet, y compris en particulier :</p>	
	<p>– une description de la localisation du projet,</p>	
	<p>– une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition nécessaires, et des exigences en matière d'utilisation des terres lors des phases de construction et de fonctionnement,</p>	
	<p>– une description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet, relatives au procédé de fabrication, à la demande et l'utilisation d'énergie, la nature et les quantités des matériaux et des ressources naturelles utilisés,</p>	
	<p>– une estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et des types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement.</p>	
	<p>Pour les installations relevant du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement et les installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 593-1 du même code, cette description pourra être complétée dans le dossier de demande d'autorisation en application des articles R. 181-13 et suivants et de l'article R. 593-16 du code de l'environnement</p>	
	<p>Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport à l'état initial de l'environnement peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles</p>	
	<p>Une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 du code de l'environnement susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage</p>	
	<p>Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :</p>	

⁷ Afin de veiller à l'exhaustivité et à la qualité de l'étude d'impact, le maître d'ouvrage s'assure que celle-ci est préparée par des experts compétents

	- de la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition	
	- de l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources	
	- de l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets	
	- des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement	
	<p>- du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées.</p> <p>Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.</p> <p>Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.</p> <p>Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 du code de l'environnement et d'une consultation du public, - ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du code de l'environnement et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public. <p>Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage</p>	
	- des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique	
	- des technologies et des substances utilisées	
	La description des éventuelles incidences notables sur les facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 du code de l'environnement porte sur les effets directs et, le cas échéant, sur les effets indirects secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet	
	Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence	
	Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine	
	<p>Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités, - compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité. <p>La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5° de l'article R. 122-5 du code de l'environnement.</p>	
	Le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées	
	Une description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement	
	Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation	
	Lorsque certains des éléments requis ci-dessus figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact	
	<p>Pour les infrastructures de transport visées aux 5° à 9° du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, l'étude d'impact comprend, en outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une analyse des conséquences prévisibles du projet sur le développement éventuel de l'urbanisation, - une analyse des enjeux écologiques et des risques potentiels liés aux aménagements fonciers, agricoles et forestiers portant notamment sur la consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers induits par le projet, en fonction de l'ampleur des travaux prévisibles et de la sensibilité des milieux concernés, - une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité. Cette 	

analyse comprendra les principaux résultats commentés de l'analyse socio-économique lorsqu'elle est requise par l'article L. 1511-2 du code des transports, – une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter, – une description des hypothèses de trafic, des conditions de circulation et des méthodes de calcul utilisées pour les évaluer et en étudier les conséquences.	
Elle indique également les principes des mesures de protection contre les nuisances sonores qui seront mis en œuvre en application des dispositions des articles R. 571-44 à R. 571-52 du code de l'environnement.	
Pour les installations, ouvrages, travaux et aménagements relevant du titre Ier du livre II et faisant l'objet d'une évaluation environnementale, l'étude d'impact contient les éléments mentionnés au II de l'article R. 181-14 du code de l'environnement	
Pour les projets soumis à une étude d'incidences en application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre IV du code de l'environnement, le formulaire d'examen au cas par cas tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 lorsqu'il permet d'établir l'absence d'incidence sur tout site Natura 2000. S'il apparaît après examen au cas par cas que le projet est susceptible d'avoir des incidences significatives sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ou si le projet est soumis à évaluation des incidences systématique en application des dispositions précitées, le maître d'ouvrage fournit les éléments exigés par l'article R. 414-23 du code de l'environnement. L'étude d'impact tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 si elle contient les éléments exigés par l'article R. 414-23 du code de l'environnement	
Pour les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du titre Ier du livre V du code de l'environnement et les installations nucléaires de base relevant du titre IX du même livre, le contenu de l'étude d'impact est précisé et complété en tant que de besoin conformément au II de l'article D. 181-15-2 et à l'article R.593-17	
Pour les installations de stockage des déchets, l'étude d'impact indique les techniques envisageables destinées à permettre une éventuelle reprise des déchets dans le cas où aucune autre technique ne peut être mise en œuvre conformément aux dispositions de l'article L. 541-25 du code de l'environnement Lorsqu'il s'agit d'une demande d'autorisation unique de prélèvement déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact du projet comporte les éléments mentionnés à l'alinéa II. Du D.181-15-1 (cf. 2) VOLET 1). Pour les actions ou opérations d'aménagement devant faire l'objet d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone en application de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, l'étude d'impact comprend, en outre, les conclusions de cette étude et une description de la façon dont il en est tenu compte	

Étude d'incidence :

P.J. n° 5. - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, le dossier comportera une étude d'incidence environnementale proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement [article R. 181-14 du code de l'environnement] L'étude d'incidence environnementale comporte :	
	La description de l'état actuel du site sur lequel le projet doit être réalisé et de son environnement [1° du I de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]
	Les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, eu égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement [2° du I de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]
	Les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé, les compenser s'ils ne peuvent être évités ou réduits et, s'il n'est pas possible de les compenser la justification de cette impossibilité [3° du I de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]
	Les mesures de suivi [4° du I de l'article 181-14 du code de l'environnement]
	Les conditions de remise en état du site après exploitation [5° du I de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]
	Un résumé non technique [6° du I de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]
Lorsque le projet est susceptible d'affecter des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, l'étude d'incidence environnementale : [II de l'article R. 181-14 du code de l'environnement] :	
	- Porte sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques. Elle précise les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives au regard de ces enjeux
	- Justifie, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec :
	* le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux

	* les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L. 566-7 du code de l'environnement	
	- Justifie de la contribution du projet à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10 du code de l'environnement	
	Lorsque le projet est susceptible d'affecter un ou des sites Natura 2000, l'étude d'incidence environnementale comporte l'évaluation au regard des objectifs de conservation de ces sites dont le contenu est défini à l'article R. 414-23 du code de l'environnement [II de l'article R. 181-14 du code de l'environnement.	
	Lorsqu'il s'agit d'une demande d'autorisation unique de prélèvement déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'incidence du projet comporte les éléments mentionnés à l'alinéa II du D. 181-15-1 (cf. 2) VOLET 1)	

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

VOLET 1/. LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

P.J. n° 9. - Une description du système de collecte des eaux usées, comprenant [1° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

Pour les systèmes d'assainissement des eaux usées, la cartographie de l'agglomération d'assainissement concernée, faisant apparaître le nom des communes qui la constituent et la délimitation de son périmètre à l'échelle 1/25 000 [a) du 1° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

Une description de la zone desservie par le système de collecte, y compris les extensions de réseau prévues, ainsi que les raccordements d'eaux usées non domestiques existants [b) du 1° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

Le plan du système de collecte permettant de localiser les différents ouvrages et points de rejet au milieu récepteur, ainsi que leurs caractéristiques et leurs modalités de surveillance [c) du 1° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

Le diagnostic de fonctionnement du système de collecte, ainsi que les solutions mises en œuvre pour limiter la variation des charges et les apports d'eaux pluviales entrant dans le système d'assainissement ou l'installation d'assainissement non collectif, éviter tout rejet direct d'eaux usées non traitées dans le milieu récepteur, et réduire leur impact en situation inhabituelle [d) du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

Une évaluation des volumes et flux de pollution actuels et prévisibles, à collecter et traiter, ainsi que leurs variations, notamment les variations saisonnières et celles dues à de fortes pluies, décomposés selon leur origine, domestique, non domestique ou liée aux eaux pluviales [e) du 1° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

Les zonages prévus à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'ils existent, et le calendrier de mise en œuvre ou d'évolution du système de collecte [f) du 1° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

L'évaluation des volumes et des flux de pollution des apports extérieurs amenés à la station de traitement autrement que par le réseau [g) du 1° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

P.J. n° 10. Si le système d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement ou l'installation d'assainissement non collectif comprend des déversoirs d'orage ou d'autres ouvrages de rejet au milieu :

Une évaluation des volumes et flux de pollution actuels et prévisibles, parvenant au déversoir, décomposés selon leur origine, domestique, non domestique ou liée aux eaux pluviales [a) du 2° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

Une détermination des conditions climatiques, notamment du niveau d'intensité pluviométrique, déclenchant un rejet dans l'environnement ainsi qu'une estimation de la fréquence des événements pluviométriques d'intensité supérieure ou égale à ce niveau *[b) du 2° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Une estimation des flux de pollution déversés dans le milieu récepteur en fonction des événements pluviométriques retenus au 2° et l'étude de leur impact *[c) du 2° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

P.J. n° 11. Une description des modalités de traitement des eaux collectées et des boues produites indiquant *[3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

Les objectifs de traitement retenus compte tenu des obligations réglementaires et des objectifs de qualité des eaux réceptrices *[a) du 3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Les conditions, notamment pluviométriques, dans lesquelles ces objectifs peuvent être garantis à tout moment *[b) du 3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Les modalités de calcul du débit de référence et la capacité maximale journalière de traitement de la station de traitement des eaux usées pour laquelle les performances d'épuration peuvent être garanties hors périodes inhabituelles, pour les différentes formes de pollutions traitées, notamment pour la demande biochimique d'oxygène en cinq jours *[c) du 3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

La localisation de la station de traitement des eaux usées ou de l'installation d'assainissement non collectif, la justification de l'emplacement retenu au regard des zones à usage sensible et de la préservation des nuisances de voisinage et des risques sanitaires *[d) du 3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Les points de rejet, les caractéristiques des milieux récepteurs et l'impact de ces rejets sur leur qualité *[e) du 3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Le descriptif des filières de traitement des eaux usées et des boues issues de ce traitement *[f) du 3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Le calendrier de mise en œuvre des ouvrages de traitement ou de réhabilitation des ouvrages existants *[g) du 3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Les modalités prévues d'élimination des sous-produits issus de l'entretien du système de collecte des eaux usées et du fonctionnement du système d'assainissement ou de l'installation d'assainissement non collectif *[h) du 3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Demande d'autorisation unique de prélèvement déposée par un organisme unique de gestion collective :

(Éléments devant figurer dans l'étude d'impact ou l'étude d'incidence)

	Les informations concernant l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés, ainsi que toutes les informations de nature à justifier les besoins de prélèvements	
	<p>Les informations disponibles sur les ouvrages de stockage pour l'irrigation, existants et envisagés, destinés à permettre la substitution des prélèvements en période de basses eaux par des prélèvements effectués en dehors de cette période</p> <p>Un argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux. Lorsque l'étude d'évaluation des volumes prélevables mentionnés à l'article R. 211-21-1 du code de l'environnement a été réalisée, cet argumentaire est élaboré au vu de cette étude</p>	
	Le cas échéant, le programme de mesures de retour à l'équilibre, mentionné au IV de l'article R. 214-31-2 du code de l'environnement, issu d'une concertation territoriale	

Études de dangers :

Barrages de retenue et ouvrages assimilés :

P.J. n° 16. - Une étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 du code de l'environnement si l'ouvrage est de classe A ou B [3° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

Une explicitation des risques pris en compte, le détail des mesures aptes à les réduire et une précision des risques résiduels une fois mises en œuvre les mesures précitées ; elle prend notamment en considération les risques liés aux crues, aux séismes, aux glissements de terrain, aux chutes de blocs et aux avalanches ainsi que les conséquences d'une rupture des ouvrages ; elle prend également en compte des événements de gravité moindre mais de probabilité plus importante tels les accidents et incidents liés à l'exploitation de l'aménagement [II de l'article R. 214-116 du code de l'environnement]

Un examen exhaustif de l'état des ouvrages, réalisé conformément à une procédure adaptée à la situation des ouvrages et de la retenue. L'étude évalue les conséquences des dégradations constatées sur la sécurité

Un résumé non technique présentant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels ainsi qu'une cartographie des zones de risques significatifs

Lorsqu'il s'agit d'une construction ou de la reconstruction d'un barrage, une démonstration de la maîtrise des risques pour la sécurité publique au cours de chacune des phases du chantier

Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de dangers conformément à l'arrêté du 12 juin 2008 définissant le plan de l'étude de dangers des barrages et des digues et en précisant le contenu et aux notes d'interprétation disponibles à l'adresse suivante: <https://www.ecologie.gouv.fr/ouvrages-hydrauliques-barrages-et-digues>

Système d'endiguement, aménagement hydraulique :

P.J. n° 23. - Une étude de dangers dont le contenu est précisé à l'article R. 214-116 du code de l'environnement et portant sur la totalité des ouvrages composant le système d'endiguement ou l'aménagement hydraulique [5° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

Pour un système d'endiguement [III de l'article R. 214-116 du code de l'environnement] :

Une présentation de la zone protégée sous une forme cartographique appropriée. L'étude de danger définit les crues des cours d'eau, les submersions marines et tout autre événement naturel dangereux contre lesquels le système apporte une protection [III de l'article R. 214-116 du code de l'environnement]

Un diagnostic approfondi de l'état des ouvrages

La prise en compte du comportement des éléments naturels situés entre des tronçons de digues ou à l'extrémité d'une digue ou d'un ouvrage composant le système

La justification que les ouvrages sont adaptés à la protection annoncée et qu'il en va de même de leur entretien et de leur surveillance

L'indication des dangers encourus par les personnes en cas de crues ou submersions dépassant le niveau de protection assuré ainsi que les moyens du gestionnaire pour anticiper ces événements et, lorsque ceux-ci surviennent, alerter les autorités compétentes pour intervenir et les informer pour contribuer à l'efficacité de leur intervention

Un résumé non technique de l'étude de danger qui décrit succinctement les événements contre lesquels le système apporte une protection, précise le cas échéant les limites de cette protection et présente la cartographie de la zone protégée

Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de danger conformément à l'arrêté du 7 avril 2017 définissant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en système d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions et aux notes d'interprétation disponibles à l'adresse suivante: <https://www.ecologie.gouv.fr/ouvrages-hydrauliques-barrages-et-digues>

Pour un aménagement hydraulique [IV de l'article R. 214-116 du code de l'environnement]

Une quantification de la capacité de l'aménagement hydraulique à réduire l'effet des crues des cours d'eau, des submersions marines et de tout autre événement hydraulique naturel dangereux, tels les ruissellements, à l'aval immédiat de celui-ci. Elle précise les cas où cette capacité varie en fonction de conditions d'exploitation prédéfinies

Une précision des territoires du ressort de l'autorité désignée au II de l'article R. 562-12 du code de l'environnement qui bénéficient de manière notable des effets de l'aménagement hydraulique

La justification que les ouvrages qui composent l'aménagement hydraulique sont adaptés au niveau de protection défini en application de l'article R. 214-119-1 du code de l'environnement et qu'il en va de même de leur entretien et de leur surveillance

L'indication des dangers encourus par les personnes en cas de crues ou submersions ou de tout autre événement naturel dangereux dépassant le niveau de protection, ainsi que les moyens du gestionnaire pour anticiper ces événements et, lorsque ceux-ci surviennent, alerter les autorités compétentes pour intervenir et les informer pour contribuer à l'efficacité de leur intervention

Un résumé non technique de l'ensemble de ces éléments

Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de danger conformément à l'arrêté du 7 avril 2017 définissant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en système d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions et aux notes d'interprétation disponibles à l'adresse suivante: <https://www.ecologie.gouv.fr/ouvrages-hydrauliques-barrages-et-digues>

Installations utilisant de l'énergie hydraulique :

P.J. n° 33. - Une étude de dangers dont le contenu est précisé à l'article R. 214-116 du code de l'environnement, si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées de classe A, B et C ainsi que, dans les conditions précisées par arrêté du ministre chargé de l'environnement et sur décision du préfet, celles de classe D lorsque leur potentiel de danger est accru du fait des caractéristiques de leur environnement proche [5° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

Une explicitation des risques pris en compte, le détail des mesures aptes à les réduire et une précision des risques résiduels une fois mises en œuvre les mesures précitées ; elle prend notamment en considération les risques liés aux crues, aux séismes, aux glissements de terrain, aux chutes de blocs et aux avalanches ainsi que les conséquences d'une rupture des ouvrages ; elle prend également en compte des événements de gravité moindre mais de probabilité plus importante tels les accidents et incidents liés à l'exploitation de l'aménagement [I de l'article R. 214-116 du code de l'environnement]

Un examen exhaustif de l'état des ouvrages, réalisé conformément à une procédure adaptée à la situation des ouvrages et de la retenue. L'étude évalue les conséquences des dégradations constatées sur la sécurité

Un résumé non technique présentant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels

Une cartographie des zones de risques significatifs

Nota : Une étude de dangers simplifiée peut être établie pour les conduites forcées de classe C et D, s'il apparaît au responsable de l'ouvrage que les risques qu'elles comportent pour les personnes et les biens situés dans son voisinage en cas d'accident sont faibles. Toutefois, si cette étude simplifiée ne permet pas de démontrer que la conduite forcée présente des garanties de sécurité suffisantes, une étude de dangers doit être réalisée selon les modalités prévues au II bis de l'article R. 214-116 du code de l'environnement

Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de dangers conformément à l'arrêté du 21 janvier 2022 précisant le contenu des études de dangers des conduites forcées et des barrages et aux notes d'interprétation disponibles à l'adresse suivante: <https://www.ecologie.gouv.fr/ouvrages-hydrauliques-barrages-et-digues>

Déclaration d'intérêt général :

P.J. n° 36. - Un mémoire explicatif présentant de façon détaillée [2° du I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] :

Une estimation des investissements par catégorie de travaux, d'ouvrages ou d'installations [a) du 2° du I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]

Les modalités d'entretien ou d'exploitation des ouvrages, des installations ou du milieu qui doivent faire l'objet des travaux ainsi qu'une estimation des dépenses correspondantes [b) du 2° du I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]

Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

P.J. n° 49. - L'étude de dangers⁸ mentionnée à l'article L. 181-25 du code de l'environnement et définie au III. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement [III de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]

Une explication des risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation [article L.181-25 du code de l'environnement]

Une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite [article L.181-25 du code de l'environnement]

Une définition et une justification des mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents [article L.181-25 du code de l'environnement]

Une justification que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement]

⁸ Les dispositions de l'article D. 181-15-2 prévoient notamment que : « Le ministre chargé des installations classées peut préciser les critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour l'établissement de l'étude de dangers, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5 du code de l'environnement.

Pour certaines catégories d'installations impliquant l'utilisation, la fabrication ou le stockage de substances dangereuses, le ministre chargé des installations classées peut préciser, par arrêté pris en application de l'article L. 512-5 du code de l'environnement, le contenu de l'étude de dangers portant, notamment, sur les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident majeur. »

	La nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement]
	Un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement]
	Établissement SEVESO : Pour les installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, l'étude de dangers doit [article R. 515-90 du code de l'environnement] :
	- justifier que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement dans des conditions économiques acceptables, c'est-à-dire celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit pour la sécurité globale de l'installation, soit pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,
	- démontrer qu'une politique de prévention des accidents majeurs telle que mentionnée à l'article L. 515-33 est mise en œuvre de façon appropriée.
	Établissement SEVESO seuil haut : Pour les installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement, l'étude de dangers :
	- Démonstre qu'a été établi un plan d'opération interne et qu'a été mis en œuvre un système de gestion de la sécurité de façon appropriée [I de l'article R. 515-98 du code de l'environnement]
	- Est accompagnée d'un résumé non technique qui comprend au moins des informations générales sur les risques liés aux accidents majeurs et sur les effets potentiels sur la santé publique et l'environnement en cas d'accident majeur [II de l'article R. 515-98 du code de l'environnement]
	- Dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement, le pétitionnaire doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un plan particulier d'intervention [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement]

Installation IED :

P.J. n° 57. - Le contenu de l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles <i>présentant</i> [I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement] :	
La description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles prévue à l'article L. 515-28 du code de l'environnement. Cette description complète la description des mesures réductrices et compensatoires mentionnées au 2° du II à l'article R. 512-8 du code de l'environnement Cette description comprend une comparaison⁹ du fonctionnement de l'installation avec :	

⁹ Cette comparaison positionne les niveaux des rejets par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles figurant dans les conclusions sur les MTD et les Brefs (documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 7 janvier 2013).

Alinéas 6 et 7 du 1° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement : « Si l'exploitant souhaite que les prescriptions de l'autorisation soient fixées sur la base d'une meilleure technique disponible qui n'est décrite dans aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables, cette description est complétée par une proposition de meilleure technique disponible et par une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63 du code de l'environnement.

	- Les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées à l'article L. 515-28 et au I. de l'article R. 515-62 du code de l'environnement	
	- Les meilleures techniques disponibles figurant au sein des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 7 janvier 2013 mentionnés à l'article R. 515-64 du code de l'environnement en l'absence de conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées au I de l'article R. 515-62 du code de l'environnement	
	L'évaluation prévue à l'article R. 515-68 du code de l'environnement lorsque l'exploitant demande à bénéficier de cet article	
	Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation ¹⁰ Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et contient au minimum :	
	- Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site	
	- Des informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés à la P.J. n° 57	

Garanties financières :

P.J. n° 61. - Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'état de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18 du code de l'environnement [1^{er} alinéa du 6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	
Lorsque cet état de pollution des sols met en évidence une pollution présentant des dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ou de nature à porter atteinte aux autres intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, le pétitionnaire propose [6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] :	
Soit les mesures de nature à éviter, réduire ou compenser cette pollution ainsi que le calendrier correspondant qu'il entend mettre en œuvre pour appliquer ces mesures	
Soit le programme des études nécessaires à la définition de telles mesures	

Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :

P.J. n° 66. - Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine [c) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	
Une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux	
Un plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13 du code de l'environnement, qui précise le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques	
Un plan de masse faisant apparaître les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés	

Lorsque l'activité ou le type de procédé de production utilisé n'est couvert par aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou si ces conclusions ne prennent pas en considération toutes les incidences possibles de l'activité ou du procédé utilisé sur l'environnement, cette description propose une meilleure technique disponible et une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63 du code de l'environnement. »

¹⁰ Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport

Deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain

Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques

Travaux miniers :

P.J. n° 88. - Pour les travaux mentionnés au 4° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains [10° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement] :

La description des méthodes de création et d'aménagement

Les dimensions de chaque cavité

Le calendrier prévisionnel des différentes opérations

Les paramètres des tests d'étanchéité

P.J. n°89. - Pour les travaux énumérés au 7° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisé [11° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement] :

Les caractéristiques des équipements d'injection et de soutirage, de sécurité et de contrôle

L'étude de dangers définie au III de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement

Le cas échéant, les informations nécessaires à la préparation du plan particulier d'intervention prévu à l'article R. 741-18 du code de la sécurité intérieure

Le plan d'opération interne en cas de sinistre établi par l'exploitant. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires dont l'exploitant doit disposer et qu'il doit pouvoir mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement

Les renseignements nécessaires à l'institution des servitudes d'utilité publique prévues à l'article L. 264-1 du code minier

Les caractéristiques essentielles de l'exploitation

La fréquence prévue des vérifications des équipements d'exploitation et de sécurité, tant en ce qui concerne leur fonctionnement que leur adaptation à l'exploitation et à la sécurité

En outre, pour les stockages souterrains de gaz naturel ou de gaz de pétrole liquéfié (GPL) en nappe aquifère ou en gisement déplété :

- Le calendrier prévisionnel et les caractéristiques essentielles des différentes opérations d'injection et de soutirage

- La capacité maximale de stockage envisagée et le dispositif associé de contrôle et d'alerte de dépassement de cette capacité

- Lorsque la nappe aquifère contient de l'eau potable ou qui peut être potable, ou est en contact avec celle-ci, un document indiquant les mesures dont la mise en œuvre est prévue pour évaluer et, si nécessaire, compenser les impacts sur les caractéristiques physiques et chimiques des eaux souterraines concernées

- Lorsque la nappe aquifère contient de l'eau potable ou qui peut être potable, ou est en contact avec celle-ci, un document indiquant les mesures dont la mise en œuvre est prévue pour évaluer et, si nécessaire, compenser les impacts sur les caractéristiques physiques et chimiques des eaux souterraines concernées

P.J. n° 91. - Pour les travaux énumérés aux 1° et 2° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisé, projetés dans le département de la Guyane [12° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement] :

Lorsque les travaux se situent dans la zone 2 du schéma départemental d'orientation minière, les éléments démontrant l'existence d'un gisement ou les résultats d'une prospection minière qui permettent d'évaluer l'importance de la ressource et sa localisation avec une précision suffisante pour à la fois éviter des atteintes à l'environnement inutiles et assurer une implantation ainsi qu'une conduite optimales du chantier

Lorsque les travaux se situent dans les zones 1 ou 2 du schéma départemental d'orientation minière, la justification de l'adhésion du pétitionnaire à une charte des bonnes pratiques approuvée par le représentant de l'Etat et du respect de celle-ci

Lorsque les travaux se situent dans les zones 2 ou 3 du schéma départemental d'orientation minière, la définition des mesures prévues par le pétitionnaire pour réhabiliter le site après exploitation, notamment la nature et les modalités de revégétalisation envisagées ou un projet alternatif offrant les mêmes garanties de réhabilitation

Lorsque les travaux se situent en zone 1,2 ou 3 du schéma départemental d'orientation minière, le schéma de pénétration du massif forestier proposé par le pétitionnaire pour l'acheminement du matériel lourd et la desserte du chantier

P.J. n° 93. - Pour les travaux mentionnés au 10° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisé [14° de l'article D. 181-15-3 du code de l'environnement] :

La politique d'entreprise concernant la prévention des accidents majeurs conformément aux dispositions de l'article 7-1 du même décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisé

Le système de gestion de la sécurité et de l'environnement applicable à l'installation conformément aux dispositions de l'article 7-2 du même décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisé

Un rapport sur les dangers majeurs conformément aux dispositions de l'article 7-3 du même décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisé

Un résumé non technique de l'étude d'impact et du rapport sur les dangers majeurs

La description du programme de vérification indépendante mis en place par le demandeur, prévu à l'article 7-4 du même décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisé

Une description du plan d'urgence interne conformément aux dispositions de l'article 7-5 du même décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisé

La liste des communes concernées par les risques et inconvénients dont les travaux projetés peuvent être la source

Un inventaire des activités économiques et des usages présents dans la zone et une proposition de modalités de coexistence avec ces activités et usages

Une présentation des dispositifs prévus pour l'indemnisation rapide des dommages causés aux tiers, à la suite d'un accident majeur

P.J. n° 95. - Pour les demandes portant sur des travaux en mer [16° de l'article D. 181-15-3 du code de l'environnement] :

Le document de sécurité et de santé prévu à l'article 40 du décret n° 2006-798 du 6 juillet 2006 relatif à la prospection, à la recherche et à l'exploitation de substances minérales ou fossiles contenues dans les fonds marins du domaine public et du plateau continental métropolitains et la copie du permis de navigation en cours de validité pour chacun des navires dont l'utilisation est envisagée

La nature des substances, les quantités, minimales et maximales, que le demandeur envisage d'extraire annuellement

L'indication des mesures envisagées par le demandeur afin d'effectuer le suivi de son activité, notamment les moyens mis en œuvre pour assurer l'auto-surveillance du positionnement des navires et le contrôle des volumes extraits, ainsi que l'indication des mesures envisagées pour contrôler l'impact des travaux sur l'environnement

- DOSSIER ÉNERGIE

P.J. n° 122. - Une description des caractéristiques du projet comportant notamment les éléments suivants [article D. 181-15-8 du code de l'environnement] :

La capacité de production du projet

Les techniques utilisées

Les rendements énergétiques

Annexe II : Renseignements à fournir dans le cadre d'une demande d'autorisation environnementale for- mulée par plusieurs pétitionnaires

Pour une demande d'autorisation environnementale formulée par plusieurs pétitionnaires, vous trouverez ci-dessous des cadres supplémentaires :

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom Date de naissance
Lieu de naissance Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination Raison sociale
N° SIRET Forme juridique

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publiée sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D. 312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
Si le demandeur habite à l'étranger Pays Province/Région
N° de téléphone Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire

Madame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☐

Nom, prénom Raison sociale
Service Fonction
Adresse
N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
N° de téléphone Adresse électronique

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom Date de naissance
Lieu de naissance Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination Raison sociale
N° SIRET Forme juridique

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publiée sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D. 312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
Si le demandeur habite à l'étranger Pays Province/Région
N° de téléphone Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire

Madame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)

☐

Nom, prénom Raison sociale
Service Fonction

Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
N° de téléphone Adresse électronique

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)**3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :**Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom Date de naissance
Lieu de naissance Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination Raison sociale
N° SIRET Forme juridique

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publiée sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D. 312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
Si le demandeur habite à l'étranger Pays Province/Région
N° de téléphone Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaireMadame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)

☐

Nom, prénom Raison sociale
Service Fonction

Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
N° de téléphone Adresse électronique

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom Date de naissance
Lieu de naissance Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination Raison sociale
N° SIRET Forme juridique

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publiée sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D. 312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
Si le demandeur habite à l'étranger Pays Province/Région
N° de téléphone Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire

Madame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☐

Nom, prénom Raison sociale
Service Fonction

Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
N° de téléphone Adresse électronique

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20210930-lmc1179900-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : lundi 4 octobre 2021
Date d'affichage : 01/10/2021

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
jeudi 30 septembre 2021**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
54	16	11
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 21/09/309</p> <p>MODIFICATIONS DES PROCES-VERBAUX DE TRANSFERT A LA METROPOLE DES BIENS APPARTENANT A LA VILLE DE TOULON</p>		

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE convoqué le jeudi 30 septembre 2021, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Madame Béatrice VEYRAT-MASSON

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, Madame Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Monsieur Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVARD, M. Anthony CIVETTINI, M. Michel DURBANO, Mme Nadine ESPINASSE, M. Hubert FALCO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josette MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI représenté(e) par Mme Sylvie LAPORTE, Mme Nathalie BICAIS représenté(e) par M. Joseph MINNITI, M. Frédéric BOCCALETTO représenté(e) par M. Amaury NAVARRANNE, M. Pierre BONNEFOY représenté(e) par M. Mohamed MAHALI, M. Guillaume CAPOBIANCO représenté(e) par M. Cheikh MANSOUR, Mme Josy CHAMBON représenté(e) par M. Laurent BONNET, M. Laurent CUNEO représenté(e) par Mme Isabelle MONFORT, Mme Anaïs DIR représenté(e) par Mme Corinne JOUVE, M. Jean-Pierre EMERIC représenté(e) par Mme Anne-Marie METAL, Mme Brigitte GENETELLI représenté(e) par M. Albert TANGUY, Mme Pascale JANVIER représenté(e) par Mme Valérie MONDONE, M. Jean-Louis MASSON représenté(e) par M. Hubert FALCO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY représenté(e) par Mme Amandine LAYEC, M. Christian SIMON représenté(e) par Mme Geneviève LEVY, Mme Sandra TORRES représenté(e) par Mme Magali TURBATTE, Mme Kristelle VINCENT représenté(e) par Mme Corinne CHENET

ABSENTS :

Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Emilien LEONI, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bruno ROURE, Mme Christine SINQUIN, M. Jean-Sébastien VIALATTE

Séance Publique du 30 septembre 2021

N° D' O R D R E : 21/09/309

**OBJET: MODIFICATIONS DES PROCES-VERBAUX
DE TRANSFERT A LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE DES BIENS
APPARTENANT A LA VILLE DE TOULON**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5217-5,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain en date du 10 décembre 2019 portant sur les procès-verbaux de transfert à la métropole des biens relatifs aux compétences « voirie », « espaces publics », « valorisation des espaces paysagers », « parcs et aires de stationnement » et « crematorium », ainsi qu'aux compétences antérieurement exercées,

VU les procès-verbaux signés par la ville de Toulon et la Métropole en date du 17 août 2020,

VU la délibération de la Ville de Toulon prise en ce sens en séance du 23 octobre 2020,

VU l'avis de la Commission Espaces Publics et Proximité du 14 septembre 2021,

CONSIDERANT que par des arbitrages postérieurs à la signature des procès-verbaux précités, la déchetterie a été retirée des biens transférés, son terrain d'assiette étant nécessaire pour l'extension du cimetière Lagoubran,

CONSIDERANT que par ailleurs, plusieurs erreurs tenant au référencement cadastral, à la superficie des biens, à l'indication des voies tenant et/ou aboutissant, ont pu être relevées,

CONSIDERANT la nécessité de signer les procès-verbaux tenant compte des modifications suivantes :

- Dans le procès-verbal relatif aux anciennes compétences :
 - Modification de la fiche du bien « complexe sportif Léo Lagrange », les parcelles cadastrées section AX numéros 289 et 306 (p) y ayant été omises,
 - Modification de la liste des annexes afin d'y supprimer la référence au bien « déchetterie »,
- Dans le procès-verbal relatif aux nouvelles compétences :
 - Modification de la liste des voiries proposées au transfert, afin de tenir compte des diverses erreurs (dénominations, contenances, localisation...) et des dernières modifications apportées au répertoire voirie, édité en mai 2021,
 - Modification de la liste des espaces liés au déplacement urbain proposés au transfert, afin de tenir compte des diverses erreurs (dénominations, contenances, localisation...) et des dernières modifications apportées au répertoire voirie, édité en mai 2021,
 - Modification de l'annexe 1 ayant omis de citer comme bien concerné par le transfert, « le local des jardiniers du Mourillon »,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER la signature des procès-verbaux modifiés.

ARTICLE 3

D'AUTORISER le transfert de propriété des biens rattachés aux compétences exercées par la Métropole.

ARTICLE 4

DE DIRE que les actes de transfert de propriété seront établis par Maître Olivier TEUMA, Notaire à TOULON, dont les frais seront à la charge de la Métropole.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les procès-verbaux modifiés, ainsi que les actes de transferts de propriété et tous documents annexes s'y rapportant.

ARTICLE 6

D'AFFECTER les dépenses nécessaires sur le budget principal 2021, opération 10996-824-2111.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 30 septembre 2021

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 69

CONTRE : 0

ABSTENTION : 1
Madame Basma BOUCHKARA



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
Date de validation par la préfecture :
Date d'affichage : 16/12/2019

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
mardi 10 décembre 2019**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE convoqué le mardi 10 décembre 2019, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Madame Audrey PASQUALI-CERNY

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
53	17	11

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 19/12/495

**PROCES-VERBAUX
DE TRANSFERT A LA
METROPOLE DES
BIENS RELATIFS AUX
COMPETENCES "VOIRIE",
"ESPACES PUBLICS",
"VALORISATION DES
ESPACES PAYSAGERS",
"PARCS ET AIRES DE
STATIONNEMENT",
"CREMATORIUM" AINSI
QU'AUX COMPETENCES
ANTERIEUREMENT
EXERCEES**

PRESENTS :

Monsieur Thierry ALBERTINI, Madame Dominique ANDREOTTI, Madame Edith AUDIBERT, Madame Hélène AUDIBERT, Monsieur Christian BARLO, M. Robert BENEVENTI, Madame Martine BERARD, Madame Nicole BERNARDINI, Madame Véronique BERNARDINI, Monsieur Frédéric BOCCALETTI, Monsieur François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, Monsieur Amaury CHARRETON, M. Yannick CHENEVARD, Monsieur Anthony CIVETTINI, Monsieur Jacques COUTURE, Madame Caroline DEPALLENS, Monsieur Jean-Guy DIGIORGIO, Madame Annick DUCARRE, Monsieur Jean-Pierre EMERIC, M. Hubert FALCO, Madame Amandine FUMEX, Madame Claude GALLI-ARNAUD, Madame Vanessa GERBY-GESELLIN, Madame Marcelle GHERARDI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Marc GIRAUD, Madame Christiane JAMBOU, Monsieur Yves KBAIER, Monsieur Michel LANDOLFINI, Madame Laure LAVALETTE, Madame Danièle LE GAC, Monsieur Emilian LEONI, Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Béatrice MANZANARES, Madame Edwige MARINO, Monsieur Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Madame Christine PAGANI-BEZY, Madame Audrey PASQUALI-CERNY, Madame Chantal PORTUESE, Monsieur Guy REBEC, Madame Denise REVERDITO, Madame Anne-Marie RINALDI, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, Monsieur Yann TAINGUY, Monsieur Léopold TROUILLAS, M. Jean-Sébastien VIALATE, M. Gilles VINCENT, M. Marc VUILLEMOT, Monsieur Jean-Yves WAQUET

REPRESENTES

Monsieur Claude ASTORE représenté(e) par Monsieur Christian BARLO, Monsieur Michel BONNUS représenté(e) par Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marie-Christine BOUCHEZ représenté(e) par Madame Denise REVERDITO, Monsieur Marc DESGORGES représenté(e) par Monsieur Frédéric BOCCALETTI, Madame Florence FEUNTEUN représenté(e) par Monsieur Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre HASLIN représenté(e) par Madame Anne-Marie RINALDI, Mme Christiane HUMMEL représenté(e) par Monsieur Christophe MORENO, Monsieur Laurent JEROME représenté(e) par M. Yannick CHENEVARD, Madame Raphaëlle LEGUEN représenté(e) par M. Marc VUILLEMOT, Madame Geneviève LEVY représenté(e) par Madame Marcelle GHERARDI, Monsieur Guy MARGUERITE représenté(e) par Monsieur Michel LANDOLFINI, Madame Josette MASSI représenté(e) par Monsieur Léopold TROUILLAS, M. Jean-Louis MASSON représenté(e) par M. Christian SIMON, Madame Anne-Marie METAL représenté(e) par Monsieur Jean-Pierre EMERIC, Madame Valérie MONDONE représenté(e) par Madame Martine BERARD, Monsieur Jérôme NAVARRO représenté(e) par Madame Hélène AUDIBERT, Madame Valérie RIALAND représenté(e) par M. Hervé STASSINOS

ABSENTS :

Madame Nathalie BICAIS, Madame Béatrice BROTONS, Madame Fabiola CASAGRANDE, Monsieur Jean-Pierre COLIN, Monsieur Michel DALMAS, Monsieur Alain FUMAZ, Monsieur Damien GUTTIEREZ, Madame Sylvie MAHIEU, Madame Reine PEUGEOT, Madame Karine TROPINI, Monsieur Jérôme VIDAL



MAIRIE DE TOULON

Délibération prise conformément à l'ordre du jour

Affichée le : 23 Octobre 2020

Transmise au contrôle de légalité le : 28 octobre 2020

ID Télétransmission : 083-218301372-20201023-lmc1100161-DE-1-1

Date AR Télétransmission : 28/10/20

DÉLIBÉRATION

SEANCE PUBLIQUE DU 23 OCTOBRE 2020

N° 2020/194/S - 8/C

Objet : Modification du procès-verbal du transfert des biens immobiliers à la Métropole au titre de sa compétence ordures ménagères et signature de la convention mettant à disposition de la Métropole l'ensemble des terrains nécessaires à l'exploitation de la déchetterie et à sa mise aux normes environnementales

Les membres du Conseil municipal de la Ville de TOULON, tous régulièrement convoqués, se sont réunis dans les lieux accoutumés de leurs séances, en conformité avec le Code Général des Collectivités Territoriales, sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Conseillers Municipaux en exercice :	59	Présents :	55
		Absent(s) :	0
		Excusé(s) :	0
Quorum nécessaire :	30	Procuration(s) :	4

Monsieur Hubert FALCO – Maire – PRESENT

ADJOINTS PRESENTS :

Monsieur Yannick CHENEVAR, Madame Josée MASSI, Monsieur Robert CAVANNA, Madame Magali TURBATTE, Monsieur Yann TAINGUY, Madame Virginie PIN, Monsieur Laurent JEROME, Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Patrice CAZAUX, Madame Pascale JANVIER, Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Valérie MONDONE, Monsieur Luc DE SAINT-SERNIN, Madame Hélène AUDIBERT, Monsieur Laurent BONNET, Madame Josy CHAMBON, Monsieur Christophe MORENO, Madame Martine BERARD, Monsieur Amaury CHARRETON, Madame Caroline DEPALLENS, Monsieur Erick MASCARO, Madame Marcelle GHERARDI

CONSEILLERS MUNICIPAUX PRESENTS :

Madame Geneviève LEVY, Monsieur Guy LE BERRE, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Léopold TROUILLAS, Monsieur Guy RAYNAUD, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Albert TANGUY, Monsieur Denis GUTIERREZ, Madame Corinne JOUVE, Monsieur Thierry CAMPUS, Madame Béatrice MANZANARES, Monsieur Jean-Charles BROCHOT, Madame Katia BIZAT, Madame Manon FORTIAS, Monsieur Benoît PELLETIER, Madame Sonia MOUSSAOUI, Madame Audrey PASQUALI-CERNY, Madame Amandine LAYEC, Madame Anaïs DIR, Monsieur Romain PELISSOU, Madame Jade VALLIORGUES, Madame Béatrice VEYRAT-MASSON, Monsieur Alain DHO, Monsieur Hervé TOULZAC, Madame Rachel ROUSSEL, Madame Laure LAVALETTE, Monsieur Amaury NAVARRANNE, Monsieur Guy REBEC, Monsieur Philippe LEROY, Madame Magali BRUNEL, Monsieur Pierre-Jacques DEPALLENS, Madame Cécile MUSCHOTTI

ABSENTS REPRESENTES :

Monsieur Pierre BONNEFOY donne pouvoir à Monsieur Alain DHO, Monsieur Pierre PARDIGON donne pouvoir à Monsieur Laurent BONNET, Madame Karima DRIDI donne pouvoir à Madame Sonia MOUSSAOUI, Madame Marisa DIAZ donne pouvoir à Madame Anaïs DIR



MAIRIE DE TOULON

Délibération prise conformément à l'ordre du jour

Affichée le : 31 Janvier 2022

Transmise au contrôle de légalité le : 3 Février 2022

ID Télétransmission : 083-218301372-20220128-lmc1143413-DE-1-1

Date AR Télétransmission : 03/02/22

DÉLIBÉRATION

SEANCE PUBLIQUE DU 28 JANVIER 2022

N° 2022/14/S

Objet : Modification des procès-verbaux de transfert à la Métropole Toulon Provence Méditerranée des biens appartenant à la Commune de Toulon

Les membres du Conseil municipal de la Ville de TOULON, tous régulièrement convoqués, se sont réunis dans les lieux accoutumés de leurs séances, en conformité avec le Code Général des Collectivités Territoriales, sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO

Conseillers Municipaux en exercice :	59	Présents :	52
		Absent(s) :	0
		Excusé(s) :	0
Quorum nécessaire :	20	Procuration(s) :	7

Monsieur Hubert FALCO – Maire – PRESENT

ADJOINTS PRESENTS :

Monsieur Yannick CHENEVARD, Madame Josée MASSI, Monsieur Robert CAVANNA, Madame Magali TURBATTE, Monsieur Yann TAINGUY, Madame Virginie PIN, Monsieur Laurent JEROME, Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Patrice CAZAUX, Madame Pascale JANVIER, Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Valérie MONDONE, Monsieur Luc DE SAINT-SERNIN, Madame Hélène AUDIBERT, Monsieur Laurent BONNET, Monsieur Christophe MORENO, Madame Martine BERARD, Madame Caroline DEPALLENS, Monsieur Erick MASCARO, Madame Marcelle GHERARDI

CONSEILLERS MUNICIPAUX PRESENTS :

Madame Geneviève LEVY, Monsieur Guy LE BERRE, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Guy RAYNAUD, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Albert TANGUY, Madame Corinne JOUVE, Monsieur Thierry CAMPUS, Monsieur Pierre BONNEFOY, Madame Béatrice MANZANARES, Monsieur Jean-Charles BROCHOT, Madame Katia BIZAT, Monsieur Pierre PARDIGON, Madame Manon FORTIAS, Madame Sonia MOUSSAOUI, Madame Audrey PASQUALI-CERNY, Madame Karima DRIDI, Madame Amandine LAYEC, Madame Anaïs DIR, Monsieur Romain PELISSOU, Madame Béatrice VEYRAT-MASSON, Madame Marisa DIAZ, Monsieur Alain DHO, Monsieur Nicolas KOUTSEFF, Madame Rachel ROUSSEL, Madame Laure LAVALETTE, Monsieur Amaury NAVARRANNE, Monsieur Philippe LEROY, Madame Magali BRUNEL, Monsieur André DE UBEDA, Monsieur Pierre-Jacques DEPALLENS

ABSENTS REPRESENTES :

Madame Josy CHAMBON donne pouvoir à Monsieur Christophe MORENO, Monsieur Amaury CHARRETON donne pouvoir à Monsieur Yannick CHENEVARD, Monsieur Léopold TROUILLAS donne pouvoir à Monsieur Alain DHO, Monsieur Denis GUTIERREZ donne pouvoir à Monsieur Guy LE BERRE, Monsieur Benoît PELLETIER donne pouvoir à Madame Manon FORTIAS, Madame Jade VALLIORGUES donne pouvoir à Monsieur Luc DE SAINT-SERNIN, Madame Cécile MUSCHOTTI donne pouvoir à Monsieur Pierre-Jacques DEPALLENS

**Procès-verbal de transfert des biens de la Commune de Toulon
à la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Compétences « voirie », « espaces publics » « parcs et aires de
stationnement » « valorisation des espaces paysagers »**

Entre

La Commune de Toulon, représentée par son 1^{er} Adjoint en exercice, Monsieur Yannick CHENEVARD, dûment habilité par délibération n°2019/300/S du Conseil Municipal en date du 18/12/2019, modifiée par la délibération n°2020/194/S-8/C du Conseil Municipal en date du 23 octobre 2020, modifiée par la délibération n°2022/14/S du Conseil Municipal en date du 28 janvier 2022 ;

Ci-après désignée « la Commune »

Et

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité par délibération du Conseil Métropolitain n°19/12/495 en date du 10/12/2019, modifiée par délibération du Conseil Métropolitain n°21/09/309 en date du 30 septembre 2021 ;

Ci-après désignée « la Métropole »

Vu,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1321-1 et suivants, L.5211-5, L.5217-2 et L.5217-5,
- Le Décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée ».

EXPOSE PREALABLE :

Depuis le 1er janvier 2018, en vertu des dispositions de l'article L 5217-2 a du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement économique, social et culturel, d'aménagement de l'espace métropolitain, de politique locale de l'habitat, de politique de la ville, de gestion des services d'intérêt collectif, de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie déclinées par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées sont mis de plein droit à disposition de la métropole par les communes membres. Ils sont transférés dans le patrimoine de la métropole au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de la métropole.

TOULON						Intitulé de l'espace dédié à la voirie			VOIE TENANT		VOIE ABOUTISSANT	
N° d'ordre	N° de VOIE	Type		NOM								
1516	9999	Aire de repos		LAGOUBRAN					Avenue Aristide Briand Prolongee		Voie Sans Issue	
624	3692	Allée	du	08-mai-45					Rue Marc et Yvonne Baron		Rue Commandant Infernet	
7	38	Allée	des	ACANTHES					Chemin de Rigoumel		Voie Sans Issue	
1374	876	Allée	de	BESAGNE					Avenue de la Republique		Rue Dutasta	
247	4496	Allée	Lieutenant-Colonel	CARM					Rue Marc et Yvonne Baron		Rond-Point 3111	
266	1280	Allée		CASTIGNEAU					Place Jurien de la Graviere		Avenue Amiral Aubé	
362	207	Allée	Amiral	COURBET					Place Leon Blum		Rue Docteur Carence	
1482	9999	Allée	des	EGLANTIER					Route de Marseille		Allée des Eglantiers	
702	2307	Allée	Docteur	LAURES					Rue Marc et Yvonne Baron		Rue Marc et Yvonne Baron	
1255	3350	Allée	Georges	LEYGUES					Avenue Palamede de Forbin		Voie 3145 Acces les Nymphes	
1400	4466	Allée	des	LICES					Avenue des Lices		Avenue de La Victoire du 8 Mai 1945	
763	4778	Allée	de	MANNHEIM					Place de la Liberte		Allée de La Spezia	
783	4021	Allée	Joseph de	MARTELLI CHAUTARD					Place Horace Cristol		Place Horace Cristol	
819	1045	Allée	Boy-scout Leon	MILLOU					Avenue Jacques Cartier		Littoral Frederic Mistral	
		Allée		MISTRAL					Rue Fravega		Rue Victor Gensollen	
859	5350	Allée		MURAIRE DIT RAIMU					Rue Docteur Barrois		Voie Sans Issue	
1002	2297	Allée	Jules	RAOULX					Avenue Francois Cuzin		Voie Sans Issue	
1046	540	Allée	Docteur Henri	ROBINEAU					Avenue de Valbournin		Rue Joseph Peyre-Ferry	
1387	6389	Allée	Aumonier	ROUVIERE					Rue Henri Sainte Claire Deville		Voie Sans Issue	
1524	6832	Allée	Paul	SPEZIA					Allée de Mannheim		Boulevard de Strasbourg	
1321	6987	Allée	de	TRELIUS					Rue du Trelus		Voie Sans Issue	
46	416	Allées	de l'	ARMEE D'AFRIQUE					Rond-Point de l'Artilerie de Marine		Allées De L'armee D'afrique	
704	4355	Allées	des	LAURIERS ROSES					Avenue Jean-Baptiste Lieutaud		Quai Belle Rive	
1371	4387	Allées	de la	LEGIION ETRANGERE					Rue Alphonse Daudet		Avenue de Besagne	
1205	283	Ancien chemin	de la	VALETTE					Corniche Marius Escartefigue		Place de La Canalliette	
827	5202	Anse		MISTRAL					Voie 1680 Plage du Lido		Voie 2125 Plage de La Source	
1226	7135	Avenue	de la Victoire du	08-mai-45					Boulevard Commandant Joseph Nicolas		Avenue de Siblas	
1238	7270	Avenue		22EME R.I.C.					Boulevard de Bazeilles		Avenue Pierre Loti	
1013	6998	Avenue	du	3EME REGIMENT DES TIRAILLEURS ALGERIENS					Quai Marcel Pagnol		Avenue Alphonse Juin	
1514	9999	Avenue	Victor	AGOSTINI					Avenue des Lices		Avenue de La Victoire du 8 Mai 1945	
12	495	Avenue	Auguste	AIGUIER					Quai Emile Grenier		Boulevard Philippe Ripert	
26	165	Avenue	d'	ALSACE-LORRAINE					Rue de Nice		Avenue Gabriel Jourdan	
31	290	Avenue	Andre	AMPERE					Avenue Colonel Picot		Avenue Joseph-Louis Ortolan	
44	390	Avenue	des	ARENES					Chemin de Forgentier		Rue danielle casanova	
54	455	Avenue	de l'	ASSOMPTION					Avenue Joseph Gasquet		Rue De La Tour D'auvergne	
56	3100	Avenue	General Gabriel	AUBE					Avenue Joseph Gasquet		Avenue Mirelle	
57	190	Avenue	Amiral	AUBE					Allée Castigneau		Rond-Point 4012	
82	3565	Avenue	Henri	BARBUSSE					Avenue Marechal Louis-Hubert Lyautey		Avenue General Henri Nogues	
80	2570	Avenue	Emile	BARLA					Avenue Francois Cuzin		Avenue Marcel Castie	
93	4585	Avenue	Louis	BARTHO					Boulevard Jean-Baptiste Abel		Chemin de La Barre	
981	5950	Avenue	du premier	BATAILLON DE CHOC					Place Colonel Bonnier		Chemin du Temple	
96	500	Avenue	Auguste	BATTAREL					Avenue des Fils Marescot		Voie Sans Issue	
111	730	Avenue	de	BEAULIEU					Avenue Colonel Picot		Corniche Marius Escartefigue	
121	772	Avenue		BELLAUD DE LA BELLAUDIERE					Avenue Francois Nardi		Rue Georges Mandel	
122	790	Avenue		BELLEGARDE					Avenue Colonel Picot		Boulevard Joue	
126	795	Avenue		BELLEVUE					Avenue des Fils Marescot		Avenue Bellevue	
138	1770	Avenue	Commandant	BERNARD					Avenue Andre le Chatelier		Rue Drouet	
152	873	Avenue	de	BESAGNE					Avenue de la Republique		Rue Joseph Garibaldi	

873	3305	Avenue	General Henri	NOGUES		Avenue Amiral Collet	Avenue Marechal Foch
879	5425	Avenue	Charles	NUNGESSER		Boulevard Jules Michelet	Avenue Monseigneur Charles-Emmanuel Freppel
1310	5436	Avenue	de l'	OASIS		Avenue Joseph Gasquet	Rue Fiandino
884	3765	Avenue	Jacques	OLIVE		Boulevard Docteur Charles Barnier	Boulevard du Faron
885	5450	Avenue	des	OLIVIERS		Avenue Amiral Krantz	Avenue des Iles d' OR
894	5495	Avenue	d'	ORIENT		Avenue Benoit Malon	Voie Sans Issue
897	4035	Avenue	Joseph-Louis	ORTOLAN		Avenue Marceau	Corniche Marius Escartefigue
690	5540	Avenue	de la	PALASSE		Avenue Joseph Gasquet	Voie Sans Issue
917	3075	Avenue	Frederic	PASSY		Boulevard Leon Bourgeois	Avenue Alphonse Juin
936	1870	Avenue	Constant	PERROUD		Rue Kleber	Corniche Marius Escartefigue
942	5745	Avenue	de	PICARDIE		Chemin Beau Site	Avenue de Bourgogne
949	5822	Avenue	des	PINS		Chemin des Fours a Chaux	Boulevard des Baguiers
951	5838	Avenue	de la	PIVOTTE		Avenue Colonel Picot	Avenue de Verdun
1306	5907	Avenue	du	PORT DE PLAISANCE		Avenue de L'Infanterie de Marine	Voie Sans Issue
980	5940	Avenue	du	PRE DES PECHEURS		Rue Beaussier	Littoral Frederic Mistral
979	5945	Avenue	du	PRE FAUCHIER		Route de Plaisance	Route de Plaisance
987	6015	Avenue	de	PROVENCE		Rue D'entrevennes	Avenue Marechal Foch
990	3310	Avenue	General	PRUNEAU		Place Gustave Balles	Avenue General Maxime Weygand
999	6090	Avenue		RAGEOT DE LA TOUCHE		Avenue Marechal Foch	Boulevard Pierre Toesca
1435	9999	Avenue	Jean	RAMBAUD		Quai Riviere Neuve	Chemin du Jonquet
1001	3870	Avenue	Joseph-Francois	RAMEL		Avenue de la Victoire du 8 mai 1945	Rue Chevalier D'assas
1005	250	Avenue	Amiral	RAVEL		Avenue de L'elisa	Avenue Edouard Branly
1014	6149	Avenue		REGUTTO		Avenue de Valboudin	Rue Amable Mabily
1018	5790	Avenue	Pierre	RENAUDEL		Avenue Jean Rambaud	Chemin de Rigoumel
1022	6175	Avenue	de la	REPUBLIQUE		Place Ingenieur-Colonel Monsenergue	Rond-Point General Bonaparte
1047	4675	Avenue	Louis	ROCHE		Avenue de Siblas	Place Biscarre
1051	2850	Avenue	Ernest	ROLLER		Chemin de la baume	Chemin des Fours A Chaux
1055	3045	Avenue	Franklin	ROOSEVELT		Rond-Point Bir-Hakeim	Rond-Point General Bonaparte
1058	6340	Avenue	de la	ROSERAIE		Avenue Benoit Malon	Boulevard Lagane
1059	6345	Avenue	des	ROSES		Avenue de Siblas	Rue Cauvin
1062	2485	Avenue	Edmond	ROSTAND		Boulevard Grignan	Rue de l' Artillerie
1063	3865	Avenue	Jean Eugene	ROUDEN		Avenue des Moulins	Chemin du Jonquet
1068	3027	Avenue	Francois	ROUSTAN		Chemin de la Serfette	Voie Sans Issue
1122	6685	Avenue	de	SAVOIE		Avenue Louis Barthou	Voie 3248 Escaliers
1133	6715	Avenue	Antoine	SENEQUIER		Avenue Francois Cuzin	Avenue Alphonse Juin
1138	6770	Avenue	de	SIBLAS		Boulevard de la Democratie	Avenue de Val Fleuri
1146	4680	Avenue	Louis	SOREL		Place du 18 Juin	Boulevard de La Martille
1149	6815	Avenue	des	SOURCES		Boulevard General Briere de L'isle	Avenue Donchery
638	240	Avenue	du	STADE JAUREGUIBERRY		Avenue Amiral Aube	Voie Sans Issue
1314	6840	Avenue	de la	STATION		Chemin de la Barre	Chemin de La Brasserie
1178	6875	Avenue	Sylvain	THURIN		Chemin de la Beaucaire	Avenue Charles Gantelme
1179	6945	Avenue	des	TIRAILLEURS SENEGALAIS		Rond-Point de L'artillerie de Marine	Rond-Point 3366
1262	6977	Avenue	de la	TOUR ROYALE		Place du Polygone	Parc Paysager de La Tour Royale
1355	7001	Avenue	du Contre-Amiral	TROLLEY DE PREVAUX		Avenue des Meuniers	Voie Sans Issue
1201	6969	Avenue	de	VAL FLEURI		Avenue de Siblas	Place Premier Maitre Mechanicien Besser
1199	7050	Avenue	de	VALBOURDIN		Avenue Saint Roch	Boulevard Bianchi
1203	7065	Avenue	Valerie	VALERIE		Rue Mireille	Rue Pilote Pierre Reboul
1208	4657	Avenue	Louis	VAN LOO		Avenue Joseph-Louis Ortolan	Rue Etienne Lantelme
1210	7085	Avenue	Vauban	VAUBAN		Boulevard Marechal Leclerc	Rue Mirabeau
1219	7115	Avenue	de	VERDUN		Corniche Marius Escartefigue	Avenue de La Pivotte
1223	7125	Avenue		VERT COTEAU		Boulevard Francois Raynouard	Avenue Marceau
1225	7200	Avenue		VICTORINE		Boulevard Grignan	Rue Ernest Renan



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° AE-F09323P0318 du 21/12/2023
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3-1 ;

Vu l'arrêté du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 16 janvier 2023 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2023-04-21-00001 du 21/04/23 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09323P0318, relative à la réalisation d'un projet de curage de l'ouvrage enterré du cours d'eau Las au niveau du quai de la Rivière Neuve sur la commune de Toulon (83), déposée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, reçue le 06/11/2023 et considérée complète le 17/11/2023 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 17/11/2023 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 10 du tableau annexe de l'article R122-2 du Code de l'environnement et consiste à un essai de curage de 170 m² en sortie de l'ouvrage souterrain, sur le cours du Las, puis à un curage d'une superficie de 1 500 m² dans l'ouvrage souterrain de la façon suivante :

- le grattage d'une mini pelle ou d'un brise-roche dans le lit du cours d'eau ;
- le décaissement, sur une superficie respectivement de 170 m² et 1 500 m² et sur une hauteur de 0,8 m, d'environ respectivement 170 m³ et 1 500 m³ de sédiments ;
- l'évacuation des sédiments, de nuit, à l'aide d'une pelle long bras dans un centre de production d'Ecomatériaux à la Seyne-sur-Mer ;

Considérant que ce projet a pour objectif l'amélioration du fonctionnement hydraulique de la section enterrée du cours d'eau du Las avec une réduction significative pour des crues allant jusqu'à l'occurrence centennale au niveau des quartiers de Rodeilhac, Pont du Las, Jonquet et Bon rencontre (entre -10 et -25 cm en moyenne). ;

Considérant la localisation du projet :

- en zones UD et Uba du plan local d'urbanisme dont la dernière procédure a été approuvée le 28/09/2023, correspondant à des secteurs déjà urbanisés où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ;
- dans une commune littorale ;
- en zone de sismicité d'aléa 2 (faible) au regard du porter à connaissance préfectoral du 28/07/2011 ;
- en zone d'aléa faible selon la carte de l'aléa incendie de forêt de mai 2021 publiée sur le site de la préfecture du Var ;
- dans le lit majeur recalibré du cours d'eau « Le Las » au regard de l'atlas des zones inondables de décembre 2008 ;
- dans une commune concernée par une servitude d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral du 02/02/2022 et dans la zone de servitude d'une canalisation de transport de gaz naturel ;
- dans le cours d'eau « Le Las » classé en état écologique moyen au titre du SDAGE¹ 2022-2027, et à préserver au titre du SRADDET² ;
- dans un cours d'eau répertorié dans l'arrêté préfectoral n°DDTM/SEBIO/2022-78 du 03/01/2023 portant mise à jour des inventaires relatifs aux frayères et aux zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole dans le Var annexés à l'arrêté préfectoral du 17/12/2012 ;

Considérant le cadre réglementaire dans lequel s'inscrit le projet, qui est concerné par une autorisation loi sur l'eau au titre de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature de l'article R214-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que le Barbeau méridional, espèce de poisson à enjeu fort, a été identifiée sur la zone d'étude ;

Considérant que l'évacuation des déchets se déroulera de nuit afin de limiter les incidences du projet sur le trafic ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à :

- prendre des mesures afin de limiter au maximum l'impact des travaux sur la faune et les habitats naturels, telles que pêche électrique, bottes de paille etc ;
- adapter le calendrier des travaux afin d'éviter la période de fraie du Barbeau méridional ;
- proposer des mesures relatives au milieu aquatique afin d'éviter toute incidence sur la faune halieutique (turbidité, ...) ;
- mettre en œuvre des mesures adaptées et cohérentes destinées à prévenir tout risque de pollution accidentelle ;
- mettre en œuvre des mesures particulières en matière de gestion des matériaux excavés (suivi des travaux d'extraction et de stockage temporaire de matériaux, traçabilité des matériaux jusqu'à leur lieu de dépôt définitif...) ;
- proposer un suivi de la population de Barbeaux après travaux afin de vérifier la réappropriation des zones de fraie concernées ;

Considérant que la bonne mise en œuvre et le suivi des mesures d'évitement et de réduction sont de nature à permettre de maîtriser les impacts du projet sur l'environnement ;

1 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

2 Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

Arrête :

Article 1

Le projet de curage de l'ouvrage enterré du cours d'eau Las au niveau du quai de la Rivière Neuve situé sur la commune de Toulon (83) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Fait à Marseille, le 21/12/2023.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale

Marie-Therese
BAILLET
marie-t.baillet

Signature numérique
de Marie-Therese
BAILLET marie-t.baillet
Date : 2023.12.21
17:30:11 +01'00'

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Service Connaissance, Aménagement Durable et Évaluation
16, rue Zattara
CS 70248

13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux

92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

Service eau et biodiversité
Bureau police de l'eau
Virginie LEMAIRE
04 94 46 80 30

Toulon, le 14 décembre 2023

ddtm-sebio@var.gouv.fr

Le préfet

à

Monsieur le Maire
Hôtel de ville
Avenue de la République
CS 71407
83056 Toulon Cédex

Objet : **Dossier de déclaration au titre du code de l'environnement** : curage d'essai en sortie de la partie couverte du Las sur la commune de Toulon

Référence : SEBIO/N° DIOTA 2442 / 100031632

Pièce jointe : dossier et récépissé de déclaration dématérialisés – Arrêté ministériel de prescriptions générales disponible sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Copie à : service départemental de l'office français de la biodiversité

Je vous prie de bien vouloir trouver par mail et de manière dématérialisée, la déclaration au titre de la loi sur l'eau déposée par la métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par M. Jean-Pierre GIRAN, et le récépissé de déclaration, délivré au titre de la complétude à la date du 9 octobre 2023, concernant le curage d'essai en sortie de la partie couverte du Las sur la commune de Toulon, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement.

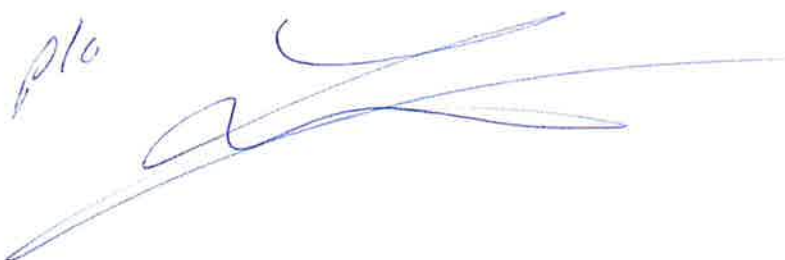
Ce dossier a fait l'objet d'un accord tacite de l'administration à la date du 9 décembre 2023, aussi je vous remercie de bien vouloir afficher en mairie, durant une période d'un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration. Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie, à votre convenance, par voie dématérialisée ou par la mise à disposition des documents imprimés par vos soins.

Vous voudrez bien faire parvenir à l'issue de la période d'affichage, à mon service, le procès-verbal attestant l'accomplissement de cette formalité.

Le présent message est adressé sur votre courriel à l'adresse suivante : monsieurlemaire@mairie-toulon.fr. Je vous remercie de bien vouloir me faire part des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de cette nouvelle procédure.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
Le chef du service eau et biodiversité,

Olivier BIELEN





**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° AE-F09323P0318 du 21/12/2023
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3-1 ;

Vu l'arrêté du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 16 janvier 2023 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2023-04-21-00001 du 21/04/23 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09323P0318, relative à la réalisation d'un projet de curage de l'ouvrage enterré du cours d'eau Las au niveau du quai de la Rivière Neuve sur la commune de Toulon (83), déposée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, reçue le 06/11/2023 et considérée complète le 17/11/2023 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 17/11/2023 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 10 du tableau annexe de l'article R122-2 du Code de l'environnement et consiste à un essai de curage de 170 m² en sortie de l'ouvrage souterrain, sur le cours du Las, puis à un curage d'une superficie de 1 500 m² dans l'ouvrage souterrain de la façon suivante :

- le grutage d'une mini pelle ou d'un brise-roche dans le lit du cours d'eau ;
- le décaissement, sur une superficie respectivement de 170 m² et 1 500 m² et sur une hauteur de 0,8 m, d'environ respectivement 170 m³ et 1 500 m³ de sédiments ;
- l'évacuation des sédiments, de nuit, à l'aide d'une pelle long bras dans un centre de production d'Ecomatériaux à la Seyne-sur-Mer ;

Considérant que ce projet a pour objectif l'amélioration du fonctionnement hydraulique de la section enterrée du cours d'eau du Las avec une réduction significative pour des crues allant jusqu'à l'occurrence centennale au niveau des quartiers de Rodeilhac, Pont du Las, Jonquet et Bon rencontre (entre -10 et -25 cm en moyenne). ;

Considérant la localisation du projet :

- en zones UD et Uba du plan local d'urbanisme dont la dernière procédure a été approuvée le 28/09/2023, correspondant à des secteurs déjà urbanisés où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ;
- dans une commune littorale ;
- en zone de sismicité d'aléa 2 (faible) au regard du porter à connaissance préfectoral du 28/07/2011 ;
- en zone d'aléa faible selon la carte de l'aléa incendie de forêt de mai 2021 publiée sur le site de la préfecture du Var ;
- dans le lit majeur recalibré du cours d'eau « Le Las » au regard de l'atlas des zones inondables de décembre 2008 ;
- dans une commune concernée par une servitude d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral du 02/02/2022 et dans la zone de servitude d'une canalisation de transport de gaz naturel ;
- dans le cours d'eau « Le Las » classé en état écologique moyen au titre du SDAGE¹ 2022-2027, et à préserver au titre du SRADDET² ;
- dans un cours d'eau répertorié dans l'arrêté préfectoral n°DDTM/SEBIO/2022-78 du 03/01/2023 portant mise à jour des inventaires relatifs aux frayères et aux zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole dans le Var annexés à l'arrêté préfectoral du 17/12/2012 ;

Considérant le cadre réglementaire dans lequel s'inscrit le projet, qui est concerné par une autorisation loi sur l'eau au titre de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature de l'article R214-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que le Barbeau méridional, espèce de poisson à enjeu fort, a été identifiée sur la zone d'étude ;

Considérant que l'évacuation des déchets se déroulera de nuit afin de limiter les incidences du projet sur le trafic ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à :

- prendre des mesures afin de limiter au maximum l'impact des travaux sur la faune et les habitats naturels, telles que pêche électrique, bottes de paille etc ;
- adapter le calendrier des travaux afin d'éviter la période de fraie du Barbeau méridional ;
- proposer des mesures relatives au milieu aquatique afin d'éviter toute incidence sur la faune halieutique (turbidité, ...) ;
- mettre en œuvre des mesures adaptées et cohérentes destinées à prévenir tout risque de pollution accidentelle ;
- mettre en œuvre des mesures particulières en matière de gestion des matériaux excavés (suivi des travaux d'extraction et de stockage temporaire de matériaux, traçabilité des matériaux jusqu'à leur lieu de dépôt définitif...) ;
- proposer un suivi de la population de Barbeaux après travaux afin de vérifier la réappropriation des zones de fraie concernées ;

Considérant que la bonne mise en œuvre et le suivi des mesures d'évitement et de réduction sont de nature à permettre de maîtriser les impacts du projet sur l'environnement ;

1 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

2 Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

Arrête :

Article 1

Le projet de curage de l'ouvrage enterré du cours d'eau Las au niveau du quai de la Rivière Neuve situé sur la commune de Toulon (83) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Fait à Marseille, le 21/12/2023.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale

Marie-Therese
BAILLET
marie-t.baillet

Signature numérique
de Marie-Therese
BAILLET marie-t.baillet
Date : 2023.12.21
17:30:11 +01'00'

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Service Connaissance, Aménagement Durable et Évaluation
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoïa
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

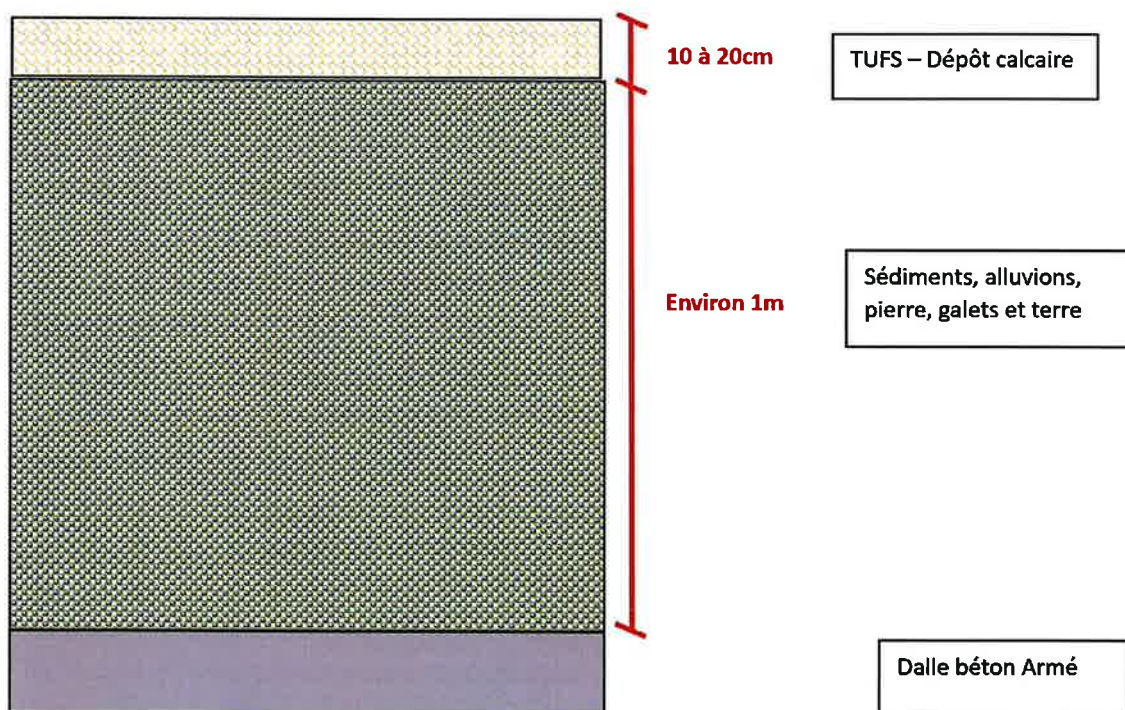
(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

RAPPORT D'ESSAIS DE CURAGE DU LAS



1) Etat du complexe en place

Lors de l'essai de curage du LAS et plus précisément d'essais d'attaque du TUFS, nous avons constaté la formation suivante :



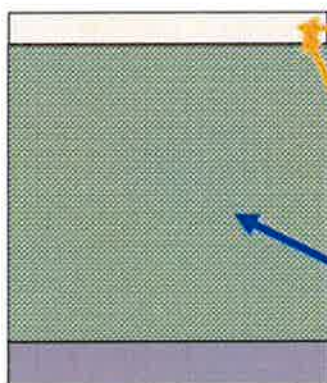
Constat sur la zone testée :

La couche de TUFS est finalement relativement fine, ce qui permet de la démolir sans avoir à employer de gros moyens.

Une attaque initiale au BRH peut être nécessaire mais une fois la couche supérieure fragmentée, le reste du terrassement ne nécessite pas de BRH, le terrassement au godet se fait aisément.



TUFS DEPOT Calcaire



Sédiments, alluvions, pierres,
galets et terre



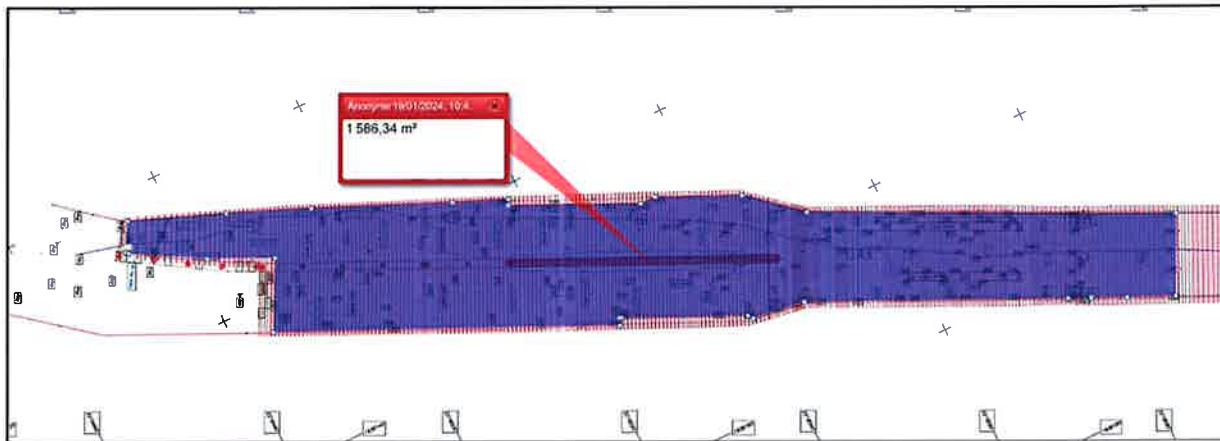
TUFS DEPOT Calcaire

Etat des lieux dans le reste de la travée

Les dépôts sédimentaires et calcaires sont présents sur une épaisseur moyenne de 1m en pleine largeur entre la zone à ciel ouvert (limite de la zone d'essais) et semble se terminer une cinquantaine de mètres après l'ouvrage SNCF (Zone plus en amont non accessible par présence d'eau peu après l'ouvrage).

Présence de nombreux collecteurs d'eaux se déversant dans la travée.





La surface estimée à évacuer est donc d'approximativement 1500m² soit pour environ 1m de charge, un volume de 1500m³.

1) Méthodologie pour curage complet futur

Afin de permettre le maintien d'une voie de circulation sur le quai Rivière Neuve de jour, la méthodologie essayée pour le Test a été concluante. A savoir :

- Mise en place d'une pelle compacte 36T en surface sur la voie de gauche du quai rivière neuve afin de :
 - o Descendre des engins dans le lit du LAS tous les matins et les remonter tous les soirs.
 - o Evacuer les déblais depuis le quai rivière neuve (avec protection de la chaussée) grâce à la longueur du bras.
 - o Stationnement la nuit sur l'espace vert
- Mise en place d'une mini-pelle et d'une mini chargeuse type BOBCAT dans le lit de la rivière afin d'effectuer les attaques ponctuelles et le transport de matériaux du front de taille jusqu'à la zone d'évacuation à ciel ouvert accessible par la pelle 36T.
- Préservation des espaces naturels et de la biodiversité en limitant l'impact des travaux notamment de terrassements à l'aide de botes de pailles en limite d'emprise limitant la diffusion de MES dans le cours d'eau et ainsi la turbidité en aval.
- Kit antipollution prêt à être déployé en cas d'incident.

En complémentent,

- Mise en place de point d'arrêt et organisation de pêches de sauvegardes selon préconisation de Naturalia avant chaque phase de terrassement.

- Les travaux de terrassement se feront en aval de merlons laissés en amont afin de ne pas prendre le risque d'excaver de zone pouvant accueillir des poissons.
- Utilisation d'un barrage anti-MES selon la pertinence entre la hauteur de la lame d'eau et le débit du LAS.



2) Estimation de délais et de coût de l'opération

Planning estimatif : 5 semaines

Estimatif de coût : 550 000 HT